

René Riesel
Jaime Semprun

**Catastrophisme,
administration du désastre
et soumission durable**

PARIS
2008

ÉDITIONS DE L'ENCYCLOPÉDIE DES NUISANCES

80, rue de Ménilmontant, XX^e arr.

René Riesel
Jaime Semprun

**Catastrophisme,
administration du désastre
et soumission durable**

PARIS
2008

ÉDITIONS DE L'ENCYCLOPÉDIE DES NUISANCES
80, rue de Ménilmontant, XX^e arr.

« Ceux-là, quand la liberté serait entièrement perdue et toute hors du monde, l'imaginent et la sentent en leur esprit, et encore la savourent, et la servitude ne leur est de goût, pour tant bien qu'on l'accoutre. »

Etienne de La Boétie,
Discours de la servitude volontaire.

Précisions liminaires

L'extinction finale vers laquelle nous entraîne la perpétuation de la société industrielle est devenue en très peu d'années notre avenir officiel. Qu'elle soit considérée sous l'angle de la pénurie énergétique, du dérèglement climatique, de la démographie, des mouvements de populations, de l'empoisonnement ou de la stérilisation du milieu, de l'artificialisation des êtres vivants, sous tous ceux-là à la fois ou sous d'autres encore, car les rubriques du catastrophisme ne manquent pas, la réalité du désastre en cours, ou du moins des risques et des dangers que comporte le cours des choses, n'est plus seulement admise du bout des lèvres, elle est désormais détaillée en permanence par les propagandes étatiques et médiatiques. Quant à nous, qu'on a souvent taxés de complaisance apocalyptique pour avoir pris ces phénomènes au sérieux ou de « passésisme » pour avoir dit l'impossibilité de trier parmi les réalisations et les promesses de la société industrielle de masse, prévenons tout de suite que nous n'entendons rien ajouter ici aux épouvantables tableaux d'une crise écologique totale que brossent sous les angles les plus variés tant d'experts informés, dans tant de rapports, d'articles, d'émissions, de films et d'ouvrages dont les données chiffrées sont diligemment mises à jour par les agences gouvernementales ou internationales et les ONG compétentes. Ces éloquents mises en garde, quand elles en arrivent au chapitre des réponses à apporter devant des menaces aussi pressantes, s'adressent en général à « l'humanité » pour la conjurer de « changer radicalement ses aspirations et son mode de vie » avant qu'il ne soit trop tard. On aura remarqué que ces injonctions s'adressent en fait, si l'on veut bien traduire leur pathos moralisant en un langage un peu moins éthéré, aux dirigeants des États, aux institutions internationales, ou encore à un hypothétique « gouvernement mondial » qu'imposeraient les circonstances. Car la société de masse (c'est-à-dire ceux qu'elle a intégralement formés, quelles que soient leurs illusions là-dessus) ne pose jamais les problèmes qu'elle prétend « gérer » que dans les termes qui font de son maintien une condition *sine qua non*. On n'y peut donc, dans le cours de l'effondrement, qu'envisager de retarder aussi longtemps que possible la dislocation de l'agrégat de désespoirs et de folies qu'elle est devenue ; et on n'imagine y parvenir, quoi qu'on en dise, qu'en renforçant toutes les coercitions et en asservissant plus profondément les individus à la collectivité. Tel est le sens véritable de tous ces appels à une « humanité » abstraite, vieux déguisement de l'idole sociale, même si ceux qui les lancent, forts de leur expérience dans l'Université, l'industrie ou l'expertise (c'est, comme on s'en félicite, la même chose), sont pour la plupart mus par des ambitions moins élevées et rêvent seulement d'être nommés à la tête d'institutions *ad hoc* ; tandis que des fractions significatives des populations se découvrent toutes disposées à s'atteler bénévolement aux basses œuvres de la dépollution ou de la sécurisation des personnes et des biens.

Nous n'attendons rien d'une prétendue « volonté générale » (que ceux qui l'invoquent supposent bonne, ou susceptible de le redevenir pour peu qu'on la morigène avec assez de sévérité pour corriger ses coupables penchants), ni d'une « conscience collective des intérêts universels de l'humanité » qui n'a à l'heure actuelle aucun moyen de se former, sans parler de se mettre en pratique. Nous nous adressons donc à des individus d'ores et déjà réfractaires au collectivisme croissant de la société de masse, et qui n'excluraient pas par principe de s'associer pour lutter contre cette *sursocialisation*. Beaucoup mieux selon nous que si nous en perpétuions ostensiblement la rhétorique ou la mécanique conceptuelle, nous pensons par là être fidèles à ce qu'il y eut de plus véridique dans la *critique sociale* qui nous a pour notre part formés, il y a déjà quarante ans. Car celle-ci, indépendamment de ses faiblesses par trop évidentes avec le recul du temps ou, si l'on préfère, avec la disparition du mouvement dans lequel elle se pensait inscrite, eut pour principale qualité d'être le fait d'individus sans spécialité ni autorité intellectuelle garantie par une idéologie ou une compétence socialement reconnue (une « expertise », comme on dit de nos jours) ; d'individus, donc, qui, ayant choisi leur camp, ne s'exprimaient pas, par exemple, en tant que représentants d'une classe vouée par prédestination à accomplir sa révolution, mais en tant qu'individus cherchant les moyens de se rendre maîtres de leur vie, et n'attendant rien que de ce que d'autres, eux-mêmes « sans qualités », sauraient à leur tour entreprendre pour se réapproprier la maîtrise de leurs conditions d'existence.

Ne comptant, pour infléchir dans un sens plus heureux le sinistre cours des choses, que sur ce que les individus feront eux-mêmes librement – et peut-être surtout refuseront de faire –, nous ne vaticinerons pas. Les prophéties débitées sur un ton d'oracle, qui ont tant desservi l'ancienne critique révolutionnaire, sont aujourd'hui plus déplacées que jamais. On a fréquemment décrié notre goût supposé de la noirceur, alors que nous voulions seulement tenter de décrire le monde tel qu'il devenait, qu'il s'imposait préalablement à toute ambition de le transformer. Les quelques citations que l'on trouvera en notes sont là pour montrer la continuité de nos réflexions, appuyer les développements que nous leur donnons maintenant ou corriger, le cas échéant, des formulations imprécises ou erronées. Celle-ci en tout cas peut être reprise telle quelle : « Nous ne rejetons [...] pas ce qui existe et se décompose avec toujours plus de nocivité au nom d'un avenir que nous nous représenterions mieux que ses propriétaires officiels. Nous considérons au contraire que ceux-ci représentent excellemment l'avenir, tout l'avenir calculable à partir de l'abjection présente : ils ne représentent même plus que cela, et on peut le leur laisser. » (*Discours préliminaire* de l'Encyclopédie des Nuisances, novembre 1984.)

I

En quelques années, le parallèle entre l'effondrement du milieu vital qui eut lieu autrefois sur l'île de Pâques et celui en cours à l'échelle de la planète s'est imposé comme un parfait résumé de notre condition historique. L'épuisement de cet écosystème insulaire serait en effet dû à la poursuite insensée d'un productivisme particulier : il s'agissait dans ce cas d'ériger les sinistres statues que l'on sait, symboles d'une désolation qu'elles annonçaient par leur facture – tout à fait comme l'esthétique monumentale des mégalofoles d'aujourd'hui. Vulgarisée par Jared Diamond, cette image de notre planète tournoyant dans l'espace infini, et tout aussi privée de recours dans son désastre que l'île de Pâques perdue au milieu du Pacifique, s'est vite retrouvée jusque dans la propagande d'E.D.F. pour les « énergies de demain », parmi lesquelles il faut bien sûr compter le nucléaire. Lequel, blanchi par le bouleversement climatique, nous sera si utile à faire tourner, par exemple, les usines déjà indispensables pour dessaler l'eau de mer ; ou encore pour produire par électrolyse l'hydrogène qui remplacera avantageusement le pétrole comme carburant de l'aliénation motorisée.

Il n'y a donc plus de mystère de l'île de Pâques, mais surtout l'avenir de la société mondiale est lui-même sans mystère, entièrement déchiffrable par la connaissance scientifique : tel est le véritable message délivré par la propagande. La connaissance désormais exhaustive de la catastrophe qui a frappé des primitifs si démunis de toute notion d'un écosystème à préserver garantit celle de notre propre catastrophe en marche. Toutes sortes d'experts bien informés et peu enclins à l'hallucination paranoïde nous informent ainsi avec autorité que « les vieilles terreurs millénaristes » ont maintenant, « pour la première fois, un fondement rationnel » (André Lebeau, *L'Engrenage de la technique – Essai sur une menace planétaire*, 2005).

II

La thèse andersienne du « laboratoire-monde », selon laquelle avec les premiers essais nucléaires le « laboratoire » était devenu coextensif au globe, se voit reprise positivement, sans révolte ni intention critique aucune : comme plate constatation de notre incarcération dans le *protocole expérimental* de la société industrielle. Il y avait de l'histoire, il n'y a plus qu'une gestion raisonnée des « ressources ». Convenablement modélisé, avec tous les paramètres requis, le devenir historique se réduit à un résultat calculable, et ce, merveilleuse coïncidence, au moment où justement les experts disposent d'une puissance de calcul inégalée et toujours croissante. Le sort de l'humanité est donc scientifiquement scellé : il ne lui reste plus qu'à *optimiser* la *maintenance* de son fragile biotope terrestre. C'était le programme de l'écologie scientifique, c'est en train de devenir celui de tous les États.

III

Musil avait déjà fait la remarque que, dans « la singulière prédilection de la pensée scientifique pour les explications mécaniques, statistiques et matérielles auxquelles on dirait qu'on a enlevé le cœur », se manifestait sous couvert d'amour de la vérité « un goût de la désillusion, de la contrainte, de l'inexorable, de la froide intimidation et des sèches remontrances ». Et Adorno notait un peu plus tard, à propos de « l'activité scientifique qui est sur le point de s'emparer des derniers résidus du monde, décombres incapables d'opposer la moindre résistance », qu'en elle l'énergie intellectuelle se développait certes prodigieusement mais uniquement dans certaines directions socialement contrôlées : « La bêtise collective des techniciens de la recherche n'est pas seulement absence ou régression des aptitudes intellectuelles, elle est une prolifération de cette faculté de penser, qui la dévore avec sa propre énergie. La méchanceté et le masochisme des jeunes intellectuels est le fruit de la malignité du mal dont ils sont atteints. »

Dans tous les discours du catastrophisme scientifique, on perçoit distinctement

une même délectation à nous détailler les contraintes *implacables* qui pèsent désormais sur notre survie. Les techniciens de *l'administration des choses* se bousculent pour annoncer triomphalement la mauvaise nouvelle, celle qui rend enfin oiseuse toute dispute sur le *gouvernement des hommes*. Le catastrophisme d'État n'est très ouvertement qu'une inlassable propagande pour la survie planifiée – c'est-à-dire pour une version plus autoritairement administrée de ce qui existe. Ses experts n'ont au fond, après tant de bilans chiffrés et de calculs d'échéance, qu'une seule chose à dire : c'est que l'immensité des enjeux (des « défis ») et l'urgence des mesures à prendre frappent d'inanité l'idée qu'on pourrait ne serait-ce qu'alléger le poids des contraintes sociales, devenues si *naturelles*.

On peut toujours compter sur les anciens gauchistes pour se montrer les plus vindicatifs dans le dénigrement des aspirations révolutionnaires d'il y a quarante ans. Sous couvert d'abjurer leurs anciennes croyances, ils continuent à se placer en assenant, avec le même entrain qu'ils mettaient à psalmodier les mots d'ordre de leurs groupuscules, les nouveaux slogans de la soumission : « L'époque n'incite pas à inventer une utopie providentielle supplémentaire pour que le monde soit meilleur. Elle oblige seulement à se plier aux impératifs du vivant pour que la planète reste viable. » (Jean-Paul Besset, *Comment ne plus être progressiste... sans devenir réactionnaire*, 2005.) Les impératifs du vivant valent bien, en effet, le sens de l'histoire pour justifier « la dictature des plus savants, ou de ceux qui seront réputés tels » ; et c'est assurément faire preuve d'un certain réalisme que d'attendre de l'état d'urgence écologique, plutôt que d'une révolution, l'instauration d'un collectivisme bureaucratique cette fois performant.

Dans ces appels à se plier aux « impératifs du vivant », la liberté est systématiquement calomniée sous la figure du consommateur irresponsable, dont l'individualisme impénitent, *boosté* par l'hédonisme soixante-huitard, a comme on sait dévasté la planète en toute indépendance.

Face à la menace – en particulier à la « crise climatique », que les promoteurs du catastrophisme aiment comparer à « l'ombre du fascisme qui s'étendait dans les années 1930 sur l'Europe » –, il n'y aurait plus d'alternative qu'entre la soumission *repentante* aux nouvelles directives du collectivisme écologique et le pur nihilisme ; quiconque refuse de se *responsabiliser*, de participer avec zèle à cette gestion citoyenne de la poubelle planétaire, démontre par là avoir le *profil* du terroriste en puissance.

IV

Nous qu'on a si souvent accusés de défaitisme, et plus que tout de catastrophisme justement, on s'étonnera peut-être de nous voir maintenant, alors que la catastrophe est comme la *bande-annonce*, projetée en boucle sur tous les écrans, des temps à venir, nous déclarer hostiles à ce qui pourrait tout de même passer pour une prise de conscience, ou du moins un début de lucidité. Ce sera pourtant à tort, car ce sera se tromper doublement : à la fois sur ce que nous avons dit antérieurement et sur ce que disent les experts devenus si alarmistes. Nous ne parlions pas de la même catastrophe ^[1], et la catastrophe totale dont ils parlent n'est qu'un fragment de la réalité.

V

Afin de prévenir tout malentendu, il nous faut cependant préciser que la critique des représentations catastrophistes n'implique nullement d'y voir, comme on le fait parfois, de pures fabrications sans le moindre fondement, qui seraient diffusées par les États pour assurer la soumission à leurs directives, ou, plus subtilement, par des groupes d'experts soucieux d'assurer leur promotion en dramatisant à outrance leur « champ de recherche ». Une telle dénonciation du catastrophisme n'est pas toujours le fait de gens qui défendent ainsi tel ou tel secteur de la production industrielle particulièrement mis en cause, ou même l'industrie dans son ensemble. Il s'est ainsi trouvé d'étranges « révolutionnaires » pour soutenir que la crise écologique sur laquelle les informations nous arrivent désormais en avalanche n'était en somme qu'un spectacle, un leurre par lequel la domination cherchait à justifier son état d'urgence, son renforcement autoritaire, etc. On voit bien quel est le moteur d'un si expéditif scepticisme : le désir de sauver une « pure » critique sociale, qui ne veut considérer de la réalité que ce qui lui permet de reconduire le vieux schéma d'une révolution anticapitaliste vouée à reprendre, certes en le « dépassant », le système industriel existant. Quant à la « démonstration », le syllogisme est le suivant : *puisque* l'information médiatique est assurément une forme de propagande en faveur de l'organisation sociale existante et qu'elle accorde désormais une large place à divers aspects terrifiants de la « crise écologique », *donc* celle-ci n'est qu'une fiction forgée pour inculquer les nouvelles consignes de la soumission. D'autres négationnistes avaient, on s'en souvient, appliqué la même logique à l'extermination des juifs d'Europe : *puisque* l'idéologie démocratique du capitalisme n'était assurément qu'un travestissement mensonger de la domination de classe et qu'elle avait après la guerre fait dans sa propagande grand usage des horreurs nazies, *donc* les camps d'extermination et les chambres à gaz ne pouvaient être qu'inventions et trucages. Là aussi, il s'agissait avant

tout de sauver la définition canonique du capitalisme en refusant de voir son développement « aberrant » (c'est-à-dire non prévu par la théorie). Et déjà auparavant, pendant la guerre civile d'Espagne, il y avait eu d'intransigeants extrémistes pour blâmer des révolutionnaires de se battre contre le fascisme sans avoir tout de suite aboli l'État et le salariat.

VI

De même que nous n'entendons rien ajouter aux relevés catastrophistes d'une « crise écologique totale », nous n'entrerons pas dans l'évaluation des éléments sur lesquels ils se fondent, non plus que dans la discussion détaillée de tel ou tel des ravages qu'ils recensent. Mais l'essentiel de cet infernal *catalogue des menaces* a été finalement authentifié par « l'ensemble de la communauté scientifique », certifié par les États et les institutions internationales ; il se voit à la fois promu par les médias, enchantés d'avoir à cultiver un « marronnier » si fructifère, et consacré par l'investissement industriel dans le « développement durable ». Ses conclusions, c'est-à-dire, dans le langage généralement usité, les *options* qu'il importerait de retenir ou la nature des *défis* qu'il conviendrait de relever, sont désormais discutées de façon ininterrompue. L'ambition affichée des experts catastrophistes étant d'ouvrir de tels « débats », on ne saurait être surpris qu'ils voient là comme le début d'une « prise de conscience ». On s'étonne plus qu'en jugent de même des gens qui pour leur part ne sont pas des experts, et qui vont parfois jusqu'à se déclarer ennemis de la société industrielle.

Si nous n'y voyons quant à nous rien de tel, mais au contraire un surcroît de fausse conscience, ce n'est pas par goût immodéré du paradoxe, ou par quelque pervers esprit de contradiction. C'est en effet quelque chose qu'il nous a fallu nous-mêmes admettre, en dépit de nos convictions, et depuis quelque temps déjà.

La dégradation irréversible de la vie terrestre due au développement industriel a été signalée et décrite depuis plus de cinquante ans. Ceux qui détaillaient le processus, ses effets cumulatifs et les seuils de non-retour prévisibles, comptaient qu'une prise de conscience y mettrait un terme par un changement quelconque. Pour certains ce devaient être des réformes diligemment conduites par les États et leurs experts, pour d'autres il s'agissait surtout d'une transformation de notre mode de vie, dont la nature exacte restait en général assez vague ; enfin il y en avait même pour penser que c'était plus radicalement toute l'organisation sociale existante qui devait être abattue par un changement révolutionnaire. Quels que fussent leurs désaccords sur les moyens à

mettre en œuvre, tous partageaient la conviction que la connaissance de l'étendue du désastre et de ses conséquences inéluctables entraînerait pour le moins quelque remise en cause du conformisme social, voire la formation d'une conscience critique radicale. Bref, qu'elle ne resterait pas sans effet.

Contrairement au postulat implicite de toute la « critique des nuisances » (pas seulement celle de l'EdN), selon lequel la détérioration des conditions de vie serait un « facteur de révolte », force a été de constater que la connaissance toujours plus précise de cette détérioration s'intégrait sans heurts à la soumission et participait surtout de *l'adaptation* à de nouvelles formes de survie *en milieu extrême*. Certes, dans les pays que l'on appelle « émergents » au moment où ils sont engloutis par le désastre industriel, il arrive encore que des communautés villageoises se soulèvent en masse pour défendre leur mode de vie contre la brutale paupérisation que leur impose le développement économique. Mais de tels soulèvements se passent du genre de connaissances et de « conscience écologique » que les ONG cherchent à leur inculquer.

Quand finalement l'officialisation de la crise écologique (en particulier sous l'appellation de « réchauffement climatique ») donne lieu à de prétendus « débats », ceux-ci restent étroitement circonscrits par les représentations et les catégories platement *progressistes* que les moins insipides des discours catastrophistes annoncent pourtant vouloir remettre en cause. Personne ne songe à considérer le catastrophisme pour ce qu'il est effectivement, à le saisir dans ce qu'il dit à la fois de la réalité présente, de ses antécédents et des réalités aggravées qu'il souhaite *anticiper*.

VII

Nous voyons surtout dans l'ensemble des représentations diffusées par le catastrophisme, dans la façon dont elles sont élaborées comme dans les conclusions qu'elles suggèrent, une sidérante accumulation de dénis de réalité. Le plus évident portant sur le désastre en cours, et même déjà largement consommé, auquel *fait écran* l'image de la catastrophe hypothétique, ou aussi bien *calculée*, extrapolée. Pour faire comprendre en quoi le désastre réel est bien différent de tout ce que le catastrophisme peut annoncer de pire, nous tenterons de le définir en peu de mots, ou du moins d'en spécifier un des principaux aspects : en achevant de saper toutes les bases, et pas seulement matérielles, sur lesquelles elle reposait, la société industrielle crée des conditions d'insécurité, de précarité de tout, telles que seul un surcroît d'organisation,

c'est-à-dire d'asservissement à la machine sociale, peut encore faire passer cet agrégat de terrifiantes incertitudes pour un monde vivable. On voit par là assez bien le rôle effectivement joué par le catastrophisme.

Un « autre monde » était, en effet, « possible » : c'est le nôtre, dont il faudrait sérieusement se demander ce qu'il a de commun, sur quelque plan que ce soit, avec le monde plus ou moins humanisé qui l'a précédé et dont, table rase faite, il se déclare l'héritier parce qu'il en vitrifie la dépouille.

VIII

Pour donner des exemples de lucidité précoce sur le processus dont nous voyons maintenant l'aboutissement, on cite toujours les mêmes excellents auteurs, que d'ailleurs personne ne lit vraiment, sans quoi il ne paraîtrait pas si fantastique d'affirmer que le désastre est d'ores et déjà à peu près consommé. Voici un exemple moins connu, qui montre en tout cas que ce n'est pas une vue de l'esprit, une reconstruction *a posteriori* ou une fantaisie subjective teintée de défaitisme morbide que de définir l'histoire moderne comme une progressive incarcération dans la société industrielle. Racontant ses voyages en Espagne entre 1916 et 1920, Dos Passos rapporte les propos tenus dans un café par un « syndicaliste » tout juste évadé de prison (on sait que dans l'Espagne de ces années un syndicaliste était bien différent de ce qui porte aujourd'hui ce nom ; et que la neutralité pendant la Première Guerre mondiale y avait favorisé une sorte de « décollage » économique) : « Nous sommes pris au piège de l'industrialisation, comme le reste de l'Europe. Le peuple, y compris les camarades, se laisse gagner à toute allure par la mentalité bourgeoise. Nous risquons de perdre ce que nous avons durement acquis... Si seulement nous nous étions emparés des moyens de production quand le système était encore jeune et faible, nous l'aurions développé lentement à notre profit, en rendant la machine esclave de l'homme. Chaque jour que nous laissons passer nous rend la tâche plus difficile. » (*Rossinante reprend la route*, 1992.)

IX

En liaison avec son postulat implicite selon lequel la connaissance exacte de la détérioration du milieu vital devait nécessairement être un « facteur de révolte », la critique des nuisances a été portée à accorder une place exorbitante à la dissimulation, au mensonge, au *secret* : selon un vieux schéma, si les masses savaient, si on ne leur cachait pas la vérité, elles se révolteraient. Pourtant l'histoire moderne n'avait pas été avare d'exemples, contraires, illustrant plutôt, chez lesdites masses, une assez constante détermination à *ne pas* se révolter en dépit de ce qu'elles savaient, et même – depuis les camps d'extermination jusqu'à Tchernobyl – à ne pas savoir en –dépit de l'évidence ; ou du moins à se comporter en dépit de tout comme si on ne savait pas. Contre l'explication unilatérale par le « secret », il a déjà été rappelé que le « programme électronucléaire français » avait ainsi été adopté et réalisé de façon on ne peut plus *publique* (contrairement à la « solution finale»). Croit-on vraiment que la *transparence*, si elle avait été étendue d'emblée aux millirems et aux picocuries, aux calculs des « doses maximales admissibles » et aux disputes sur les effets des « faibles doses » d'irradiation, aurait empêché l'adhésion universelle au nucléaire civil, à « l'atome pour la paix » ? Sans être docteur en physique nucléaire, n'importe qui disposait de bien assez d'informations pour se faire une juste idée de ce qu'était et de ce qu'entraînerait le développement de l'industrie nucléaire. Et il en va de même aujourd'hui pour les manipulations génétiques. Par ailleurs, depuis que les principaux mécanismes de la « crise écologique » ont été discernés, les confirmations se sont accumulées, de nouveaux facteurs aggravants ont été mis en lumière, des « rétroactions positives » spécifiées ; et tout cela est précisé et mis à jour sans être dissimulé au public, au contraire. Cependant l'apathie devant ces « problèmes » est plus grande encore, si possible, qu'il y a trente ou quarante ans. Imagine-t-on une manifestation ne serait-ce que de l'ampleur de celle de Malville (1977) contre le projet ITER, bien plus insensé que Superphénix ? Les cyber-activistes préfèrent aller faire de la figuration costumée en toile de fond des réunions de chefs d'État. L'explication de cette absence de réaction, alors que pourtant le vent de Tchernobyl est passé par là, est fort simple : dans les années soixante-dix, la France était encore travaillée par les suites de 68. Il faut donc penser que c'est la révolte, le goût de la liberté, qui est un facteur de connaissance, plutôt que le contraire.

La dissimulation et le mensonge ont bien sûr été utilisés à maintes reprises, le sont et le seront encore, par l'industrie et les États. Toutes sortes d'opérations doivent être menées dans la plus grande discrétion, et gagnent à n'apparaître en pleine lumière que sous forme de faits accomplis. Mais comme le principal fait accompli est l'existence de la société industrielle elle-même, la soumission à ses impératifs, on peut y introduire sans danger des zones toujours plus étendues de transparence : le citoyen désormais bien rodé à son travail de consommateur est avide d'informations pour établir lui-même son bilan « risques-bénéfices », tandis que de son côté chaque empoisonneur cherche aussi à se disculper en noircissant ses concurrents. Il y aura donc toujours matière à « révélations » et à « scandales », tant qu'il y aura des marchands pour traiter une telle matière première : à côté des marchands de poisons, des marchands de *scoops*

journalistiques, d'indignations citoyennes, d'enquêtes sensationnelles.

Cela étant, l'essentiel du cours du désastre n'a jamais été *secret*. Tout était là, depuis des décennies, pour comprendre vers quoi nous menait le « développement » : ses magnifiques résultats s'étalaient partout, à la vitesse d'une marée noire ou de l'édification d'une « ville nouvelle » en bordure d'autoroute. Le fétichisme de la connaissance quantitative nous a rendus si sots et si bornés qu'on passera pour un dilettante si l'on affirme qu'il suffisait d'un peu de sens esthétique – mais pas celui qui s'acquiert dans les écoles d'art – pour juger sur pièces. De fait, ce sont surtout des artistes et des écrivains qui se sont d'abord déclarés horrifiés par le « nouveau monde » qui s'installait. Mais plutôt que de s'en prendre à eux, à l'étroitesse parfois ridicule de leur point de vue – qui était justement ce qui leur permettait de se concentrer sur cet aspect –, pour se débarrasser d'eux sous l'étiquette de « réactionnaires » (plus récemment, certains jeunes Turcs de la radicalité post-moderne – mutons ensemble dans le chaos et l'extase barbare ! – ont rejoué parodiquement cette polémique en s'en prenant à un hypothétique « homme d'Ancien Régime »), il eût été plus équitable, et plus *dialectique*, de s'en prendre aux partisans de la critique sociale, mauvais cliniciens qui laissaient passer un tel symptôme, comme si l'enlaidissement de tout n'était qu'un vague détail, propre à offusquer le seul bourgeois esthète. Car même les meilleurs d'entre eux, obéissant à une sorte de surmoi progressiste, ont écarté le plus souvent, et pendant longtemps, ce qui aurait pu les exposer au reproche de « passéisme ». Après tout, l'Internationale situationniste n'a pas exclu le néourbaniste Constant pour ses immondes maquettes en plexiglas, aujourd'hui si prisées, de villes avec des bâtiments en titane et en nylon, terrasses aérodromes et places suspendues jouissant « d'une vue splendide sur le trafic des autostrades qui passent en dessous » (*I.S.* n° 4, juin 1960).

La maxime de Stendhal reste valide *a contrario* : la laideur est une promesse de malheur. Et le déclin de la sensibilité esthétique accompagne celui de l'aptitude au bonheur. Il faut déjà être assez endurci dans le malheur, insensible comme on le devient sous le choc répété des contraintes, pour pouvoir, par exemple, regarder sans être bouleversé, dans un vieux livre imprimé en héliogravure, des photographies représentant des paysages des rives de la Méditerranée avant que ce foyer de civilisation soit éteint – du temps où on ne parlait pas *d'environnement*. (La vie n'était certes pas « idyllique », on l'accorde volontiers aux imbéciles : elle était mieux qu'idyllique, elle vivait.) On commence par se mortifier en se persuadant que ce qu'impose si brutalement le dynamisme de la production a sa beauté, qu'il faut apprendre à goûter (voilà bien l'esthétisme !). On en arrive vite à ne plus sentir du tout ce que cette brutalité et cet étalage de puissance ont de terrifiant. Car il n'est nul besoin de compteur Geiger ou d'analyses toxicologiques pour savoir combien le monde marchand est mortifère : avant de le subir comme consommateur, chacun doit l'endurer comme travailleur. La catastrophe hypostasiée et projetée dans l'avenir a eu lieu là, dans l'existence quotidienne de tous, sous forme de « détails minuscules qui sont tout sauf des détails », ainsi que le notait Siegfried Kracauer, qui ajoutait : « Il faut se défaire de l'idée chimérique que ce sont les grands événements qui déterminent les hommes pour l'essentiel. » (*Les Employés. Aperçus de l'Allemagne nouvelle*, 1929.)

X

Au spectacle qu'offrent les contemporains, on a parfois du mal à se départir du sentiment qu'ils ont fini par *aimer* leur monde. Ce n'est évidemment pas le cas. Ils s'efforcent seulement de s'y faire, ils s'imposent une foulée de jogging et puisent dans leurs prescriptions d'anxiolytiques, tout en pressentant vaguement que leur corps s'y abîme, que leur esprit s'y égare, que les passions auxquelles on s'y livre tournent court. Cependant, n'ayant plus rien d'autre à aimer que cette existence parasitaire désormais installée *sans partage*, ils s'accrochent à l'idée que, comme la société qui leur inflige les tourments de la compétition permanente leur fournit les psychotropes pour les endurer, et même s'en *récréer* (sur le modèle des stakhanovistes de la performance carriériste et hédoniste mis en vedette par le spectacle), elle se montrera capable de perfectionner les contreparties en échange desquelles ils ont accepté de dépendre d'elle en tout.

C'est pourquoi, déjà bien entraînés aux sophismes de la résignation et aux consolations de l'impuissance, ils peuvent rester aussi impavides devant les sinistres prédictions dont on les abreuve. Au moins autant que le contenu de celles-ci, la soudaineté apparente et démonstrativement contrainte de leur officialisation aurait sinon de quoi susciter l'inquiétude du plus confiant des citoyens. Et cette inquiétude aurait tout lieu de tourner à la panique au vu de l'incapacité à imaginer quelque issue de secours praticable dont témoigne le bric-à-brac incongru de pétitions de principe, injonctions morales et sommations à renoncer à quelques commodités technomarchandes (en échange d'autres plus durables) qui constitue à peu près tout ce qu'on trouve à opposer explicitement à la perspective d'une « extinction finale » ou, pour mieux dire, d'une *fin du monde* cette fois rationnellement promise. Le fait qu'il n'en soit rien, que le catastrophisme se diffuse sans bruit dans le corps social, est bien dénoncé comme une dénégation par les catastrophistes les plus extrémistes – ceux qui greffent sur la prédiction « scientifique » l'espoir d'un renouveau social, voire d'un « changement de mode de vie ». Mais ils ne voient porter cette dénégation que sur les « menaces » dont ils tiennent la liste à jour, alors qu'elle consiste surtout à se représenter sous forme de menaces, *comme ils le font eux-mêmes*, ce qui est en fait une réalité déjà là : des pratiques et des rapports sociaux, des systèmes de gestion et d'organisation, des nuisances, des polluants, des poisons, etc., qui ont produit et continuent de produire de la manière la plus tangible des effets délétères sur les êtres vivants, le milieu naturel et la société des hommes. On peut s'en assurer sans recourir à des indices statistiques : il suffit de respirer l'air des villes ou d'observer un public de supporters.

Eu égard au fait que nous avons si manifestement parcouru un bon bout de chemin sur les allées de la fin du monde, on nous concédera l'impossibilité de prendre au mot le catastrophisme et ses *menaces* ; de juger le désastre de la société mondiale sur ce qu'elle en dit elle-même. La représentation de la catastrophe est fille du pouvoir présent : éloge de ses ressources techniques, de sa *scientificalité*, de la connaissance exhaustive de l'écosystème qui lui permettrait maintenant de le *réguler* au mieux. Mais comme ce sont précisément les moyens intellectuels et matériels qui ont servi à édifier ce monde menacé de ruine, ce *château branlant*, qui servent maintenant à établir le diagnostic et à préconiser les remèdes, il ne paraît pas trop aventuré de penser que ceux-ci comme celui-là sont eux-mêmes fort incertains, et voués à leur tour à la faillite.

XI

Toute réflexion sur l'état du monde et sur les possibilités d'y intervenir, si elle commence par admettre que son point de départ est, *hic et nunc*, un désastre déjà largement accompli, bute sur la nécessité, et la difficulté, de sonder la profondeur de ce désastre là où il a fait ses principaux ravages : dans l'esprit des hommes. Là il n'y a pas d'instrument de mesure qui vaille, pas de badges dosimétriques, pas de statistiques ou d'indices auxquels se référer. C'est sans doute pourquoi si rares sont ceux qui se hasardent sur ce terrain. On grommelle bien ici ou là à propos d'une catastrophe « anthropologique », dont on ne discerne pas trop s'il faudrait la situer dans l'agonie des dernières sociétés « traditionnelles » ou dans le sort fait aux jeunes pauvres modernes, en conservant peut-être l'espoir de préserver les unes et d'intégrer les autres. On pense cependant avoir tout dit lorsqu'on l'a dénoncée comme le produit de la perversité « néolibérale », qui aurait inventé récemment la fameuse « globalisation des échanges » : on se défend ainsi de reconnaître, après tant d'années et de slogans « anti-impérialistes », que cet aspect du désastre a quelque chose à voir avec une logique d'universalisation depuis longtemps à l'œuvre, et relève de bien plus que d'une simple « occidentalisation du monde » ^[2], Les innombrables *synchrétismes* – entre idiotismes locaux et universalité marchande – qui concourent à accélérer si puissamment cette mécanique de l'uniformisation (les *décollages* indien, chinois, etc., tirant parti de spécificités régionales, c'est-à-dire du matériel humain que les formes antérieures d'oppression leur ont efficacement préparé) montrent qu'il n'est pas de servitude, ancienne ou nouvelle, qui ne puisse se fondre harmonieusement – au sens de l'harmonie spéciale dont la Russie post-bureaucratique donne un magnifique exemple – dans l'asservissement à la société totale ; pour ne pas parler des monstruosité tout à fait inédites que suffit à

produire la rencontre entre cette modernité et les régions du monde qu'on ne désespère pas de faire *décoller* : qu'on songe à la propagation du sida ou aux enfants-soldats en Afrique. Cependant on n'ose en général qu'un regard fuyant sur ce que deviennent là-dedans les possibilités et les désirs des hommes réels. Pour le dire grossièrement, mais dans les termes consacrés : au « Nord » comme au « Sud », la classe moyenne, les « laissés-pour-compte » et les « exclus » pensent et veulent la même chose que leurs « élites » et *ceux* qu'ils croient « les maîtres du monde ».

Un cliché rebattu, qui prétend résumer de manière frappante les « impasses du développement », et appeler à la contrition, affirme que pour assurer le mode de vie d'un Américain moyen à l'ensemble de la population mondiale, il nous faudrait disposer de six ou sept planètes comme la nôtre. Le désastre est évidemment bien plutôt qu'un tel « mode de vie » – en réalité une vie parasitaire, honteuse et dégradante dont les stigmates si visibles sur ceux qui la mènent se complètent des corrections de la chirurgie esthétique – semble désirable et soit effectivement désiré par l'immense majorité de la population mondiale. (Et c'est pourquoi la vulgarité des nantis peut s'exhiber avec une telle complaisance, sans plus rien conserver de la retenue et de la discrétion bourgeoises : ils suscitent l'envie – il leur faut tout de même des gardes du corps – mais pas la haine et le mépris qui préparaient les révolutions.)

Du reste, certains partisans de la « décroissance », sans doute insuffisamment convaincus de la *faisabilité* de leurs préconisations, évoquent parfois la nécessité d'une « révolution culturelle » et s'en remettent finalement à rien moins qu'à une « décolonisation de l'imaginaire » ! Le caractère vague et lénifiant de pareils vœux pieux, dont on ne dit rien de ce qui permettrait de les exaucer, en dehors de l'embrigadement étatique et *néo-étatique* renforcé qu'implique par ailleurs l'essentiel des préconisations décroissantes, paraît surtout destiné à refouler l'intuition de l'âpre conflit que ce serait inévitablement de tenter, et déjà de penser sérieusement, la destruction de la société totale, c'est-à-dire du *macrosystème technique* à quoi finit par se résumer exactement la société humaine.

Depuis que la médecine scientifique a mis au point la machinerie qui assure une sorte de *maintenance* des quasi-cadavres, et prolonge ainsi indéfiniment leur *fin de vie*, on dit couramment, pour parler de la décision concernant ces morts-vivants, décision – qu'il faut bien prendre un jour, pour des questions de coût ou peut-être d'éthique – d'interrompre leur apparence de survie, on dit donc très éloquemment qu'il faudra alors les *débrancher*. La transposition à la société totale, où l'humanité entière se trouve sous branchements et perfusions de toutes sortes, s'impose d'elle-même. Mais elle signale du même coup ce qu'un arrêt de la machinerie de la vie artificielle a de presque impossible à imaginer pour les habitants de ce monde clos : si certains d'entre eux, parmi les plus suréquipés, apprécient à l'occasion, comme une *expérience*, le dénuement matériel, c'est sous forme d'escapade dans un *trekking* encadré, avec leur téléphone portable et l'assurance de rentrer chez eux en avion. Et il est vrai qu'on peut à bon droit se demander dans quel état de délabrement on retrouverait cette sorte d'humanité, une fois qu'elle se verrait définitivement privée des impulsions que lui donne sa machinerie. De sorte que c'est le perfectionnement de son câblage qui paraît à beaucoup l'issue la

plus *réaliste* : « Seule porte de sortie ouverte à nos enfants : enfiler une combinaison munie de tous les bio-senseurs que la loi de Moore saura leur fournir afin de sentir, voir et toucher virtuellement, avaler une bonne dose d'euphorisant et partir chaque week-end pour le pays des songes avec la star préférée, là-bas sur une plage d'avant la sixième extinction, les yeux rivés aux écrans du casque, sans passé et sans avenir. » Ceci n'est pas extrait d'un hommage au génie visionnaire qui fut, *Au temps de poupée Pat*, celui de Philip K. Dick, mais constitue la conclusion de l'ouvrage fort bien informé (Jacques Blamont, *Introduction au siècle des menaces*, 2004) d'un de ces membres de *l'establishment* scientifique qui, carrière faite et la retraite venue, *mangent le morceau*.

XII

La croyance à la rationalité technomarchande et à ses bienfaits ne s'est pas effondrée sous les coups de la critique révolutionnaire ; elle a seulement dû en rabattre un peu devant les gens continuent d'y adhérer, ainsi qu'au genre de bonheur qu'elle promet, et acceptent seulement, bon gré mal gré, de se discipliner, de se restreindre quelque peu, etc., pour *conserver* cette survie dont on sait maintenant qu'elle ne pourra être indéfiniment augmentée ; qu'elle sera plutôt rationnée. D'ailleurs les représentations catastrophistes massivement diffusées ne sont pas conçues pour faire renoncer à ce mode de vie si enviable, mais pour faire accepter les restrictions et aménagements qui permettront, espère-t-on, de le perpétuer.

Comment croire autrement à quelque chose comme une « pénurie de pétrole » ? Alors qu'à l'évidence il y a surtout effarante pléthore de moteurs, engins, véhicules de toutes sortes. C'est donc déjà désertier le camp de la vérité, pour le moins, que d'accepter de parler en termes de rationnement nécessaire, de voitures propres, d'énergie renouvelable grâce aux éoliennes industrielles, etc.

Le fond commun à toutes ces représentations catastrophistes, c'est l'idéal maintenu de la rationalité technique, le modèle déterministe de la connaissance objective, c'est donc d'accorder plus de réalité à la représentation que les instruments de mesure permettent de construire qu'à la réalité elle-même (à ce qui est « directement vécu ») ; de n'accorder en fait le statut de connaissance qu'à ce qui est passé par le filtre de la quantification ; de croire encore et toujours, malgré tant de démentis, à l'efficacité promise par une telle connaissance. Le postulat déterministe d'un avenir calculable par extrapolation est tout autant un fantasme dans sa version de *futurologie noire* qu'il l'était dans sa version rose, euphorique, des années cinquante (laquelle fait rire

aujourd'hui quand on la confronte à ce qui est réellement advenu). Dans les scénarios et modèles de la catastrophe, on privilégiera les *paramètres* dont l'évolution et les effets semblent mesurables, pour sauver au moins l'idée d'une action ou d'une adaptation possible. Mais en réalité les scientifiques ne savent rien, en tout cas rien de certain, des processus qu'ils s'affairent à modéliser ; ni du tarissement des ressources pétrolières, ni de l'évolution de la démographie, ni même de la vitesse et des effets exacts du changement climatique pourtant bien entamé. (Ils peuvent à la rigueur, et il y en a eu pour le faire, quantifier – en milliards de dollars – la contribution de la biodiversité à l'économie mondiale.) De même en ce qui concerne les pollutions et contaminations de toutes sortes : le tableau de leurs effets combinés et cumulés suit avec beaucoup de retard, et très grossièrement, la réalité complexe et terrible de l'empoisonnement généralisé, qu'il est en fait impossible d'appréhender par les moyens technologiques. ^[3]

Si nous disons de la réalité du désastre qu'elle est inconnaissable par les moyens qui ont servi à la produire, nous ne voulons donc pas dire par là, on l'aura compris, qu'elle serait pour autant moins accablante que ce qu'on nous en décrit.

XIII

Les deux principaux traits de la mentalité progressiste, à son époque triomphante, étaient la foi en la capacité de la *science* et de la technologie à maîtriser rationnellement la totalité des conditions de vie (naturelles et sociales), et la conviction que pour ce faire les individus devaient se plier à une discipline collective propre à assurer le bon fonctionnement de la machine sociale, afin que la sécurité soit garantie à tous. On voit que ces traits, loin d'être effacés ou estompés, sont plus marqués encore dans ce *progressisme honteux* qu'est le catastrophisme. D'une part on croit inébranlablement à la possibilité de connaître exactement tous les « paramètres » des « problèmes environnementaux », et d'ainsi les maîtriser, les « solutionner » ; d'autre part on accepte comme une évidence que cela passe par un renforcement des contraintes imposées aux individus.

Pourtant personne ne peut ignorer qu'à l'image de la guerre toujours perdue que la folie hygiéniste mène contre les microbes, chaque progrès de la *sécurisation* a entraîné l'apparition de nouveaux dangers, de risques inédits, de fléaux jusque-là insoupçonnés ; que ce soit dans l'urbanisme, où les espaces « criminogènes » s'étendent avec le contrôle, la ségrégation, la surveillance, ou dans l'élevage industriel, le milieu

stérilisé des hôpitaux et celui des laboratoires de la restauration collective, où, de la légionellose au SRAS, prospèrent les nouvelles maladies épidémiques. La liste serait trop longue pour la dresser ici. Mais rien de tout cela n'ébranle le progressiste. On dirait au contraire que chaque nouvel échec de la sécurisation le renforce dans sa conviction d'une tendance générale vers le « mieux ». C'est pourquoi il est tout à fait vain de prétendre le raisonner, comme le font les bonnes âmes qui lui détaillent les « dégâts du progrès ».

On a pu parfois trouver abusive la façon dont certains textes d'inspiration critique qualifiaient la technologie moderne de « totalitaire ». Elle pouvait l'être en effet, dans la mesure où c'était prendre au pied de la lettre les prophétisations de la propagande, annonçant un contrôle parfait, un monde définitivement sécurisé, bref l'utopie policière réalisée. (C'est ainsi par exemple qu'il a été avancé contre le contrôle biométrique qu'avec son développement « toute critique et tout dissentiment » deviendraient « impossibles » ; or c'est plutôt à l'inverse la démission de toute pensée qui permet et *appelle* l'installation de ce contrôle, comme des autres.) En fait le totalitarisme (au sens historique précis) n'a lui-même jamais atteint la perfection policière qu'il visait, et que sa propagande présentait comme toujours sur le point d'être réalisée, après une dernière fournée d'exécutions (là où il l'a le plus approchée, en Chine maoïste, c'est au prix du chaos que l'on sait). Mais là était justement un trait essentiel du totalitarisme comme *mouvement perpétuel*, de se fixer un but parfaitement chimérique : cette façon de soustraire ses affirmations délirantes au contrôle du présent en prétendant que seul l'avenir en révélerait les mérites lui assurait que tant que tenait son cadre le mieux organisé, le Parti, ses membres ne pouvaient être atteints ni par l'expérience, ni par l'argumentation. Le militant qui a accepté ce premier coup de force contre le sens commun acceptera tout : aucun échec, aucun démenti de l'idéologie par la réalité ne l'atteindra plus. L'identification avec le mouvement et le conformisme absolu semblent avoir détruit en lui jusqu'à sa faculté d'être atteint par son expérience la plus directe. En ce sens en tout cas on peut dire que la science et la technologie modernes s'apparentent, en tant qu'organisations, à un mouvement de masse totalitaire ; et pas seulement (comme l'avait relevé Théodore Kaczynski) parce que les individus qui y participent ou s'y identifient en retirent un sentiment de puissance, mais aussi parce qu'une fois admis le but profondément délirant qu'est celui d'un contrôle total des conditions de vie, une fois ainsi abdiqué tout sens commun, aucun désastre ne suffira jamais à ramener à la raison le progressiste fanatisé. Il y verra au contraire un motif supplémentaire de renforcer le système technologique, d'améliorer la sécurisation, la traçabilité, etc. C'est ainsi qu'il devient catastrophiste sans cesser d'être progressiste.

XIV

En tant que fausse conscience qui naît spontanément du sol de la société de masse – c'est-à-dire du « milieu anxiogène » qu'elle a partout créé –, le catastrophisme exprime bien sûr avant tout les peurs et les tristes espoirs de tous ceux qui attendent leur salut d'une sécurisation par le renforcement des contraintes. Pourtant on y perçoit aussi, parfois assez nettement, une attente d'une tout autre nature : l'aspiration à une rupture de la routine, à une catastrophe qui serait véritablement un *dénouement*, qui rouvrirait l'horizon en faisant s'écrouler, comme par enchantement, les murs de la prison sociale. Cette catastrophilie latente peut trouver à se satisfaire dans la consommation des nombreux produits de l'industrie du divertissement élaborés à cette fin ; pour le tout-venant des spectateurs, ce frisson de plaisir-angoisse suffira.

Cependant, à côté du marché, certains proposent d'autres fictions, plus théoriques ou politiques, pour « donner à rêver » sur l'écroulement d'un monde. Ces spéculations sur la catastrophe salvatrice ont leur version douce chez les idéologues de la « décroissance » qui parlent de « pédagogie des catastrophes ». Mais chez les plus valeureux des marxistes on veut croire aussi que « l'autodestruction du capitalisme » laissera un « vide », fera table rase pour mettre enfin le couvert du banquet de la vie. On reste là dans le cadre de la dénégation, puisqu'on ne reconnaît le délabrement unifié du monde et de ses habitants que pour s'en débarrasser immédiatement par la grâce de « l'autodestruction », et se bercer de ce conte fantastique : une humanité sortant immaculée de sa plongée dans la modernité industrielle, plus que jamais prête à raviver son amour inné de la liberté, sans même – *Wifi* aidant ? – se prendre les pieds dans les fils de sa *connectique*.

Il existe néanmoins des théorisations plus *hard*, authentiquement extrémistes dans leur conception du salut par la catastrophe, où celle-ci ne se voit pas seulement chargée de produire les « conditions objectives » de l'émancipation, mais aussi ses « conditions subjectives » : le genre de *matériel humain* nécessaire à de tels scénarios pour y personnifier un sujet révolutionnaire. Le synopsis des fictions en question peut être trouvé chez le Vaneigem de 1967 : « Quand une canalisation d'eau creva dans le laboratoire de Pavlov, aucun des chiens qui survécurent à l'inondation ne garda la moindre trace de son long conditionnement. Le raz de marée des grands bouleversements sociaux aurait-il moins d'effets sur les hommes qu'une inondation sur des chiens ? » Seule différence, de taille il est vrai, les « miracles » alors attribués au « choc de la liberté » le sont maintenant à celui d'un effondrement catastrophique, c'est-à-dire plutôt à la dure nécessité. L'un attend ainsi des conditions de survie matérielles se délabrant encore qu'elles entraînent, dans les zones les plus dévastées, ravagées, empoisonnées, un dénuement si absolu et de telles épreuves qu'aura lieu alors, de façon d'abord chaotique et épisodique, puis universellement avec la multiplication de ces enclaves où l'insurrection deviendra une nécessité vitale, une « véritable catharsis », grâce à laquelle l'humanité se régénérera et accédera à une nouvelle conscience, qui sera à la fois sociale, écologique, vivante et unitaire. (Ceci n'est pas une satire, mais un résumé fidèle du chapitre final du dernier livre de Michel Bounan, *La Folle Histoire du*

monde, 2006.) D'autres, qui se déclarent plus portés à l'organisation et à « l'expérimentation de masse », voient dès maintenant dans la décomposition de toutes les formes sociales une « aubaine » : de même que pour Lénine l'usine *formait* l'armée des prolétaires, pour ces stratèges qui misent sur la reconstitution de solidarités inconditionnelles de type clanique, le chaos « impérial » moderne forme les *bandes*, cellules de base de leur parti imaginaire, qui s'agrègeront en « communes » pour aller vers l'insurrection (*L'insurrection qui vient*, 2007). Ces songeries catastrophiles s'accordent à se déclarer enchantées de la disparition de toutes les formes de discussion et de décision collectives par lesquelles l'ancien mouvement révolutionnaire avait tenté de s'auto-organiser : l'un daube sur les conseils de travailleurs, les autres sur les assemblées générales.

Pour avoir une vue plus exacte de ce qu'il est possible d'attendre d'un effondrement des conditions de survie matérielles, comme du retour à des formes de solidarité clanique, il paraît préférable de regarder vers le jardin d'essai moyen-oriental, cette façon d'éclosoir infernal où chacun dépose tour à tour ses embryons monstrueux sur fond de désastre écologique et humain outrepassé.

XV

On peut facilement, à la façon d'une certaine sociologie semi-critique, rapporter les diverses modalités du catastrophisme à des milieux sociaux hiérarchiquement distincts, et pointer comment chacun d'eux développe la fausse conscience qui lui correspond, en idéalisant en guise de « solution » l'activité gestionnaire, professionnelle ou bénévole, qui est déjà la sienne dans l'administration du désastre. Cependant une telle perspicacité à courte vue laisse de côté le plus remarquable : le fait qu'il n'est presque personne pour refuser de souscrire à la véritable *proscription de la liberté* que prononcent unanimement les divers scénarios catastrophistes, quelles que soient par ailleurs leurs variantes ou contradictions. Car même là où on n'est pas directement intéressé à la promotion de l'embrigadement, et où l'on parle d'émancipation, c'est pour postuler que cette émancipation sera imposée comme une nécessité, non pas voulue pour elle-même et recherchée consciemment.

Telle est en effet la rigueur de l'incarcération industrielle, l'ampleur du délabrement unifié des mentalités à quoi elle est parvenue, que ceux qui ont encore le ressort de ne pas vouloir se sentir entièrement emportés par le courant et disent songer à y résister échappent rarement, quelque condamnation qu'ils profèrent contre le progrès ou la technoscience, au besoin de justifier leurs dénonciations, ou même leur espoir d'une catastrophe salvatrice, à l'aide des données fournies par l'expertise bureaucratique et des représentations déterministes qu'elles permettent d'étayer. Tout cela pour rhabiller les lois de l'Histoire – celles qui faisaient inéluctablement cheminer du règne de la nécessité à celui de la liberté – en démonstration scientifique ; selon laquelle, par exemple, la loi de Carnot viendra à bout de la société « thermo-industrielle », l'épuisement des ressources énergétiques fossiles la contraignant – ou au moins ses *décideurs* – à la décroissance conviviale et à la joie de vivre.

Notre époque, par ailleurs si attentive aux ressources qu'elle se connaît, et à l'hypothèse de leur tarissement, n'envisage jamais d'avoir recours à celles, proprement inépuisables, auxquelles la liberté pourrait donner accès ; à commencer par la liberté de penser *contre* les représentations dominantes. On nous opposera platement que personne n'échappe aux conditions présentes, que nous ne sommes pas différents, etc. Et certes qui pourrait se targuer de faire autrement que de s'adapter aux nouvelles conditions, de « faire avec » des réalités matérielles aussi écrasantes, même s'il ne pousse pas l'inconscience jusqu'à s'en satisfaire à quelques réserves près ? Personne n'est en revanche obligé de s'adapter *intellectuellement*, c'est-à-dire d'accepter de

« penser » avec les catégories et dans les termes qu'a imposés la vie administrée.

XVI

Au début de ses *Considérations sur l'histoire universelle*, Burckhardt notait que la connaissance de l'avenir, si elle était possible (ce que, selon lui, elle n'était pas), entraînerait « une confusion de toute volonté et de toute ambition, car celles-ci ne se développent complètement que si elles agissent "à l'aveuglette", c'est-à-dire en suivant leur propre impulsion ». Notre époque, quant à elle, croit pouvoir lire son avenir dans les modélisations de ses ordinateurs, sur les écrans desquels le calcul des probabilités, à moins que ce ne soient les lois de la thermodynamique, trace son *Mané, Thécel, Phares*. Mais sans doute faut-il voir là, à l'inverse de l'intuition de Burckhardt, l'effet plutôt que la cause de l'engourdissement de l'énergie historique, de la perte du goût de la liberté et de l'intervention autonome ; ou du moins considérer que c'est là où l'humanité a perdu un certain ressort vital, l'impulsion d'agir directement sur son sort, sans certitudes ni garanties, qu'elle se laisse fasciner et accabler par les *projections* du catastrophisme officiel.

XVII

Pour parodier une fois encore un fameux incipit, on pourrait dire que toute la vie de la société industrielle devenue mondiale s'annonce désormais comme une immense accumulation de catastrophes. Le succès de la propagande pour les mesures autoritaires inévitables (« Demain il sera trop tard », etc.) repose sur le fait que les experts catastrophistes se posent en simples interprètes de forces qu'on peut prédire. Mais la technique de la prédiction infaillible n'est pas la seule reprise de l'ancien prophétisme révolutionnaire. Cette connaissance scientifique de l'avenir sert en effet à introduire la

vieille image rhétorique de la croisée des chemins, où l'« humanité » se trouverait face à l'alternative ainsi posée, sur le modèle « socialisme ou barbarie » : sauvetage de la civilisation industrielle ou effondrement dans un chaos barbare.^[4] L'artifice de la propagande consiste à affirmer à la fois que l'avenir est l'objet d'un choix conscient, que l'humanité pourrait faire collectivement, *comme un seul homme*, en toute connaissance de cause une fois instruite par les experts, et qu'il est régi par un implacable déterminisme qui ramène ce choix à celui de vivre ou de périr ; c'est-à-dire de vivre selon les directives des organisateurs du sauvetage de la planète, ou de périr parce qu'on sera resté sourd à leurs mises en garde. Un tel choix se ramène donc à une contrainte qui règle le vieux problème de savoir si les hommes aiment la servitude, puisque désormais ils seraient contraints de l'aimer. Comme le constate le désarmant Latouche, avec une *simplicité* qui n'est peut-être pas volontaire : « Au fond, qui s'élève contre la sauvegarde de la planète, la préservation de l'environnement, la conservation de la faune et de la flore ? Qui préconise le dérèglement climatique et la destruction de la couche d'ozone ? » (*Le Pari de la décroissance*, 2006.) Selon Arendt, le problème de la domination totale était « de fabriquer quelque chose qui n'existe pas : à savoir une sorte d'espèce humaine qui ressemble aux autres espèces animales et dont la seule "liberté" consisterait à "conserver l'espèce" » (*Le Totalitarisme*). Sur la terre ravagée, devenue effectivement, par l'artificialité technique de la survie qui y restera possible, comparable à un « vaisseau spatial », ce programme cesserait d'être une chimère de la domination pour devenir une revendication des dominés.

La « fausse conscience éclairée », comme l'avait appelée un auteur qui a trop mal tourné pour qu'on ait envie de mentionner son nom, a dû enregistrer quotidiennement tant d'informations accablantes, concernant les périls qui menacent la société industrielle et la vie de ceux qui y sont enfermés – nous tous –, qu'elle accueille avec un évident soulagement les scénarios prospectifs fournis par les experts et diffusés par les médias. En effet, si sombres soient-ils, ils permettent du moins d'organiser selon un schéma cohérent la confusion d'un désastre que l'on désespère sinon de comprendre. On sait depuis longtemps comment, dans les pays dits par défaut démocratiques puisqu'ils ne sont pas totalitaires, l'information surabondante, et maintenant la « société de la connaissance » d'Internet, par le besoin qu'elle crée d'une explication, est un moment essentiel de la propagande. Dans l'actuelle mobilisation pour « sauver la planète », les représentations catastrophistes transmettent ainsi, avec leurs schémas explicatifs, des consignes positives : elles édictent les nouvelles règles de comportement et diffusent la *bonne pensée*. Car les craintes affichées par les experts (« Si nous ne changeons pas radicalement notre mode de vie, etc. ») sont en réalité des *ordres*.

La fabrique du consensus décore donc du nom de « prise de conscience écologique » l'effet de ses propres opérations, la docilité à répéter ses slogans, à se soumettre à ses injonctions et prescriptions. Elle célèbre la naissance du consommateur rééduqué, de l'éco-citoyen, etc. Et, de même qu'à l'époque où il s'agissait d'inculquer les normes de comportement exigées par la consommation abondante, quand il faut faire adopter les normes de la survie rationnée, *raisonnée*, ce sont les enfants qui sont les premières cibles de la propagande, eux qui devront *faire la leçon* à leurs parents comme

les y ont dressés les spots télévisés (« Les antibiotiques, c'est pas automatique !»). On hésite d'ailleurs à encore parler d'enfants à propos de ces êtres si précocement rompus à toutes les disciplines et procédures technologiques, et maintenant si uniformément informés de la biodiversité et de sa dégradation, du taux de CO₂ dans l'atmosphère, etc. Ils relaient avec zèle les campagnes de responsabilisation (« Faisons vite, chaque geste compte ! »), et surveillent la correction écologique de leurs parents. Instruits de ce que ceux-ci, les adultes en général, devront leur rendre compte de ce qu'ils auront fait pour « préserver la planète qu'ils recevront en héritage », ils ne se font pas faute d'exiger dès maintenant le respect des consignes. Ainsi formés à la citoyenneté militante, ils dénonceront à la police verte les manquements constatés chez leurs proches. Et ceci est à peine une extrapolation quand une brochure très officielle, il y a quelques années, contenait à leur adresse de telles recommandations : « Je trie mes déchets, je signale toute fuite d'eau... Je me renseigne à la mairie sur les mesures de restriction prises en cas de sécheresse et je les transmets à mes parents... J'empêche mes parents de fumer dans les bois...»

XVIII

Si fréquemment imbriquées qu'elles soient, distinguons pour les caractériser sommairement les principales représentations catastrophistes de l'avenir diffusées par la propagande, et voyons comment elles nous entraînent, non plus seulement « à avaler et ne trouver point amer le venin de la servitude », mais à le trouver savoureux et salvateur. Passons rapidement sur l'école apocalyptique, qui spéculer sur un possible anéantissement de l'espèce humaine dont le modèle reste une conflagration nucléaire. Un *philosophe salarié* peut certes trouver son intérêt à gloser pesamment – pénible *remake* du plus caduc Anders – sur la nécessité de « penser dans l'ombre de la catastrophe future » (Jean-Pierre Dupuy), mais c'est surtout en tant que représentation diffuse d'une fin effroyable, entretenue par diverses fictions produites par l'industrie culturelle, que l'apocalyptisme colore la très commune résignation d'un *carpe diem* de condamnés en sursis ; et renforce ainsi l'acceptation par le sentiment d'un délai inespéré.

L'école du réchauffement est évidemment celle qui compte le plus grand nombre d'adeptes, car c'est celle qui bénéficie du plus constant soutien médiatique. Cette « vérité qui dérange » a en effet ceci de rassurant qu'elle rapporte de multiples périls et ravages déjà effectifs à un facteur unique (l'émission de dioxyde de carbone et autres gaz à effet de serre). Même si le cours exact du réchauffement reste très incertain dans sa vitesse

comme dans ses effets – mais nous voilà cependant devenus tous assez savants pour qu'on nous parle de permafrost, d'albédo, voire de clathrates et de « tapis roulant océanique » – le scénario climatique permet de promouvoir tout un éventail de « solutions » qui en appellent à la fois à l'État, à l'industrie, à la discipline individuelle du consommateur conscient et responsabilisé : mesures fiscales, écologie industrielle (nucléaire compris), géo-ingénierie planétaire, rationnement imposé mais aussi volontaire, et jusqu'à ces modernes *indulgences* que s'achètent ceux qui voyagent en avion en payant une « compensation carbone ».

L'école de l'épuisement, qui se combine assez souvent avec la précédente par l'appel au rationnement et à la mise en place d'énergies alternatives, spéculait tout particulièrement sur la fin des ressources énergétiques fossiles, mais aussi sur l'épuisement des ressources en eau, des terres arables, de la biodiversité, etc. Cette catastrophe *plurielle* est discutée et mesurée toujours plus finement, les connaissances s'accumulant aussi vite que disparaît leur objet. Là aussi, pour imposer un « changement de cap », une « société plus sobre », etc., le recours est étatique, industriel, civique.

L'école de l'empoisonnement est représentée par toute une variété d'experts et de contre-experts qui forment de gros bataillons de « lanceurs d'alerte ». Étroitement spécialisés par nécessité, recensant minutieusement les effets déjà observables ou scientifiquement prévisibles d'innombrables pollutions (*process* agro-industriels, perturbateurs hormonaux, pollution génétique, nanotechnologies, ondes électromagnétiques), sans oublier celles devenues "classiques" (chimique et nucléaire), ils se gardent le plus souvent de sortir de leur domaine de compétence, sinon pour dénoncer un « problème de santé publique ». Une telle précaution dans la critique ne suffit cependant pas à prévenir la généralisation du sentiment, empirique mais d'autant plus *documenté* de leur fait, d'un empoisonnement presque définitif du milieu vital. Et si la réalité protéiforme d'un environnement pathogène se prête plutôt mal aux espoirs de salut par la technologie et aux vibrants appels citoyens à la vigilance de l'administration, elle est en revanche extrêmement propice à la multiplication d'obsessions hygiénistes et sanitaires, chacun devant rester constamment sur la brèche pour préserver une santé largement hors d'atteinte. Cette fausse conscience « narcissique », privatisée, de périls bien réels, fait déjà tourner un vaste secteur de la production marchande (des aliments labellisés « bio » à la para-pharmacie). C'est seulement si l'on comprend comment cette forme de responsabilisation obsessionnelle permet de s'aveugler devant le désastre que l'on peut s'expliquer, par exemple, que la mairie de Naples, capitale d'une région mondialement connue pour ses décharges de produits diversement toxiques gérées par la Camorra, ait pu en novembre 2007 interdire de fumer dans ses jardins publics sans susciter un éclat de rire universel (cette décision parut bien au contraire si avisée que la municipalité de Vérone en prit à son tour une semblable dès le lendemain).

L'école du chaos, enfin, met l'accent sur la dislocation sociale et « géopolitique ». À la différence des représentations catastrophistes les plus courantes, elle ne se dissimule pas que les « crises écologiques majeures » ne se produiront pas dans un

climat de paix universelle et d'assouplissement des tensions internationales. Sans se contenter, à la façon des réflexions « géostratégiques » de certains journalistes et *consultants* radiovisuels, d'inventorier les zones de fracture du « nouvel ordre mondial » mort-né, elle alarme simultanément sur la dissémination des moyens de destruction, la fin du monopole étatique de la violence et les diverses formes de « brutalisation » émergentes. Il arrive même qu'elle aille jusqu'à faire état d'une déshumanisation qui ne serait pas sans lien avec l'extension universalisée du nouveau milieu technique. Bien démunie pour proposer ne serait-ce que l'apparence d'une solution, sinon en soupirant après une « bonne gouvernance » mondiale, elle reste évidemment sans beaucoup d'écho.

XIX

On trouvera peut-être excessive, sinon démente, l'assimilation des représentations catastrophistes dominantes à une propagande. Que l'on considère pourtant comment l'industrie nucléaire et sa remarquable contribution à la qualité de notre environnement sont discrètement estompées – en des temps préindustriels on aurait dit « gazées » – dans le catalogue des menaces que dressent les experts catastrophistes. Le nucléaire dit civil, dont on sait combien aisément il peut cesser de l'être pour revenir à sa vocation militaire originelle, est parfois mentionné par les tenants de l'école du chaos pour les risques de « dissémination » et de « prolifération » qu'il fait courir en matière d'armements ; plus rarement, par d'autres observateurs, pour les contaminations constatées à la suite de divers « incidents ». Le plus souvent il figure au contraire, beaucoup plus honorablement, dans la panoplie des *remédiations* technologiques grâce auxquelles nous sommes censés passer le cap difficile qui s'annonce, pour atteindre la Terre promise d'une économie durable. Certains s'enthousiasment pour la fusion, véritable panacée qui nous fera entrer dans cette « économie hydrogène » où des illuminés de la révolution par le progrès industriel ont même réussi à voir la seule condition qui manquait encore à la réalisation du communisme. Plus sobrement, d'autres remarquent qu'il faudra au moins un siècle, dans le meilleur des cas, pour maîtriser cette merveilleuse source d'énergie ; et qu'en attendant la seule solution pour réduire les émissions de gaz à effet de serre est d'entreprendre immédiatement la construction de nouvelles centrales, avec des réacteurs dits de « troisième génération », un peu moins sûrs peut-être que ne le seront les suivants, de « quatrième génération », mais déjà disponibles. Ces propagandistes du

nucléaire réellement existant comme *énergie propre*, ou presque propre, comptent parmi les défenseurs les plus actifs du scénario de crise climatique. Et ils n'ont pas besoin pour cela d'être officiellement employés par le Commissariat à l'énergie atomique ou discrètement stipendiés par l'industrie nucléaire : il leur suffit d'envisager avec réalisme la période de « transition énergétique » par laquelle va devoir passer la société industrielle. Outre l'écologiste-cybernéticien Lovelock, nombreux sont ainsi les experts catastrophistes à faire valoir qu'il est particulièrement irresponsable de discuter encore quant aux mérites et inconvénients de l'énergie nucléaire, alors qu'en Chine on ouvre une centrale thermique au charbon par semaine et qu'on s'apprête à faire rouler de nouveaux véhicules par dizaines de millions chaque année. D'autres de ces experts, plus nombreux encore, se contentent de ne pas aborder ce pénible sujet du recours indispensable au nucléaire, qui pourrait quelque peu gêner leur tableau d'une future société durable. Au reste, ni les uns ni les autres ne s'attardent non plus à relever la part dérisoire du nucléaire civil dans la fourniture énergétique totale, que ce soit aujourd'hui – en France y compris – ou dans l'éventualité d'une relance intensive de la nucléarisation. La même sorte de mutisme s'applique à la question du recours à un bon siècle et demi de réserves en charbon et des conditions qui pourraient faire passer outre les objections (coût, « piégeage » du CO₂) qu'on oppose à l'utilisation des techniques dites CTL permettant d'obtenir du carburant par liquéfaction du charbon.

XX

S'étant enhardi jusqu'à noter que « les diagnostics exacts de Lester Brown, Nicolas Hulot, Jean-Marie Pelt, Hubert Reeves, on en passe, qui se concluent invariablement par un appel à l' "humanité" ne sont que de l'eau tiède sentimentale », le journaliste Hervé Kempf invitait récemment à « comprendre que crise écologique et crise sociale sont les deux facettes d'un même désastre » (*Comment les riches détruisent la planète*, 2007). Il proposerait donc, en quelque sorte, de développer une critique *sociale* des nuisances. Passons sans trop insister sur le caractère pour le moins étonné de ce scoop théorico-journalistique. Aussi tardive soit-elle, l'intention pourrait être louable, et méritoire, pour quelqu'un d'aussi néophyte en ce domaine. On est donc curieux de découvrir ce que peut bien signifier, pour le « journaliste d'environnement » du journal *Le Monde*, cette « analyse politique radicale des rapports actuels de domination » qu'il conviendrait d'articuler à la « préoccupation écologique », et sans trop attendre : « D'ici dix ans, il faut avoir changé de cap. » Car malgré tout, Kempf se veut « optimiste » : des « solutions émergent », « depuis Seattle et la contestation de l'Organisation mondiale du

commerce » ; « le mouvement social s'est réveillé » et l'oligarchie *pourrait* se diviser (une fraction prenant « nettement parti pour les libertés publiques et pour le bien commun ») ; « la corporation des journalistes *pourrait* se réveiller » ; et la gauche « flageolante » *pourrait* renaître « en unissant les causes de l'inégalité et de l'écologie ». Comme on voit, la critique sociale et l'analyse des rapports de domination ne risquent pas de le mener plus avant dans la radicalité qu'à la dénonciation des méfaits de l'oligarchie prédatrice et cupide des « hyper-riches ».

Quoique tout cela ne soit guère plus consistant ou éclairant que ne le serait un *best of* des vingt dernières années de parution du *Monde diplomatique*, Kempf est intéressant, et même instructif, par ce dont il ne parle pas. Car sa tentative critique omet *exemplairement* d'analyser ou de seulement mentionner la composante la plus massive et certainement la plus apparente des « rapports actuels de domination », celle qu'un vingtième siècle écrasé par les « totalitarismes de transition », selon la formule de Mumford, a léguée au suivant : la bureaucratie. Par là, ce sont, comme toujours dans les inoffensifs ersatz critiques qui veulent bien mettre en cause le développement économique sans jamais s'en prendre à l'Etat, les meilleurs apports d'un siècle de critique sociale qui sont innocemment et très *convenablement* passés à la trappe.

Sans remonter jusqu'à la polémique anarchiste contre l'étatisme marxiste, c'est d'abord dans le mouvement ouvrier organisé, c'est-à-dire dans l'encadrement politique et syndical des luttes ouvrières, qu'a été observée et analysée la formation d'une bureaucratie moderne, distincte de la vieille bureaucratie des fonctionnaires de l'Etat. Michels et avant lui Makhaiski (*Le Socialisme des intellectuels*) avaient très tôt discerné quelques traits de ce qui allait devenir en Russie une nouvelle classe, par l'appropriation totalitaire du pouvoir. Parallèlement, dans les pays où les rapports de production restaient dominés par des capitalistes privés, l'organisation rationalisée de la production et de la consommation de masse (la nécessité de coordonner le travail mis en miettes par une division toujours plus poussée) donnait progressivement naissance à une bureaucratie de *managers* ; en même temps que la Grande Dépression poussait l'Etat américain à encadrer le capitalisme privé, mettre en place des mécanismes de régulation de l'économie, lancer de grands travaux d'intérêt public pour résorber le chômage, etc., début de planification auquel est resté le nom de *New Deal*. Cette tendance à la bureaucratisation du monde, dans laquelle semblait s'inscrire la reprise des méthodes totalitaires de domination par le fascisme et l'hitlérisme, fut théorisée par Rizzi, puis par Burnham, sous une forme apparemment objective et en fait apologétique (au nom du « sens de l'histoire ») qui, appliquée à des réalités aussi révoltantes, était alors assez originale. Après la Deuxième Guerre mondiale et la défaite de la forme fasciste du totalitarisme, précipitée par des choix stratégiques par trop irrationnels (la forme stalinienne, plus irrationnelle encore dans la gestion de l'économie, dut à son appartenance au camp des vainqueurs de se survivre encore plusieurs décennies), se poursuit le développement de la bureaucratie des *managers*, conjointement à celui d'une « recherche scientifique » elle-même bureaucratisée pendant la guerre et désormais mise au service direct de l'industrie : l'organisation et la division du travail propres à l'usine s'étendent à tout avec l'abondance marchande. Mais c'est surtout dans

les bureaucraties étatiques (d'abord nationales et plus encore peut-être ensuite supranationales) que croît l'influence des planificateurs, aménageurs et autres technocrates qui sont réputés et pensent eux-mêmes incarner la rationalité supérieure du capitalisme considéré comme un « système ». L'idéologie cybernétique – de laquelle provient, il faut le rappeler, la notion d'écosystème – correspond à cette phase d'ascension de la bureaucratie des experts et en exprime les illusions anti-historiques, tout comme le structuralisme qui en est le rejeton dans les « sciences humaines ».

C'est à la fin des années soixante, et surtout dans les années soixante-dix, qu'en réponse à la critique de la production et de la consommation marchandes alors portée par tant de gens, et surtout dans la jeunesse, commença à se formuler parmi les planificateurs (experts du M.I.T. et du Club de Rome) un programme de stabilisation bureaucratique-écologique de l'économie, puisqu'il fallait maintenant l'admettre lancée dans une « course folle » à la catastrophe. À l'époque, un marxiste pouvait à bon droit ironiser sur cette nouvelle manifestation de fausse conscience, de la part d'experts qui, après s'être eux-mêmes mystifiés sur la portée réelle de leur activité quand ils planifiaient une croissance indéfiniment organisée, se contentaient d'inverser cette représentation idéologique en croyant maintenant pouvoir imposer au capitalisme une « croissance zéro » incompatible avec son essence même ; et il notait à non moins juste titre que « les écologistes omettent de préciser sur quelles forces sociales et politiques ils entreprendraient de faire fond pour faire opérer à la machine de l'État capitaliste une semblable révolution » (Pierre Souyri, *La Dynamique du capitalisme au vingtième siècle*, 1983). Cependant le même auteur énonçait par ailleurs ces remarques fort sensées, qui nous ramènent au centre de notre propos : « Les campagnes alarmistes déclenchées au sujet des ressources de la planète et de l'empoisonnement de la nature par l'industrie n'annoncent certainement pas un projet des milieux capitalistes d'arrêter la croissance. C'est le contraire qui est vrai. Le capitalisme s'engage maintenant dans une phase où il va se trouver contraint de mettre au point tout un ensemble de techniques nouvelles de la production de l'énergie, de l'extraction des minerais, du recyclage des déchets, etc., et de transformer en marchandises une partie des éléments naturels nécessaires à la vie. Tout cela annonce une période d'intensification des recherches et de bouleversements technologiques qui exigeront des investissements gigantesques. Les données scientifiques et la prise de conscience écologique sont utilisées et manipulées pour construire des mythes terroristes qui ont pour fonction de faire accepter comme des impératifs absolus les efforts et les sacrifices qui seront indispensables pour que s'accomplisse le nouveau cycle d'accumulation capitaliste qui s'annonce. » (*Ibid.*) La perspective ainsi esquissée – dans un ouvrage publié de façon posthume mais rédigé avant 1979, date de la mort de l'auteur – avait le mérite d'envisager que soit surmontée, sans pour autant franchir les limites du mode de production capitaliste, la contradiction entre la dynamique objective de celui-ci et une régulation autoritaire de l'économie au nom de la rationalité écologique.

En voyant se mettre effectivement en place aujourd'hui une « gestion de crise » permanente, on pourrait se demander si c'est la bureaucratie des experts qui monte au pouvoir, ou le pouvoir qui, dans le cours de l'effondrement de la société industrielle,

tombe à sa portée. Ce serait sans doute mal poser le problème. Car qui sont ceux qui prennent en main, ou s'appêtent à le faire, l'administration du désastre ? Ils n'ont jamais cessé de croiser, et de se croiser, dans les eaux du pouvoir. Il serait fastidieux de donner de ces *réseaux* une description précise, notre propos n'étant pas de faire de la sociologie des organisations. Mais enfin, quiconque sait un peu dans quel monde il vit ne saurait être surpris des connivences, cooptations et renvois d'ascenseur qui assurent le renouvellement participatif des personnels et des orientations. Ici, c'est parmi les concepteurs et les agents des programmes de développement mis en place depuis l'après-guerre qu'est apparue une minorité de dissidents maison – certains se feront même « objecteurs de croissance » – qui commenceront à « lancer l'alarme » sans cesser de garder un pied, ou de placer leurs amis, dans les institutions, leurs colloques, séminaires et *think tanks*. S'y sont pragmatiquement agrégés les partisans d'une critique écologique expurgée de toute considération liée à la critique sociale. Scénario « gagnant-gagnant » : les uns procuraient les arguments technico-scientifiques dont les autres étaient avides pour pouvoir parler le même langage ; eux-mêmes, rejoints par les environmentalistes de stricte obédience qui avaient trouvé plus vite encore à qui parler dans les grandes organisations internationales, incarnaient cette représentation de la « société civile » indispensable à toute stratégie de lobbying institutionnel. En tout cas, n'en déplaise aux amateurs de critique-fiction mélodramatique et conspirative, cette relève dans « la caste cooptée qui gère la domination » s'opère au grand jour, tapageusement orchestrée, « exposée sur la scène du spectacle » ; et le moins que l'on puisse dire est qu'elle n'apparaît pas comme la foudre, « qu'on ne reconnaît qu'à ses coups ». Cela fait bientôt quarante ans que l'on nous annonce, par la voix de savants oracles, que le temps presse, qu'il ne nous reste plus que dix ans pour changer de cap, faire face à ce défi radicalement nouveau, « magnifique mais redoutable », etc. ^[5] (En 1992, c'étaient 1 600 scientifiques, dont 102 Prix Nobel, qui signaient un « avertissement à l'humanité » affirmant qu'« il ne reste qu'une ou deux décennies avant que nous perdions toute chance d'échapper aux menaces qui nous guettent et que les perspectives d'avenir de l'humanité ne soient drastiquement réduites ».) On pourrait ironiser sur un état d'urgence instauré avec aussi peu de hâte, mais l'explication est fort simple. Il fallait seulement qu'une fois un seuil franchi dans les atteintes aux équilibres naturels, dites « externalités négatives », le management capitaliste apprenne à en reconnaître la *positivité* possible et en vienne à envisager là, à travers la seule « prise de conscience » qu'on puisse mettre à l'actif des experts catastrophistes, un gisement de profitabilité perpétuelle dont il ne lui restait plus qu'à convaincre donneurs d'ordres et actionnaires.

XXI

En réponse aux bonnes âmes qui s'étaient offusquées quand une *décideure* américaine avait très vite défini le *tsunami* de décembre 2004 comme une « merveilleuse opportunité » (« qui nous a été d'un grand profit »), il a été justement remarqué qu'elle ne faisait qu'exprimer là, de façon certes un peu cavalière, une réalité du capitalisme (cf. Naomi Klein, « The Rise of Disaster Capitalism », *The Nation*, 2 mai 2005). Il y avait cependant quelque naïveté à faire remonter la mise en place de ce « capitalisme du désastre » – formule qui est en elle-même une manière de pléonasmе – à la dévastation de l'Amérique centrale par le cyclone Mitch (octobre 1998), et à principalement ranger sous cette rubrique les opérations extérieures de l'administration américaine et de la Banque mondiale, désormais planifiées pour préparer en même temps les interventions militaires à venir et la reconstruction de pays qui n'ont pas encore été détruits. (D'ailleurs on a pu voir peu après La Nouvelle-Orléans, ravagée par un cyclone, livrée aux mêmes firmes que l'Irak ou l'Afghanistan, pour être reconstruite en plus belle et plus propre, plus typique et moins nègre.) Car c'est universellement que le déchaînement de calamités sans nombre, avec leurs combinaisons imprévues et leurs accélérations brutales, ouvre un prodigieux chantier aux trusts planétaires du capitalisme.

À propos du réchauffement climatique, on parle parfois, pour apporter l'indispensable note d'optimisme, de la vigne qui sera bientôt cultivée en Grande-Bretagne, comme le blé en Sibérie, ou de la fonte des glaces de l'Arctique, qui ouvrira de nouvelles voies maritimes et permettra de prospecter le pétrole que recèle sans doute l'océan Polaire. Mais ces roboratives nouvelles ne disent que très imparfaitement quel *passage du Nord-Ouest* la débâcle de la nature ouvre à la raison économique, quand il va surtout falloir tout fabriquer de neuf, une vie artificielle entière, avec ses succédanés et ses palliatifs technologiques toujours plus coûteux, c'est-à-dire profitables à l'industrie. À partir des projets de « terraformation » destinés à créer des conditions de survie approximative sur les planètes accessibles à la conquête spatiale, on a ainsi conçu des techniques dites de « géo-ingénierie », puisque c'est la Terre elle-même qui devient maintenant une planète hostile et inhabitable, et que c'est donc là qu'il faut commencer d'expérimenter cet aménagement du territoire à l'échelle du système solaire. La NASA et les grands laboratoires américains trouvent ainsi l'occasion de promouvoir une « déclinaison environnementale » du programme de bouclier spatial antimissiles dit « Guerre des étoiles ». (Edward Teller, le tombeur d'Oppenheimer et maître d'œuvre de

la bombe thermonucléaire, après avoir été l'instigateur de cette « Initiative de défense stratégique », fut l'un des premiers – dès 1997 – à défendre publiquement la nécessité de la géoingénierie.)

Ces projets grandioses, récusés par les climatologues les plus sensés pour les « rétroactions imprévues » qu'ils pourraient déclencher, évoquent les délires d'un savant fou de bande dessinée. Il en est d'autres, plus terre à terre mais non moins exemplaires des « merveilleuses opportunités » qu'offre une Terre devenue invivable. L'écologie industrielle propose déjà des plans de cités durables ou écovilles « neutres en carbone », avec recyclage des déchets, énergie solaire et toutes les commodités électroniques. C'est d'abord en Chine ou à Abu Dhabi que seront construites ces nouvelles villes coloniales – dans un style architectural bien sûr respectueux des traditions locales –, vitrines de l'impérialisme technologique parvenu à la *haute qualité environnementale*. Mais c'est partout que les bureaux d'études des sociétés d'ingénierie se sont mis au travail en prévision des nouvelles normes qu'édicterà la gouvernance écologique. Dans son exultation après un « Grenelle de l'environnement » prometteur de parts de marché, un homme d'affaires en arrive ainsi à adopter tout naturellement les accents martiaux d'un directeur de kolkhoze rappelant les objectifs du plan-quinquennal et alignant les slogans du grand bond en avant de l'économie durable : « mobilisation nationale... urgence écologique... sauvegarde de notre planète... futur de nos enfants » ; sans manquer de souligner que « la volonté politique de réhabilitation et de construction de bâtiments, de quartiers ou même de villes écologiques représente pour les industriels de formidables opportunités de croissance » (Gérard Mestrallet, PDG de Suez, « L'environnement, catalyseur d'innovation et de croissance », *Le Monde*, 21 décembre 2007.) Pour compléter le tableau tout en respectant la *parité*, citons aussi une directrice du développement durable du groupe Veolia-Environnement, non moins enthousiaste : « La construction et la *rénovation* "vertes" sont en marche, c'est un marché immense, foisonnant, passionnant et très prometteur, à tel point que le nouvel Eldorado est aujourd'hui celui des *clean tech*, dans le bâtiment, c'est-à-dire des technologies propres en référence à l'impérieuse nécessité d'alléger l'empreinte carbone de toutes les constructions du monde, conformément à la feuille de route fixée. » (Geneviève Ferone, *2030, le krach écologique*, 2008.)

On connaît le rôle qu'ont chaque fois joué les guerres, au cours de l'histoire moderne, pour accélérer la fusion de l'économie et de l'État. Et c'est justement une guerre qu'il faut livrer, pour vaincre la nature détraquée par les opérations antérieures de la raison économique et la remplacer par un monde intégralement produit, mieux adapté à la vie dans l'aliénation.^[6] Un des propagandistes américains d'une reconversion écologico-bureaucratique du capitalisme (moins songe-creux que Rifkin avec sa fin du travail et son économie-hydrogène), Lester Brown, a explicitement appelé à une « mobilisation de temps de guerre », et proposé pour modèle la reconversion de l'appareil productif pendant la Deuxième Guerre mondiale ; soulignant cependant cette différence qu'étant donné qu'il s'agit cette fois de « sauver cette planète sous contrainte et notre civilisation en péril », la « restructuration économique » ne devrait pas être temporaire mais permanente. Rappelant que « l'année 1942 a été le témoin de la plus grande expansion de la production industrielle de l'histoire du pays » (un poète américain qui avait été soldat pendant les combats en Europe résumait la chose ainsi : « Pour chaque obus que tirait Krupp, General Motors en renvoyait quatre »), il s'exalte au souvenir de cette mobilisation totale, avec son rationnement et son organisation autoritaire : « Cette mobilisation des ressources, effectuée en l'espace de quelques mois, démontre qu'un pays et, en fait, le monde entier, peut restructurer son économie rapidement s'il est convaincu de la nécessité de le faire. » Galvanisé par l'exemple qu'avait alors donné l'industrie de la tuerie en masse, il s'exprime dans le style des *relations publiques* mis au point au même moment pour remplacer le vieux « bourrage de crâne » : « Nous disposons de la technologie, des instruments économiques et des ressources financières nécessaires (...) pour détourner notre civilisation de ce début du XXI^e siècle de sa trajectoire de déclin et la mettre sur une trajectoire qui permette la poursuite du progrès économique. » (*Le Plan B – Pour un pacte écologique mondial*, 2007.)

Cet assez parfait prototype de l'écocrate, expert catastrophiste depuis bientôt quarante ans, n'est certes pas le seul à « avoir un plan » (d'autres parlent par exemple de « plan Marshall du climat »), mais le sien a l'incontestable mérite d'être formulé à l'américaine, avec une brutalité bon enfant et une parfaite bonne conscience, sans les précautions oratoires et les circonlocutions dont s'embarrassent ici les étatistes de gauche et citoyennistes plus ou moins décroissants. Rédigé selon les procédures de l'expertise bureaucratique (données chiffrées, tableaux, statistiques et calcul de financement des objectifs ; on a même droit au coût, « en pertes de revenus potentiels », de « l'abaissement du Q.I. lié à l'intoxication prénatale au mercure » : 8,7 milliards de dollars), il ne se cache pas d'être un programme de concentration du pouvoir : « Ce dont le monde a besoin de nos jours, ce n'est pas de plus de pétrole, mais de plus de gouvernance. » Cette « feuille de route » pour un capitalisme du désastre écologiquement correct n'a pourtant offusqué personne, tant est déjà bien avancée *l'éducation* du public qu'elle préconise (« Un besoin de gouvernance médiatique se fait jour en parallèle au besoin de gouvernance politique »). On peut ainsi, comme Latouche, citer favorablement Lester Brown tout en affichant sa vigilance devant une hypothétique menace d'« écofascisme ».

Un accord à peu près universel s'est donc instauré en quelques années, parmi les défenseurs de « notre civilisation », sur la nécessité d'une *gouvernance* renforcée face à la crise écologique totale, et il faut en conclure qu'est en train de se refermer la parenthèse « néolibérale » pendant laquelle le capitalisme avait restauré la rentabilité de ses investissements industriels en diminuant drastiquement non seulement ses coûts salariaux mais aussi ses « faux frais » étatiques. On a parfois voulu dater précisément ce retournement de tendance et le faire remonter à l'année 2005, car c'est à partir de ce moment que se sont multipliés, avec l'officialisation de la crise climatique, les signes d'un *aggiornamento* idéologique dans la sphère du pouvoir ; en particulier le « rapport Stern » d'octobre 2006 : « Ce document fait sortir l'écologie du champ politique occupé depuis trente ans par les ONG et les partis de gauche anti-libéraux (*sic*), et l'installe définitivement au centre de l'évolution du capitalisme contemporain. » (Jean-Michel Valentin, *Écologie et Gouvernance mondiale*, 2007.) Mais en réalité la collaboration ouverte entre associations écologistes, ONG, entreprises et administrations remonte dans certains secteurs aux années quatre-vingt-dix.

La tentative de réorganisation bureaucratique-écologique qui s'opère maintenant n'a certes rien d'une procédure de « rationalisation » appliquée à froid. C'est *en catastrophe*, justement, qu'elle a lieu, car c'est à la chaleur de l'incendie du monde que les diverses bureaucraties préposées à la gestion spécialisée de chaque secteur de la société de masse atteignent leur *point de fusion*. Le processus déjà entamé ne peut qu'être précipité par la crise financière qui met fin à un cycle spéculatif, mais qui est elle-même surtout une manifestation du fait que le rapprochement des échéances écologiques depuis si longtemps annoncées dissuade le capitalisme (bien plus efficacement que les dénonciations déclamatoires de la « finance folle ») de s'accorder à lui-même beaucoup de crédit. (L'effondrement de la spéculation immobilière aux États-Unis est d'ailleurs aussi un effet de la fin du pétrole à bon marché.) Le projet de mise en conformité écologique du capitalisme vient à point dans la réorganisation de la production, en particulier celle du vaste secteur du « bâtiment et travaux publics » – qui inclut le « génie civil » –, industrie lourde d'une « nouvelle révolution industrielle » dont le modèle chimérique serait Dubaï « qui produit son eau par dessalement, qui abaisse sa température, qui filtre les rayons du soleil, qui contrôle tous les paramètres de la vie pour réaliser l'oasis idéale, où le temps, le climat et le monde s'arrêtent sur un présent parfait » (Hervé Juvin, *Produire le monde – Pour une croissance écologique*, 2008). Dans cette utopie posthistorique, rêve d'une « sortie de la nature » (« La promesse suprême est à notre portée : que plus rien n'arrive, nulle part, jamais, que nous ne l'ayons décidé », *ibid.*), la survie, organisée et réglementée *en bloc* par l'administration du désastre, nous serait revendue *au détail* par la production marchande.

XXIII

La bureaucratie des experts, née avec le développement de la planification, élabore pour l'ensemble des gestionnaires de la domination le langage commun et les représentations grâce auxquels ceux-ci comprennent et justifient leur propre activité. Par ses diagnostics et ses prospectives, formulés dans la novlangue du calcul rationnel, elle entretient l'illusion d'une maîtrise technoscientifique des « problèmes ». Sa vocation est de défendre le programme d'une survie intégralement administrée. C'est elle qui lance régulièrement alertes et mises en garde, comptant sur l'urgence qu'elle fait valoir pour être plus directement associée à la gestion de la domination. Dans sa campagne pour l'instauration de l'état d'urgence, elle n'a jamais manqué d'être soutenue par tous les étatistes de gauche et autres citoyennistes, mais désormais elle n'est presque plus combattue par les décideurs de l'économie, la plupart d'entre eux voyant dans un désastre sans fin la perspective d'une relance permanente de la production par la poursuite de l'« écocompatibilité ». Une chose lui est d'ores et déjà acquise, c'est qu'au moment d'appliquer la vieille recette keynésienne des programmes de travaux publics, résumée par la formule « creuser des trous et les reboucher », elle trouvera bien assez de « trous » déjà creusés, de dégâts à réparer, de déchets à recycler, de pollutions à nettoyer, etc. (« Nous allons devoir réparer ce qui ne l'a jamais été, gérer ce que personne n'a jamais géré », *ibid.*)

L'encadrement de cette nouvelle « armée du travail » est déjà sur le pied de guerre. Comme le *New Deal* avait rallié à peu près tout ce que les États-Unis comptaient d'intellectuels et de militants de gauche, le nouveau cours écologique du capitalisme bureaucratique mobilise à travers le monde tous les « gentils apparatchiks » des justes causes environnementales et humanitaires. Ce sont de jeunes spécialistes enthousiastes, compétents et ambitieux : formés sur le terrain, dans les ONG et les associations, à diriger et à organiser, ils se sentent capables de « faire avancer les choses ». Convaincus d'incarner l'intérêt supérieur de l'humanité, d'aller dans le sens de l'histoire, ils sont armés d'une parfaite bonne conscience et, ce qui ne gêne rien, de la certitude d'avoir les lois pour eux : celles déjà en vigueur et toutes celles qu'ils rêvent de faire édicter. Car ils veulent toujours plus de lois et de règlements, et c'est là qu'ils se rencontrent avec les autres progressistes, « anti-libéraux » et militants du parti de l'État, pour lesquels la « critique sociale » consiste, à la Bourdieu, à inviter les « dominés » à « défendre l'État » contre son « dépérissement néo-libéral ».

Rien n'indique mieux en quoi le catastrophisme des experts est bien autre chose qu'une « prise de conscience » du désastre réel de la vie aliénée que la façon dont il milite pour que chaque aspect de la vie, chaque détail de comportement, soit transformé en objet de contrôle étatique, encadré par des normes, des règles, des prescriptions. Tout expert devenu catastrophiste se sait dépositaire d'un fragment de la vraie foi, de la rationalité impersonnelle qui est l'essence idéale de l'État. Quand il adresse ses

remontrances et ses recommandations aux dirigeants politiques, l'expert est conscient de représenter les intérêts supérieurs de la gestion collective, les impératifs de survie de la société de masse. (On parlera de « volonté politique », qui manque, pour évoquer cet aspect des choses.) L'expertise n'est pas seulement étatiste par destination, parce qu'il n'y a qu'un État renforcé qui puisse appliquer ses solutions : elle est structurellement étatiste, par tous ses moyens, ses catégories intellectuelles, ses « critères de pertinence ». Ces « jésuites de l'État » ont leur idéalisme (leur « spiritualisme », disait Marx), la conviction d'œuvrer pour sauver la planète ; mais cet idéalisme se renverse très normalement, dans la pratique prosaïque, en matérialisme grossier, pour lequel il n'est pas une manifestation spontanée de la vie qui ne soit ravalée au rang d'objet passif à organiser : pour imposer le programme de la gestion bureaucratique (« produire la nature»), il faut combattre et supprimer tout ce qui existe de façon autonome, sans les secours de la technologie, et qui ne saurait donc être qu'irrationnel (comme l'étaient hier encore toutes les critiques de la société industrielle qui annonçaient son prévisible désastre).

Le culte de l'objectivité scientifique impersonnelle, de la *connaissance sans sujet*, est la religion de la bureaucratie. Et parmi ses pratiques de dévotion favorites figure bien évidemment la statistique, par excellence science de l'État, effectivement devenue telle dans la Prusse militariste et absolutiste du XVIII^e siècle, qui fut aussi la première, comme l'a remarqué Mumford, à appliquer à grande échelle à l'éducation l'uniformité et l'impersonnalité du système moderne d'école publique. De même qu'à Los Alamos le laboratoire était devenu caserne, ce qu'annonce le monde-laboratoire, tel que se le représentent les experts, c'est un *écologisme de caserne*. Le fétichisme des mesures, le respect enfantin de tout ce qui se présente sous la forme d'un calcul, tout cela n'a rien à voir avec la crainte de l'erreur mais plutôt avec celle de la vérité, telle que pourrait se risquer à la formuler le non-expert, sans avoir besoin de chiffres. C'est pourquoi il faut l'éduquer, l'informer, pour qu'il se soumette par avance à l'autorité scientifique-écologique qui édictera les nouvelles normes, nécessaires au bon fonctionnement de la machine sociale. Dans la voix de ceux qui répètent avec zèle les statistiques diffusées par la propagande catastrophiste, ce n'est pas la révolte qu'on entend, mais la soumission anticipée aux états d'exception, l'acceptation des disciplines à venir, l'adhésion à la puissance bureaucratique qui prétend, par la contrainte, assurer la survie collective.

XXIV

Si l'on s'en tenait à la formule de Nougé (« L'intelligence doit avoir un *mordant*. Elle *attaque* un problème »), on serait tenté de n'accorder qu'une intelligence fort médiocre à Latouche, principal penseur de la « décroissance », cette idéologie qui se donne pour une critique radicale du développement économique et de ses sous-produits « durables ». Il fait montre en effet d'un talent bien professoral, confinant parfois au génie, pour affadir tout ce qu'il touche et faire de n'importe quelle vérité critique, en la traduisant en novlangue décroissante, une platitude insipide et bien-pensante. Il ne faudrait pas cependant lui attribuer tout le mérite d'une fadeur doucereusement édifiante qui est surtout le résultat d'une sorte de politique : celle par laquelle la *gauche de l'expertise* cherche à mobiliser des troupes en rassemblant tous ceux qui veulent croire qu'on pourrait « sortir du développement » (c'est-à-dire du capitalisme) tout en y restant. Ce n'est donc pas en tant qu'oeuvre personnelle que nous évaluerons les écrits de Latouche (à cet égard, le génie de la langue est plus cruel que n'importe quel jugement : sa prose lui rend justice). Qu'une telle eau tiède, sur laquelle surnagent tous les clichés du citoyennisme éocompatible, puisse passer pour porteuse d'une quelconque subversion – fût-elle « cognitive » –, voilà qui donne seulement la mesure du conformisme ambiant. En revanche, pour ce qui nous intéresse ici, Latouche est parfait : il sait magistralement flatter la bonne conscience et entretenir les illusions du petit personnel qui s'affaire déjà à « tisser du lien social », et qui se voit accédant bientôt à l'encadrement dans l'administration du désastre. C'est ce qu'il appelle lui-même, en tête de son dernier bréviaire (*Petit Traité de la décroissance sereine*, 2007), fournir « un outil de travail utile pour tout responsable associatif ou politique engagé, en particulier dans le local ou le régional ».

Le programme de la décroissance, tel que Latouche le propose donc au citoyennisme décomposé comme à l'écologisme en quête de recomposition, n'est pas sans évoquer celui tracé en 1995 par l'Américain Rifkin, dans son livre *La Fin du travail*. Il s'agissait déjà « d'annoncer la transition vers une société post-marchande et post-salariale » par le développement de ce que Rifkin nomme le « tiers secteur » (c'est-à-dire en gros ce qu'on appelle en France « mouvement associatif » ou « économie sociale »), et pour ce faire de lancer un « mouvement social de masse », « susceptible d'exercer une forte pression à la fois sur le secteur privé et sur les pouvoirs publics », « pour obtenir le transfert d'une partie des énormes bénéfices de la nouvelle économie de l'information dans la création de capital social et la reconstruction de la société civile ». Mais chez les

décroissants, on compte plutôt sur les dures nécessités de la crise écologique et énergétique, dont on se propose de faire autant de *vertus*, pour exercer « une forte pression » sur les industriels et les États. En attendant, les militants de la décroissance doivent prêcher par l'exemple, se montrer pédagogiquement économes, en avant-garde du rationnement baptisé « simplicité volontaire ».

Précisément parce que les décroissants se présentent comme porteurs de la volonté la plus déterminée de « sortir du développement », c'est chez eux que se mesurent le mieux à la fois la profondeur du regret d'avoir à le faire (renversé en autoflagellation et en commandements vertueux) et l'enfermement durable dans les catégories de l'argumentation « scientifique ». Le *fatum* thermodynamique soulage heureusement du choix de l'itinéraire à emprunter : c'est la « loi d'entropie » qui impose comme seule « alternative » la voie de la décroissance. Avec cet œuf de Colomb, pondu par leur « grand économiste » Georgescu-Roegen, les décroissants sont sûrs de tenir l'argument imparable qui ne peut que convaincre industriels et décideurs de bonne foi. À défaut de quoi, les conséquences, prévisibles et calculables, sauront les contraindre à faire les choix qui s'imposent (comme dit Cochet, dont Latouche aime à citer le livre *Pétrole apocalypse* : « À cent dollars le baril de pétrole, on change de civilisation. »).

Qualifier la société de thermo-industrielle permet aussi de négliger tout ce qui d'ores et déjà s'y produit en matière de coercitions et d'embrigadement, sans contribuer, ou si peu, à l'épuisement des ressources énergétiques. On passe d'autant plus volontiers là-dessus qu'on y trempe soi-même, à l'Éducation nationale ou ailleurs. Attribuer tous nos maux au caractère « thermo-industriel » de cette société est donc assez confortable, en même temps qu'assez simpliste pour combler les appétits critiques des niais et des crétins arrivistes, déchets ultimes de l'écologisme et du « mouvement associatif », qui font la *base* de la décroissance. C'est le souci de ne pas brusquer cette base avec des vérités trop rudes, de lui faire miroiter une transition en douceur vers « l'ivresse joyeuse de l'austérité partagée » et le « paradis de la décroissance conviviale » qui amène Latouche, lequel n'est tout de même pas si bête, à de telles pauvretés volontaires, prudences de tournée électorale ou d'encyclique pontificale : « Il est de plus en plus probable qu'au-delà d'un certain seuil, la croissance du PNB se traduise par une diminution du bien-être » ; ou encore, après s'être aventuré jusqu'à imputer au « système marchand » la désolation du monde : « Tout cela confirme les doutes que nous avons émis sur l'écocompatibilité du capitalisme et d'une société de décroissance. » (*Le Pari de la décroissance*, 2006.)

Car, même si la plupart des décroissants ont jugé prématuré ou maladroit de créer formellement un « Parti de la décroissance », et préférable de « peser dans le débat », il y a bien là une sorte de parti qui ne dit pas son nom, avec sa hiérarchie informelle, ses militants de base, ses intellectuels et experts, ses dirigeants et fins politiques. Tout cela baigne dans les vertueuses conventions d'un citoyennisme qu'on se garde de choquer par quelque outrance critique : il faut surtout ne froisser personne au *Monde diplomatique*, ménager la gauche, le parlementarisme (« Le rejet radical de la "démocratie" représentative a quelque chose d'excessif », *ibid.*), et plus généralement le progressisme en se gardant de jamais paraître passéiste, technophobe, *réactionnaire*. La

« transition » vers la « sortie du développement » doit donc rester assez vague pour ne pas interdire les combinaisons et les arrangements de ce que l'on dénonce rituellement sous le nom de « politique politicienne » : « Les compromis possibles sur les moyens de la transition ne doivent pas faire perdre de vue les objectifs sur lesquels on ne peut transiger. » (*Petit traité de la décroissance sereine*, 2007.) Ces objectifs sont psalmodiés par Latouche dans un style digne de l'école des cadres du Parti : « Rappelons ces huit objectifs interdépendants susceptibles d'enclencher un cercle vertueux de décroissance sereine, conviviale et soutenable : réévaluer, reconceptualiser, restructurer, redistribuer, relocaliser, réduire, réutiliser, recycler. » (*Ibid.*) Quant à réutiliser et recycler, Latouche donne sans attendre l'exemple en rabâchant et ressassant d'un livre à l'autre les mêmes vœux pieux, statistiques, indices, références, exemples et citations. Tournant en rond dans son « cercle vertueux », il cherche cependant à innover et a ainsi enrichi son catalogue de deux « R » (reconceptualiser et relocaliser) depuis l'époque où le fier projet de « défaire le développement, refaire le monde » s'élaborait sous l'égide de l'Unesco (cf. *Survivre au développement*, 2004). On comprend dès lors assez mal l'absence d'un neuvième commandement, (se) réapproprié, désormais récuré de tout relent révolutionnaire (l'antique « Expropriions les expropriateurs ! ») ; ainsi décontaminé, il va pourtant comme un gant *fait main* à l'expéditive entreprise de récupération à laquelle se livrent les décroissants pour se bricoler, vite fait, une galerie d'ancêtres présentables (où figure maintenant « une tradition anarchiste au sein du marxisme, réactualisée par l'École de Francfort, le conseillisme et le situationnisme », *Petit traité...*).

Selon Latouche, le « pari de la décroissance (...) consiste à penser que l'attrait de l'utopie conviviale combiné au poids des contraintes au changement est susceptible de favoriser une "décolonisation de l'imaginaire" et de susciter suffisamment de "comportements vertueux en faveur d'une solution raisonnable : la démocratie écologique» (*Le Pari de la décroissance*). Si, en fait de « contraintes au changement », on voit bien à quoi peuvent servir les décroissants – à relayer par leurs appels à l'autodiscipline la propagande pour le rationnement, afin que, par exemple, l'agriculture industrielle ne manque pas d'eau pour l'irrigation –, on discerne en revanche assez mal quel attrait pourrait exercer une « utopie » dont le « programme quasi électoral » fait une place au bonheur et au plaisir en proposant d'« impulser la "production" de biens relationnels». Certes on se méfierait de trop lyriques envolées sur les lendemains qui décroissent. On n'y est guère exposé lorsque ces besogneux, coiffés de leur bonnet de nuit, exposent avec un entrain d'animateur socioculturel leurs promesses de « joie de vivre » et de sérénité conviviale. Leurs pitoyables tentatives de mettre un peu de fantaisie dans leur austérité sont aussi inspirées que celles de Besset chantant les beautés du surréalisme à la manière d'un sous-préfet inaugurant une médiathèque René-Char à Lamotte-Beuvron. Le bonheur semble une idée si neuve pour ces gens, l'idée qu'ils s'en font paraît tellement conforme aux joies promises par un festin macrobiotique, qu'on ne peut que supposer qu'ils se font eux-mêmes mourir d'ennui ou que quelque *casseur de pub* leur en a fait la remarque. Ils s'emploient désormais, notamment dans leur revue « théorique » *Entropia*, à montrer qu'ils raffolent de l'art et de la poésie. On voit déjà l'affichette et les *flyers* (« Dimanche après-midi à la Maison des associations de Moulins-sur-Allier, de 15 h 30 à 17 heures, le club des poètes locaux

et l'association des sculpteurs bretons se livreront à une amusante performance, suivie d'un goûter bio »).

L'idéologie de la décroissance est née dans le milieu des experts, parmi ceux qui, au nom du réalisme, voulaient inclure dans une comptabilité « bioéconomique » ces « coûts réels pour la société » qu'entraîne la destruction de la nature. Elle conserve de cette origine la marque ineffaçable : en dépit de tous les verbiages convenus sur le « réenchâtement du monde », l'ambition reste, à la façon de n'importe quel technocrate à la Lester Brown, « d'internaliser les coûts pour parvenir à une meilleure gestion de la biosphère ». Le rationnement volontaire est prôné à la base, pour l'exemplarité, mais on en appelle au sommet à des mesures étatiques : redéploiement de la fiscalité (« taxes environnementales »), des subventions, des normes. Si l'on se risque parfois à faire profession d'anticapitalisme – dans la plus parfaite incohérence avec des propositions comme celle d'un « revenu minimum garanti », par exemple – on ne s'aventure jamais à se déclarer anti-étatiste. La vague teinte libertaire n'est là que pour ménager une partie du public, donner une touche de gauchisme très consensuel et « antitotalitaire ». Ainsi l'alternative irréaliste entre « écofascisme » et « éco-démocratie » sert surtout à ne rien dire de la réorganisation bureaucratique en cours, à laquelle on participe *sereinement* en militant déjà pour l'embrigadement consenti, la sursocialisation, la mise aux normes, la pacification des conflits. Car la peur qu'exprime ce rêve puéril d'une « transition » sans combat est, bien plus que celle de la catastrophe dont on agite la menace pour amener les décideurs à résipiscence, celle des désordres où liberté et vérité pourraient prendre corps, cesser d'être des questions académiques. Et c'est donc très logiquement que cette *décroissance de la conscience* finit par trouver son bonheur dans le monde virtuel, où l'on peut sans se sentir coupable voyager « avec un impact très limité sur l'environnement » (*Entropia*, n° 3, automne 2007) ; à condition toutefois d'oublier qu'en 2007, selon une étude récente, « le secteur des technologies de l'information, au niveau mondial, a autant contribué au changement climatique que le transport aérien » (*Le Monde*, 13-14 avril 2008).

XXV

Aussi éloigné de toute outrance Latouche sache-t-il se montrer dans l'accomplissement de son « devoir d'iconoclastie », la décroissance n'en a pas moins ses révisionnistes, qui l'invitent à *oser paraître ce qu'elle est* et à remiser une fois pour toutes un accoutrement subversif qui lui va si mal : « Une première proposition pour consolider l'idée d'une décroissance pacifique serait un renoncement clair et sans équivoque à l'objectif

révolutionnaire. Casser, détruire ou renverser le monde industriel me semble non seulement une lubie dangereuse, mais un appel caché à la violence, tout comme l'était la volonté de supprimer les classes sociales dans la théorie marxiste.» (Alexandre Genko, « La décroissance, une utopie sans danger ? », *Entropia* n° 4, printemps 2008.) Même un Besset, pourtant porte-plume de Hulot et défenseur du « Grenelle de l'environnement » comme « premier pas dans une démarche de transition vers la mutation écologique, sociale et culturelle de la société », a du mal après cela à surenchérir de modération : « Face à l'ampleur et à la complexité de la tâche, ce ne sont certainement pas les projections verbeuses ou les catéchismes doctrinaires qui s'avéreront d'un grand secours. (...) On a beau habiller la décroissance d'adjectifs sympathiques – conviviale, équitable, heureuse –, l'affaire ne se présente pas avec le sourire (...) les transitions vont être redoutables, les arrachements douloureux. » (*Ibid.*) Ces vertes remontrances disent à leur façon assez bien en quoi les recommandations décroissantes ne constituent d'aucune façon un programme dont il y aurait lieu de discuter le contenu, et quelle est la partition imposée sur laquelle elles essaient de jouer leur petite musique (*decrescendo cantabile*), en guise d'*accompagnement de fin de vie* pour une époque de la société industrielle : un « nouvel art de consommer » dans les ruines de l'abondance marchande. [7]

L'image que se faisait de lui-même ce que l'on appelait naguère le « monde libre » n'avait en fait guère varié depuis Yalta : ce conformisme démocratique, bardé de ses certitudes, de ses marchandises et de ses technologies désirables, avait certes été brièvement ébranlé par des troubles révolutionnaires autour de 1968, mais la « chute du mur » avait semblé lui assurer une sorte d'éternité (on avait expéditivement parlé de « fin de l'histoire »), et l'on croyait pouvoir se féliciter de ce que les cousins pauvres veuillent accéder à leur tour et au plus vite à semblables délices. Il a cependant fallu par la suite commencer à s'inquiéter du nombre des cousins, surtout des plus lointains, et à se demander s'ils faisaient vraiment partie de la famille, quand ils se sont mis à accroître inconsidérément leur « empreinte carbone ». Ce dont tout le monde s'alarme désormais, ce n'est plus seulement du scénario classique de surpopulation, où, en dépit des gains de productivité, les ressources alimentaires s'avéreraient insuffisantes à pourvoir aux besoins des surnuméraires, mais d'une configuration inédite dans laquelle, à population constante, la menace provient d'un trop-plein de modernes vivant de façon moderne : « Si les Chinois ou les Indiens doivent vivre comme nous... » Face à ce « réel catastrophique », les panacées technologiques que l'on fait encore miroiter (fusion nucléaire, transgénèse humaine, colonisation des océans, exode spatial vers d'autres planètes) n'ont guère l'allure d'utopies radieuses, sauf pour quelques illuminés, mais plutôt de palliatifs qui viendraient de toute façon beaucoup trop tard. Il reste donc à prêcher « âpres renoncements » et « arrachements douloureux » à des populations qui vont devoir « descendre de plusieurs degrés dans l'échelle de l'alimentation, des déplacements, des productions, des modes de vie » (Besset) ; et, vis-à-vis des nouvelles puissances industrielles, à revenir au protectionnisme au nom de la lutte contre le « dumping écologique », en attendant qu'émerge là aussi une relève plus consciente des « coûts environnementaux » et des mesures à prendre (réorientation qu'incarne en

Chine le désormais ministre Pan Yue).

Les « contraintes du présent » que se plaît à seriner le réalisme des experts sont exclusivement celles qu'imposent le maintien et la généralisation planétaire d'un mode de vie industriel condamné. Qu'elles ne s'exercent qu'à l'intérieur d'un *système des besoins* dont le démantèlement permettrait de retrouver, sous les complications démentes de la société administrée et de son appareillage technologique, les problèmes vitaux que la liberté peut seule poser et résoudre, et que ces retrouvailles avec des contraintes matérielles affrontées sans intermédiaires puissent être, en elles-mêmes, tout de suite, une émancipation, voilà des idées que personne ne se risque à défendre franchement et nettement, parmi tous ceux qui nous entretiennent des immenses périls créés par notre entrée dans *l'anthropocène*. Quand quelqu'un se hasarde à évoquer timidement quelque chose dans ce sens, que peut-être ce ne serait pas un renoncement bien douloureux que de se priver des commodités de la vie industrielle, mais au contraire un immense soulagement et une sensation de revivre enfin, il s'empresse en général de faire machine arrière, conscient qu'il sera taxé de terrorisme anti-démocratique, voire de totalitarisme ou d'écofascisme, s'il mène ses raisonnements à leur terme ; de là cette profusion d'ouvrages où quelques remarques pertinentes sont noyées dans un océan de considérations lénifiantes. Il n'y a presque plus personne pour concevoir la défense de ses idées, non comme une banale stratégie de conquête de l'opinion sur le modèle du *lobbying*, mais comme un engagement dans un conflit historique où l'on se bat sans chercher d'autre appui qu'un « pacte offensif et défensif avec la vérité », selon le mot d'un intellectuel hongrois en 1956. Ainsi on ne peut qu'être atterré par l'unification des points de vue, l'absence de toute pensée indépendante et de toute voix réellement discordante. Si l'on considère l'histoire moderne, ne serait-ce que celle du siècle dernier, on est pris de vertige à constater d'une part la variété et l'audace de tant de positions, d'hypothèses et d'avis contradictoires, quels qu'ils aient été, et d'autre part ce à quoi tout cela est maintenant réduit. Au lavage de cerveau auquel se sont livrés sur eux-mêmes tant de protagonistes toujours vivants répondent au mieux des travaux historiques parfois judicieux, mais qui semblent relever plutôt de la paléontologie ou des sciences naturelles, tant ceux qui les mènent paraissent loin d'imaginer que les éléments qu'ils mettent au jour pourraient avoir quelque usage critique aujourd'hui.

Le goût de la conformité vertueuse, la haine et la peur panique de l'histoire, sinon comme caricature univoque et *fléchée*, ont atteint un point tel qu'à côté de ce qu'est aujourd'hui un citoyenisme, avec ses indignations calibrées et labellisées, son hypocrisie de curé, sa lâcheté devant tout conflit *direct*, n'importe quel intellectuel de gauche des années cinquante ou soixante passerait presque pour un farouche libertaire débordant de combativité, de fantaisie et d'humour. À observer une telle normalisation des esprits, on en arriverait à croire à l'action d'une police de la pensée. En fait l'adhésion au consensus est le produit spontané du sentiment d'impuissance, de l'anxiété qu'il entraîne, et du besoin de rechercher la protection de la collectivité organisée par un surcroît d'abandon à la société totale. La mise en doute de n'importe laquelle des certitudes démocratiquement validées par l'assentiment général – les bienfaits de la

culture par Internet ou ceux de la médecine de pointe – pourrait laisser soupçonner une déviation par rapport à la ligne de l’orthodoxie admise, peut-être même une pensée indépendante, voire un jugement portant sur la totalité de la vie aliénée. Et qui est-on pour se le permettre ? Tout cela n’est pas sans rappeler d’assez près la maxime de la soumission militante, *perinde ac cadaver*, ainsi que l’avait formulée Trotski : « Le Parti a toujours raison. » Mais alors que dans les sociétés bureaucratiques totalitaires la contrainte était ressentie comme telle par les masses, et que c’était un redoutable privilège des militants et des *apparatchiks* de devoir croire à la fiction d’un choix possible – pour ou contre la patrie socialiste, la classe ouvrière, le Parti –, c’est-à-dire d’avoir à mettre constamment à l’épreuve une orthodoxie jamais assurée, ce privilège est maintenant démocratisé, quoique avec moins d’intensité dramatique : pas question de s’opposer au bien de la société, ou à ce qu’elle y déclare nécessaire. C’est un devoir civique que d’être en bonne santé, culturellement à jour, connecté, etc. Les impératifs écologiques sont l’ultime argument sans réplique. Qui ne s’opposerait à la pédophilie, certes, mais surtout qui s’opposerait au maintien de l’organisation sociale qui permettra de sauver l’humanité, la planète et la biosphère ? Il y a là comme une aubaine pour un caractère « citoyen » déjà assez bien trempé et répandu.

En France, il est notable que la soumission apeurée prend une forme particulièrement pesante, quasi pathologique ; mais il n’est pas besoin pour l’expliquer de recourir à la psychologie des peuples : c’est tout simplement qu’ici le conformisme doit en quelque sorte travailler double pour s’affermir dans ses certitudes. Car il lui faut censurer le démenti que leur a infligé par avance, il y a déjà quarante ans, la critique de la société moderne et de son « système d’illusions » que portait la tentative révolutionnaire de Mai 1968, et qu’elle a fait fugitivement accéder à la conscience collective, en l’inscrivant dans l’éphémère *espace public* qu’avait créé son existence sauvage. Un rival décroissant de Latouche, qui s’affirme plus nettement « républicain » et « démocrate », c’est-à-dire étatiste et électoraliste, redoute ainsi que des « thèses et des pratiques extrémistes, maximalistes » viennent renforcer dans la jeunesse des travers qui lui seraient propres, « comme la haine de l’institution ou le rejet en bloc de la société » (Vincent Cheynet, *Le Choc de la décroissance*, 2008).

XXVI

Amplifié tous les dix ans, devenu cette fois, *pour en finir*, un vacarme assourdissant, le

tapage sur la « révolution culturelle » qu'aurait été le Mai français reprend agrémentée par les contributions d'une multitude de faux témoins, l'interprétation des faits tout de suite donnée par ce qui ne se cachait alors pas d'être la *réaction*. Quoique la relative mesure observée dans la répression qui suivit la crise n'ait certes évoqué en rien la Semaine sanglante, il ne manqua en effet ni de sociologues (certains avaient été fort malmenés par l'agitation qui préluda au soulèvement), ni de commentateurs et de journalistes policiers pour vite vomir leur eau-forte. Ce mouvement sans dirigeants ni représentants (on s'efforça de lui en fabriquer à la hâte), où les plus insignifiants bâtiments publics s'étaient trouvés occupés et qui manquait pourtant à ce point de rationalité que personne n'avait seulement songé à investir l'Elysée ou l'Assemblée nationale, que fallait-il en dire dès lors qu'il faisait moins peur sinon qu'il n'avait en vérité été qu'une pantomime, un psychodrame de *baby-boomers* jouant à la révolution, une transgression récréative offerte à ses *enfants gâtés* par la « société de consommation » – un non-événement pour tout dire ? Ironie têtue, « les événements de 68 » reste la formule d'usage pour qualifier l'obsédante vacuité de ce non-événement.

S'empilant sur cette falsification fondatrice qu'était l'idiote image journalistique de la « commune étudiante », les couches successives de représentations mensongères déposées à chaque commémoration renseignaient assurément surtout sur l'époque qui les produisait, et sur la difficulté persistante à digérer l'affront que le soulèvement avait infligé à la perspicacité des analystes du temps, à la totalité de ses intellectuels comme de ses docteurs en révolution. Mais elles indiquent aussi que ce qui a mobilisé pendant si longtemps tant d'efforts et de compétences n'a jamais cessé d'être ressenti comme une confuse menace de dissolution de tout ordre existant : on finira par parler, sur le modèle du révisionnisme à la Furet pour lequel la Révolution française aurait été malencontreusement gâchée par l'existence de révolutionnaires, d'une « diabolisation du pouvoir qui ronge les piliers du vivre-ensemble et discrédite la possibilité même d'une action politique transformatrice » (« Mai 68, quarante ans après », *Le Débat*, mars-avril 2008). L'irritant « mystère 68 » restant qu'à partir d'une agitation très circonscrite, et menée dans le but avoué de détruire l'Université, tant de gens se soient lancés avec enthousiasme dans la critique en actes de « tout ce qui est critiquable », on comprend que la quasi-totalité de ses ennemis historiques, experts assermentés ou *acteurs* authentifiés par leur assiduité sur les plateaux de télévision, se rallie désormais dans un consensus soulagé à l'idée qu'il n'y aurait finalement là qu'un « héritage impossible », selon la judicieuse formule d'un de ces experts. On ne saurait être plus véridique, et mieux dire que cette tentative de rejeter en bloc toutes les aliénations, anciennes et nouvelles, n'a rien laissé que puissent revendiquer ceux qui, pour l'en louer ou l'en blâmer, ont professé avec toujours plus d'assurance que le principal effet du mouvement avait été d'abattre les archaïsmes qui bridait encore la société française, la retenaient de s'élancer vers sa modernisation intégrale.

Cette modernisation capitaliste, bien entamée par le gaullisme, se serait bien sûr poursuivie de toute façon, mais les divers gauchismes y jouèrent effectivement le rôle de force d'appoint que l'on attribue mensongèrement au soulèvement. On sait que ce n'est qu'après la fin de celui-ci, et le premier retour à l'ordre, une fois reconstituées leurs

organisations dissoutes par un État qui se cherchait un ennemi dont il pût comprendre les motifs – et qui l'avait opportunément trouvé dans ces groupes sectaires et hiérarchisés, aux méthodes et aux objectifs radicalement *contraires* à l'essentiel de ce qu'avait voulu et été le mouvement des occupations –, que les gauchismes groupusculaires acquirent pour peu d'années une influence et une *visibilité* auxquelles ils n'avaient précédemment osé rêver. Ce qu'ils en firent fut constamment grotesque et répugnant, les uns, qui ne sont pas tous devenus sénateurs, croyant que Mai avait été une *répétition générale* de leur prise du Palais d'hiver, tandis que d'autres, convaincus d'incarner une nouvelle Résistance et d'aller *vers la guerre civile*, rêvaient à voix haute de justice populaire et d'exécutions sommaires. Tout cela s'effondra bien vite, mais c'est à travers la décomposition de toutes ses illusions et ambitions politiques, en les répudiant non sans en conserver le style et les pires méthodes, que le gauchisme est parvenu à une espèce de quintessence en tant que « gauchisme culturel » dont chacun s'accorde à reconnaître la réussite, l'apport inégalable à nos mœurs libérées et enfin vraiment modernes. On se félicite souvent que, dans sa phase de mimétisme délirant avec l'imagerie guerrière de l'embrigadement bureaucratique, le gauchisme français ne soit pas allé jusqu'à la fuite en avant terroriste, comme cela devait se produire un peu plus tard en Italie ou en Allemagne. On peut cependant prendre la chose autrement et considérer que son sectarisme, sa démente idéologie, son militantisme sacrificiel, bref l'ensemble des pratiques et de la réalité effective de ces groupes a suffi, sans qu'il soit besoin de passage à l'acte, à produire les mêmes effets en *cassant* une génération révolutionnaire en formation, en l'infectant d'idéologie et en la dégoûtant de la subversion par ses repoussantes contrefaçons. Telle fut la première contribution du gauchisme, négative mais décisive, à la poursuite de la modernisation dont Mai était venu troubler le cours.

XXVII

Gustav Janouch rapporte ces propos désabusés de Kafka, au passage d'une manifestation ouvrière défilant bannières au vent : « Ces gens sont si fiers, si confiants, si joyeux. Parce qu'ils sont maîtres de la rue, ils s'imaginent qu'ils sont maîtres du monde. En réalité, ils se trompent bel et bien. Il y a déjà derrière eux les secrétaires, les permanents, les politiciens, tous ces sultans des temps modernes, auxquels ils fraient la voie qui mène au pouvoir (...) La révolution s'évapore et il ne reste que la vase d'une nouvelle bureaucratie.» (C'est ensuite qu'il eut cette formule : « Les chaînes de

l'humanité torturée sont faites de paperasse. ») Quoique fort vaseux, ce que laissa cette fois derrière elle l'évaporation de la révolution ne peut être défini comme une « nouvelle bureaucratie ». Le renouvellement du personnel de la domination a bien eu lieu, mais selon le mécanisme habituel de la relève des générations dans le cadre de la société existante. (Le ministre de l'Intérieur de l'époque du retour à l'ordre avait au moins compris cela quand il disait assez drôlement : « Tous ces jeunes gauchistes finiront dans la peau de députés ou de journalistes modérés. ») S'il y eut bien envasement, ce fut par la promotion de nouvelles mœurs propagées par ceux-là mêmes qui avaient surtout cherché à endiguer et canaliser l'inondation, et vite adoptées par ceux qui en étaient restés jusqu'au bout les spectateurs. Le plus remarquable étant que cette diffusion des aimables *libertés customisées* qui font les mœurs d'esclaves d'une société avancée soit présentée par la plupart des commentateurs, même quand ils se veulent critiques d'un tel « individualisme marchand », comme constituant le contenu spécifique de cette révolution inachevée ; non pas un de ses effets, selon un processus de récupération « classique », mais son essence et sa signification profonde.

Depuis qu'il y a des révolutions sociales et qu'elles sont vaincues, on avait vu les entreprises de restauration les plus variées dans leurs méthodes ; on n'en avait jamais vu obtenir, si vite et à si peu de frais répressifs, un tel désarmement des consciences. Quiconque avait pris part aux menées révolutionnaires de Mai et voyait Paris à l'automne 1968 ne pouvait qu'immédiatement savoir, quitte à préférer s'abuser, quelle variété de visages différents prendrait cette fois la contre-révolution, et sentir celui qui lui resterait attaché. Dans les rues goudronnées sans répit, c'était moins l'omniprésence de la police qui caractérisait le retour à l'ordre qu'une trouble gaieté de Directoire : une sorte de fête revancharde dictait leurs comportements *libérés* aux Muscadins et Merveilleuses d'une classe moyenne soulagée, d'autant plus encline à se jeter à corps perdu dans la *mode révolutionnaire*, et spécialement dans celle de l'émancipation des mœurs, qu'elle aspirait depuis quelques années déjà à se doter d'un style de vie mieux assorti aux divers équipements auxquels elle finissait d'accéder. Ce fut l'occasion pour le gauchisme d'apporter sa seconde contribution, positive celle-là, à la modernisation. Mais il fallut d'abord que ses variantes les plus extrémistes dans l'imposture microbureaucratique atteignent, à force de surenchère et de bluff, leur point de putréfaction.

À propos de la façon dont une fraction de cette « jeunesse sauvage » qui était le seul « héritage », fragile, de Mai, s'est ralliée à l'activisme manipulateur du gauchisme, on a évoqué « une sorte de léninisme *a posteriori* » (Kristin Ross, *Mai 68 et ses vies ultérieures*, traduction française 2003). Cependant, pour réussir une telle captation, le gauchisme dut mettre beaucoup d'aventurisme et de démagogie spontanéiste dans son léninisme – ou plutôt dans son lénino-stalinisme, puisque ce furent surtout les maoïstes qui s'illustrèrent dans ce genre, comme plus tard dans le repentir médiatique, l'autopromotion générationnelle et le maquillage festif. À l'avant-garde de ce processus de décomposition, un insolite courant « anarcho-maoïste » avait, dès 1970, cherché à diversifier ses terrains d'intervention et à conférer une coloration plus *pop* au sordide ordinaire militant, accommodant l'idée de « révolution de la vie quotidienne » au plus

sinistre aveuglement sur la « libération » du Vietnam par les staliniens locaux, ou à d'autres monstruosité sur la « Révolution culturelle ». Parallèlement, l'importation de la « contre-culture » à l'américaine répandait les pires clichés d'une consommation débraillée, agrémentée de drogues pour la transgression, *melting-pot* idéologique qui marquait ici en tout cas, sinon dans son pays d'origine, une frappante régression. Tout cela conflua au cours des années soixante-dix dans un hédonisme de masse, convenu aussitôt qu'affiché, auquel avait apporté sa touche de complaisante « subjectivité » la part la plus faible (qualifiée à l'époque de « vaneigemiste ») de la critique sociale

[8] moderne. L'abjuration par les gauchistes de leurs ambitions les plus policières de direction révolutionnaire leur servit surtout, au nom de « libertés individuelles » opportunément redécouvertes, à rattraper le retard que leur avait fait prendre la mortification militante dans l'adoption du style de consommation effervescent désormais de rigueur. C'est ainsi qu'au soulagement obscène de la « fête servile » succéda en quelques années, étendue à de plus en plus larges couches de la société, une *servilité festive* sous garantie du gouvernement.

La soudaineté et la violence historique du Mai français contenaient l'impératif que le « retour à l'ordre » soit, bien davantage qu'un simple rétablissement, le perfectionnement accéléré du nouvel ordre marchand contre lequel Mai s'était dressé. Pour être complet, le bref tableau du rôle joué à cet égard par les gauchismes doit aussi mentionner la façon dont, recrutant le gros de leurs effectifs dans le milieu étudiant, ils appliquèrent à ces futurs personnels d'encadrement, que l'on usait à la hâte pour répondre à des besoins croissants, des techniques de dressage et de manipulation qui ont anticipé celles qui prévalent maintenant dans le monde de l'« entreprise » et une bonne part des rapports sociaux. En imposant de fait une sorte d'*interdisciplinarité*, les gauchistes participaient en effet, là où la vieille Université manquait encore de savoir-faire, à dispenser les compétences nouvelles et à forger les caractères nécessaires aux diplômés de cette *double filière*, les préparant à exécuter au mieux les tâches qui leur incombaient désormais dans la poursuite du processus de modernisation ; la flexibilité dont ils avaient dû faire preuve pour se soumettre aux sinuosités des lignes politiques tracées par leurs directions respectives trouvant finalement son plein emploi. Des sociologues, eux-mêmes passés d'une « sociologie critique » à une « sociologie de la critique » plus attentive aux *dimensions positives du lien social*, ont bien plus tard prétendu théoriser le phénomène, et vu souffler par là un *nouvel esprit du capitalisme*. L'astuce était de ranger affirmations libertaires et critique de l'aliénation sous la catégorie *ad hoc* de « critique artiste », celle-ci étant présentée comme bien distincte d'une pure « critique sociale » portant exclusivement sur l'exploitation et la hiérarchie, ce qui autorisait à l'accuser de « faire le jeu d'un libéralisme particulièrement destructeur ». On ne peut s'étonner que Jean-Claude Michéa ait jugé « définitives » les « analyses » de ce couple de cuistres (Boltanski-Chiapello), mais étrangement il n'a pas été le seul, y compris parmi ceux de qui on aurait pu attendre plus de lucidité sur une telle prétention de refonder la critique sociale *ex cathedra*.

XXVIII

Si nous avons fait ce rapide retour sur les falsifications du Mai français – nous en tenant délibérément à ce seul aspect –, ce n'est pas que nous nous sentions le moins du monde tenus à quelque « devoir de mémoire » que dicterait le rythme des commémorations décennales. Ce qui justifie selon nous ces remarques rétrospectives, c'est l'apparition récente, après tant d'années de calomnies ou de louanges calomnieuses, d'une nouvelle vague de commentateurs qui prétendent défendre 68, jusque dans ses aspects les plus antibureaucratiques, et qui le diffament encore puisque selon eux il faudrait (à la suite du livre cité de Kristin Ross, co-édité par *Le Monde diplomatique*) voir dans le « mouvement social » de décembre 1995, Seattle et autres refus du « nouvel ordre mondial libéral », une suite, une « vie ultérieure », de « Mai ». Remarquons seulement qu'à l'opposé d'un des traits les plus admirables du mouvement des occupations (son tranquille mépris de l'État, de la légalité et de tout « dialogue social »), les protestations « antilibérales » ne font pas que déplorer la disparition de « l'État social » et de sa « civilisation de service public », mais s'abaissent à en réclamer le rétablissement. Il n'est donc pas sans rapport avec notre propos de noter que *l'après-68* a aussi vu le rodage, à côté d'un « festivisme » qu'il n'est plus trop audacieux d'attaquer aujourd'hui que la tempête éteint les lampions, d'une offre diversifiée de protestations égalitaristes segmentées, mais unifiées par un conformisme revendicatif qui, lorsqu'il n'en fait pas l'apologie, évite de s'en prendre, ne serait-ce qu'en paroles, aux réalités centrales de l'aliénation technologique et marchande. C'est bien sûr le cas des métastases étatiques qu'on nomme les mouvements associatifs. Mais on sait aussi comment des protestations qui, comme le néo-féminisme ou les mouvements homosexuels, s'attaquaient au moins à la persistance dans la modernité de vieilles aliénations particulièrement répugnantes ont pu parvenir à incarner, *French theory* aidant, une très efficace avant-garde de la normalisation et de la conformité sociale dont il est malaisé de discerner, de la parité aux mariages gay, quelles sont les prescriptions qui relèvent du *politically correct* ou de cette *pensée unique* dont l'évocation suscita naguère tant d'émois. Par la voix de ses rebondissants avatars antilibéraux, altermondialistes ou décroissants, le citoyenisme formule et développe identiquement « la demande sociale de protection dans la catastrophe ». Son consternant exemple apporte ainsi un utile complément à la critique classique de la bureaucratie. Celle-ci s'appliquait à la façon dont l'État impose à la société ses normes et son contrôle. Désormais c'est tout autant la société – par le biais des *hommes quelconques* qui s'y

mobilisent pour recueillir ses inquiétudes et fabriquer l'image d'une prétendue « société civile » – qui réclame normes et contrôle. On ne peut s'empêcher de relever, toutes choses égales par ailleurs, à quel point ce *marais* présente de troublantes similitudes avec ce que Primo Levi, dans *Les Naufragés et les Rescapés*, désignait comme la *zone grise* du Lager.

XXIX

Dans sa critique des livres où Burnham avait vite vulgarisé les thèses de Rizzi sur la bureaucratisation du monde, Orwell relevait comment sa fascination pour le spectacle de la puissance avait conduit cet auteur, avant qu'il ne se rallie plus banalement à la propagande anticomuniste de la guerre froide, à surestimer l'efficacité de l'organisation qu'il appelait « managériale », quitte à prêter successivement, au gré des circonstances, une telle efficacité irrésistible à l'Allemagne nazie et à la Russie stalinienne. Il notait que cette façon de prédire la poursuite linéaire de ce qui est en train de se passer, et de parler « de processus qui viennent à peine de commencer comme s'ils arrivaient déjà à leur terme », sans tenir suffisamment compte de la lenteur de tout processus historique et de ce que l'on appellerait de nos jours les « pesanteurs sociologiques », conduisait « nécessairement à des prophéties erronées, car même quand la direction des événements est correctement évaluée, leur rythme lui, ne l'est pas » (« James Burnham et l'ère des organisateurs », 1946). Dans un texte ultérieur (« La lutte pour la domination mondiale selon Burnham », 1947), Orwell revenait sur cette tendance « à réduire l'histoire et ses processus complexes à un pur schéma logique », et sur le genre de « réalisme » qui fausse la perception de la réalité, amenant dans ce cas Burnham à attribuer un caractère de nécessité inéluctable et d'efficacité imparable à la concentration bureaucratique du pouvoir. Un semblable effet du « culte de la puissance qui exerce aujourd'hui une telle emprise sur les intellectuels » peut être observé dans la fascination dont est l'objet le système technologique, sa croissance si rapide, ses « guerres éclairs » contre la nature : ce sont les mêmes délires monotones de rationalité infaillible, de mutation soudaine et brutale, de destin historique parfois effrayant mais toujours grandiose.

De son côté, la critique sociale, même quand elle méritait son nom, est souvent tombée dans l'un ou l'autre de ces travers : ou bien elle ironisait sur les bévues et mécomptes des dirigeants, raillait l'incohérence et les échecs ridicules de leurs

entreprises, se gargarisait des « contradictions internes » qui, inéluctablement, minaient la société existante ; ou bien au contraire, à force de se vouloir lucide sur les progrès de l'aliénation, et de mettre ainsi l'accent, contre toutes les illusions révolutionnaristes, sur le perfectionnement de la domination, elle prêtait à celle-ci une efficacité, sinon une rationalité, propre à la faire passer pour inébranlable. On risque évidemment toujours de verser dans l'exagération et la simplification en décrivant un processus en cours, ici celui par lequel s'opère l'installation d'une « bureaucratie verte ». Mais il était en réalité presque indispensable de forcer le trait pour bien faire apparaître en quoi le « nouveau cours » de la domination ne peut être tenu pour un simple réformisme de façade, à la façon de ce que les Anglo-Saxons appellent *greenwashing*. Nous ne méconnaissons pourtant pas en quoi le projet bureaucratique de gestion durable du désastre, dès qu'il va au-delà d'une responsabilisation consistant à se laver les dents sans laisser couler l'eau du robinet ou à se rendre à la supérette bio en covoiturage pour réduire son empreinte carbone, se heurte à trop d'obstacles, tant externes qu'internes, pour parvenir effectivement à une stabilisation à l'échelle mondiale. (Or, de son propre aveu, ce n'est qu'à cette échelle qu'elle pourrait obtenir quelque résultat.) L'administration du désastre que nous avons essayé de caractériser à grands traits remportera ses succès les plus apparents dans les pays déjà bien policés, rodés à la sursocialisation. Et même là, elle n'obtiendra, comme toute bureaucratie, qu'une parodie d'efficacité. Aussi rapide qu'elle puisse être, précipitée par les états d'urgence qu'elle devra instaurer, la bureaucratisation ne « résoudra » rien : elle fera face, avec ses immenses moyens de coercition et de falsification, au déferlement de fléaux de toute nature et à leurs combinaisons imprévisibles. Mais la satisfaction intellectuelle de la savoir vouée à l'échec ne nous est pas d'un grand secours, quand elle promet de faire durer ainsi, pour une période qui peut être longue, l'écroulement de la société industrielle, *avec nous dessous*. Il n'y a donc pas lieu de supputer ses chances et de spéculer sur un « après ». Pour l'heure, elle parvient, et là du moins avec une indéniable efficacité, à étouffer par la propagande et l'embrigadement toute tentative d'affirmer une critique sociale qui serait à la fois anti-étatique et anti-industrielle. À cet égard on peut risquer le parallèle avec la situation historique qui fut celle des révolutionnaires entre les deux guerres mondiales, à l'époque où il fallait être à la fois antifasciste et antistalinien ; l'utilisation de la menace fasciste par le stalinisme de front populaire évoquant à bien des égards celle que la propagande étatiste fait maintenant des risques d'effondrement écologique : même occultation des causes historiques réelles, même chantage à l'urgence et à l'efficacité, même manipulation des bons sentiments unanimes.

XXX

Les réfractaires qui voudront mettre en cause les *bénéfices*, quels qu'ils soient, que la propagande pour la sursocialisation persiste à faire miroiter contre l'évidence même, et qui refuseront l'embrigadement dans l'Union sacrée pour le sauvetage de la planète, peuvent s'attendre à être bientôt traités comme le sont en temps de guerre les déserteurs et les saboteurs. Car l'« état de nécessité » et les pénuries qui vont s'accumuler pousseront *d'abord* à accepter ou réclamer de nouvelles formes d'asservissement, pour sauver ce qui peut l'être de la survie garantie là où elle l'est encore quelque peu. (On voit ce qu'il en est là où l'on ne peut se targuer de tels acquis historiques.)

Cependant le cours de cette étrange guerre ne manquera pas de créer des occasions de passer à la critique en actes du chantage bureaucratique. Pour le dire un peu différemment : on peut prévoir l'entropie, mais pas l'émergence du nouveau. Le rôle de l'imagination théorique reste de discerner, dans un présent écrasé par la probabilité du pire, les diverses possibilités qui n'en demeurent pas moins ouvertes. Pris comme n'importe qui à l'intérieur d'une réalité aussi mouvante que violemment destructrice, nous nous gardons d'oublier ce fait d'expérience, propre nous semble-t-il à lui résister, que l'action de quelques individus, ou de groupes humains très restreints, peut, avec un peu de chance, de rigueur, de volonté, avoir des conséquences *incalculables*.

Avril 2008

ANNEXE

Les deux textes qui suivent figuraient dans le n° 4 de la revue *Nouvelles de nulle part* (septembre 2003). Il faut indiquer qu'ils suscitèrent, l'un une lettre d'Anselm Jappe, publiée avec ma réponse dans le numéro suivant de la même revue, l'autre une mise au point de Norbert Trenkle, au nom du groupe Krisis, intitulée « Réplique aux critiques du *Manifeste contre le travail** (*Krisis*, n° 28, septembre 2004).

J.S.

LE FANTÔME DE LA THÉORIE

Je voudrais exposer ici les raisons pour lesquelles divers essais récents de « théorie radicale » me semblent avoir quelque chose d'irréel, voire de creux, en tout cas de *fantomatique*, au sens où il y manque, selon moi, ce qui était la chair et le sang, le nerf si l'on préfère, bref la vie des théories révolutionnaires de la société. Cela m'amènera évidemment à dire un peu ce qu'est, ou plutôt ce qu'était, la théorie révolutionnaire, du temps où une telle chose existait ; et pourquoi je pense que ce n'est plus le cas.

Mais auparavant il me faut considérer deux objections susceptibles de venir à l'esprit du lecteur. La première est que les textes que j'ai pris pour exemples sont trop dissemblables, par leur propos et leur ton, sans parler de leur qualité, pour pouvoir illustrer quelques considérations que ce soit sur « la théorie ». Je répondrai que cette indéniable diversité permet justement d'autant mieux de repérer en quoi l'ambition théorique qui leur est commune constitue une entrave pour affronter lucidement certains des principaux aspects de la réalité présente (ce qui serait pourtant la fonction d'une théorie critique de la société).

La seconde objection possible est qu'en taxant ainsi d'irréalité, voire de facticité, des essais de théorie qui constituent plutôt le dessus du panier dans ce genre, je me livre à une sorte de plaidoyer *pro domo*, avec toute la mauvaise foi que cela peut impliquer, puisque j'ai soutenu il y a déjà quelques années^[9] que l'image d'un cadavre en décomposition suffisait bien à se faire une idée d'une société que ses corruptions variées et changeantes, « mêlant tout et défigurant tout », nous rendent si péniblement illisible ; j'ajoutais en effet qu'il n'était plus temps d'analyser en détail le fonctionnement de ce qui, fondamentalement, ne marche plus : « On ne fait pas l'anatomie d'une charogne dont la putréfaction efface les formes et confond les organes »^[10].

Ces formulations étaient, j'en conviens, un peu aventurées, et il ne s'agissait certes pas pour moi, devant un chaos planétaire qui, littéralement, défie la description, de prêcher la résignation à l'incompréhensible (non plus que la foi bounanienne en une « loi universelle » du vivant qui réglera comme par enchantement tous les problèmes de l'effondrement de la société marchande sans qu'on ait le déplaisir d'avoir à les affronter soi-même en pleine conscience). Pourtant je persiste à penser que la lucidité critique qu'appelle notre situation actuelle n'a pas grand-chose à voir avec cette espèce de

sauvetage par la théorie qu'est l'opération intellectuelle, digne du baron de Münchhausen, consistant à s'extraire, pour le considérer de haut, du borbier qui nous engloutit. Mais pour argumenter cette position, le mieux est d'examiner maintenant les tentatives de ceux qui manifestement pensent le contraire et veulent faire œuvre de théoriciens.

I. L'image dans le tapis

La nouvelle de Henry James portant ce titre était parue depuis une quinzaine d'années quand Lukács écrivit dans *L'Âme et les Formes* :

Pourtant, il y a un ordre caché dans ce monde, une composition dans l'entrelacement confus de ses lignes. Mais c'est l'ordre indéfinissable d'un tapis ou d'une danse : il semble impossible d'interpréter son sens, et encore plus impossible de renoncer à une interprétation ; c'est comme si toute la texture de lignes enchevêtrées n'attendait qu'un mot pour devenir claire, univoque et intelligible, comme si ce mot était toujours sur les lèvres de quelqu'un – et pourtant, jamais personne ne l'a encore prononcé.

Comme on le sait, Lukacs apaisa ensuite l'inquiétude éloquemment exprimée là en se ralliant au marxisme bolchevisé. Dans *Histoire et conscience de classe*, il annonçait ainsi la bonne nouvelle :

C'est seulement avec l'entrée en scène du prolétariat que la connaissance de la réalité sociale trouve son achèvement : avec le point de vue de classe du prolétariat, un point est trouvé à partir duquel la totalité de la société devient visible.

Malheureusement pour Lukacs, qui avait identifié la conscience de classe au Parti, et le Parti à son modèle léniniste, ce point de vue enfin trouvé entraînait surtout un aveuglement total. La persistance et l'inflexion de quelques métaphores ne laissent cependant pas d'éclairer sur certaines opérations de l'esprit. L'idée d'un point, « central » ou « suprême », d'où se découvrirait la totalité du monde, était manifestement un héritage de la religion, *via* la philosophie de l'histoire. Dans la formulation peut-être la plus extrême de celle-ci, due à Cieszlowski, l'avenir lui-même, en tant que partie intégrante de l'histoire universelle conçue comme « totalité organique », devenait accessible à la connaissance et à l'action d'hommes réalisant désormais en pleine conscience le plan de la Providence divine. Mais cette sorte de « sécularisation » du point de vue omniscient de Dieu n'a pas été seulement le fait de la tradition hégéliano-marxiste, avec ses « lois historiques » et sa téléologie révisée par le déterminisme : la tentative de « rendre à l'homme toute la puissance qu'il a été capable de mettre sur le nom de Dieu » (Breton à propos de Nietzsche), de l'égaliser donc à une chimère de toute-puissance, affranchie des *limites* inhérentes à l'humanité, a séduit et

égaré divers courants de la « pensée moderne » ^[11], et d'autant plus violemment avec le temps que ce qui s'installait dans les faits était tout le contraire : l'impuissance devant l'aliénation. La méthode expérimentale elle-même, qui confère à l'observateur penché sur le « petit monde » du laboratoire le point de vue de Dieu sur sa création, a sans doute aussi joué un rôle pour accréditer l'idée d'une connaissance totale des phénomènes, une fois le bon point de vue trouvé.

Quoi qu'il en soit, la forme de spatialisation à laquelle correspond l'idée d'un point de vue central répond assurément à un puissant besoin de l'esprit. Plus encore qu'une image commode, c'est une véritable représentation intellectuelle, un mode de connaissance – trouver le point de vue qui *mette en perspective* le plus grand nombre de phénomènes –, une façon d'ordonner le réel que se forge spontanément toute recherche d'un principe d'intelligibilité. (Et à ce titre, si elle est maîtrisée en tant que représentation provisoire et nécessairement approximative, elle possède bien sûr sa pleine légitimité.) On la retrouve ainsi, sous sa forme en quelque sorte canonique, dans une note « méthodologique » placée au début du livre de Jean-François Billeter, *Chine trois fois muette* ^[12]. Après avoir cité Pascal (« il n'y a qu'un point indivisible qui soit le véritable lieu »), Billeter écrit en effet : « J'ai cherché ce point d'où tout devient visible. » Mais ensuite, pour défendre l'idée qu'il est possible de « saisir le présent tout entier comme un moment de l'histoire », il invoque

une idée que Hegel a conçue et que Marx a reprise à son compte, celle de la totalité. Elle invite à appréhender le monde comme un tout qui ne cesse de se transformer, qui est intelligible à partir de la transformation à l'œuvre en lui et n'est véritablement intelligible que de cette façon-là, en tant que tout et en tant que transformation.

D'une métaphore spatialisante, celle du recul, de la bonne distance à prendre par rapport à ce que l'on regarde ^[13], on passe donc à une conception dialectique, celle de la totalité comme processus. Ce glissement est révélateur d'une contradiction non résolue que l'on retrouve dans bien des écrits théoriques d'aujourd'hui, fussent-ils parmi les meilleurs, comme celui de Billeter : celle qui existe entre le déterminisme plus ou moins strict et mécaniste *quant au passé* et le « sens du possible » *quant au présent*, aux chances d'émancipation qu'une critique qui se veut révolutionnaire se doit de mettre en avant.

Si la théorie dialectique venue de Hegel et Marx a quelque utilité pour une critique révolutionnaire de la société, ce ne peut être que pour saisir conceptuellement à quel moment exact de la « transformation à l'œuvre » nous nous trouvons. En tant qu'intelligence du changement qualitatif dans le temps, la dialectique est censée servir à quelque chose, avoir son champ d'application dans le présent, conçu comme devenir, où il s'agit de discerner les contradictions à l'œuvre, les possibilités qu'elles ouvrent, les occasions qu'elles créent, etc.

Mais comme aujourd'hui, en réalité, les théoriciens sont tout aussi démunis que les gens ordinaires, les non-théoriciens, pour dire un peu sur quoi pourrait bien

déboucher le « tournant obscur » dans lequel l'histoire de l'humanité est engagée, la dialectique se dégrade en système d'interprétation *a posteriori*, considérant le présent exclusivement comme aboutissement, comme résultat. L'histoire passée et sa conclusion actuelle s'expliquent alors réciproquement dans une parfaite circularité : un tel processus ne pouvait aboutir qu'à un tel résultat, et un tel résultat suppose un tel processus. La dégradation de la saisie dialectique du réel a en quelque sorte un effet rétroactif, sur l'intelligence historique proprement dite, en ce qu'elle aplatit le cours de l'histoire en un enchaînement purement logique d'où sont éliminés, non seulement la part contingente, mais surtout les conflits qui, dans chaque époque, ouvraient plusieurs devenirs possibles. Ce strict déterminisme, qui rigidifie les relations de causalité sur le modèle de la mécanique (telle cause, tel effet), est lui-même une forme de spatialisation du temps : il lui prête en effet les caractères d'une séquence spatiale propre à être parcourue intellectuellement comme on parcourt une demeure en passant d'une pièce à l'autre ; mais c'est une demeure très muséifiée, où des périodes bien distinctes et délimitées (la Renaissance, les Lumières) se juxtaposent sans plus rien contenir des processus contradictoires et des moments cruciaux qui en faisaient la richesse.

Le penchant de Billeter à un certain systématisme (d'où son goût pour les simplifications à la Crosby) est corrigé dans *Chine trois fois muette* par la connaissance fine et concrète qu'il a de l'histoire chinoise, et par sa volonté d'envisager lucidement, sans prophétisme, ce qui serait nécessaire pour « se libérer de la "raison économique" » et « retrouver l'usage de la raison, tout simplement ». On trouve cependant dans son texte, sur cette question de notre émancipation possible de l'économie marchande, le même point aveugle que dans d'autres textes théoriques à visée révolutionnaire. Comme l'a relevé Jean-Marc Mandosio ^[14], la contradiction entre le déterminisme rétroactif et la liberté que rendrait possible une prise de conscience est résolue – rhétoriquement – par le passage d'une métaphore (celle de la « réaction en chaîne ») à une autre (celle d'une « règle du jeu »), dont la signification est bien différente. La première métaphore sert à expliquer le processus qui, entamé à la Renaissance, a abouti à notre situation actuelle, la seconde à évoquer la possibilité de mener à bien la tâche qu'une telle situation nous prescrit :

Mettre fin à cet enchaînement qui a eu tant d'effets mauvais et qui en aura de pires si nous le laissons suivre son cours ; pour cela, mettre un terme à la forme spécifique d'inconscience dont il se nourrit, et nous libérer par là de la fatalité particulière qui a dominé l'histoire récente.

Mais l'ordre chronologique implicite de ces deux métaphores – de leurs « périodes de validité » en quelque sorte – est chez Billeter exactement l'inverse de ce qu'il devrait être pour rendre moins imparfaitement compte de l'histoire réelle, c'est-à-dire d'un processus où, une fois un certain seuil qualitatif franchi (une certaine masse critique atteinte, pour rester dans la métaphore nucléaire), les effets dévastateurs de ce qui devient alors une réaction en chaîne échappent à tout contrôle. C'est auparavant (avant Hiroshima, justement) qu'on pouvait parler de la domination de la rationalité économique comme d'une « règle du jeu » possible à changer, une fois connue comme

telle. D'ailleurs c'est à peu près ce que disait Engels parlant d'une loi « fondée sur l'inconscience de ceux qui la subissent ». En revanche, c'est maintenant qu'on peut parler d'une réaction en chaîne, c'est-à-dire d'un processus auquel le fait d'en prendre conscience ne peut rien changer. (J'écris ceci alors que le dérèglement climatique est devenu la très lourde réalité que l'on sait.)

Je reviendrai sur ce point, évidemment décisif quant au caractère fantomatique de toute théorie révolutionnaire aujourd'hui. Mais pour l'instant je voudrais finir de décrire, à partir de la métaphore du « point central », ce que celle-ci illustre de ce qu'on pourrait appeler la mentalité théoricienne-radical. Je précise qu'il s'agira là de formes de dédialectisation incomparablement plus grossières que ce que l'on peut trouver à critiquer chez Billeter : dans la pose théoricienne telle que je vais l'évoquer maintenant, la compensation idéologique à l'impuissance intellectuelle et pratique devient la caractéristique principale.

Il est tout de même frappant que, depuis trente ans et plus, la plupart de ceux qui se sont réclamés de la « théorie révolutionnaire » (en général celle des situationnistes), non seulement n'en ont rien fait, de subversif s'entend, mais s'en sont surtout servi pour se protéger de la perception de la réalité, jusqu'à s'enfermer dans un délire parfaitement cohérent ^[15].

Liée à la spatialisation, qui est déjà un symptôme reconnaissable de fausse conscience, l'idée d'une connaissance totale acquise à celui qui est parvenu à se placer à l'endroit exact d'où le monde devient soudain parfaitement lisible et « transparent » évoquerait à n'importe qui, dans la vie courante, un état psychopathologique combinant délire interprétatif et mégalomanie. Mais il y a manifestement une sorte d'immunité pour les théoriciens radicaux, et le papier supporte tout, comme on sait. Il faut pourtant remarquer que ce qu'il y a d'essentiellement paranoïaque dans les fantasmes de connaissance totale, de point de vue central, etc., apparaît bien dans le fait qu'ils impliquent nécessairement la prétention à l'infailibilité : admettre qu'on s'est trompé sur un seul aspect, phénomène ou épisode reviendrait en effet à admettre qu'on n'a pas su prendre les choses à la racine, au principe d'où découlent tous les phénomènes. Bref, on est au centre ou on n'y est pas : on est là où se trouve concentrée toute l'intelligence historique possible (le parti, la secte ou le délire solitaire), ou on est rejeté dans les ténèbres extérieures où errent les inconscients. (Il faut également noter qu'en bonne logique paranoïaque le fantasme du centre amène assez souvent à postuler symétriquement, face aux possesseurs de la théorie vraie, une égale conscience du côté de la domination.)

Il n'y a ainsi, *formellement*, aucune différence entre, d'une part, le délire sectaire qui, prétendant avoir identifié le centre occulte de la domination, dénonce tout ce qui ne cadre pas avec son système d'interprétation comme apparence fabriquée, leurre, et, d'autre part, la critique qui cherche très raisonnablement à découvrir quels sont, au-delà des apparences, les ressorts réellement agissants de la machine sociale ; d'où la facilité des amalgames couramment pratiqués par la police de la pensée entre les analyses critiques et les révisionnismes en tout genre. Le partage entre ce qui est évident ou

vraisemblable et ce qui est arbitraire, voire délirant, demande une *justesse d'esprit* qui ne se forme, avec le sens commun, que par la confrontation des arguments dans un débat public, et qui disparaît donc aujourd'hui à la suite de celui-ci. À défaut de quoi on peut toujours soutenir, par exemple, que le prétendu bouleversement climatique attribué aux gaz à effet de serre est en réalité une opération de désinformation montée par les industriels qui ont mis au point des produits de remplacement aux gaz incriminés.

Mais même s'il ne s'égaré pas dans le labyrinthe des falsifications bien réelles et des révélations délirantes, c'est à une véritable *décomposition de la causalité* que chacun se trouve concrètement confronté, dès qu'il tente de sortir de son accablement devant l'enchevêtrement toujours plus confus d'une réalité illisible :

Le fond de la question, c'est que la société a réellement atteint un degré d'intégration, d'interdépendance universelle de tous ses moments, où la causalité comme arme critique devient inopérante. Il est vain de rechercher ce qui a dû être cause, parce qu'il n'y a plus que cette société elle-même qui soit cause. La causalité s'est, pour ainsi dire, reportée sur la totalité, elle devient indiscernable à l'intérieur d'un système où tant les appareils de production, de distribution et de domination que les relations économiques et sociales, ainsi que les idéologies, sont entrelacés de façon inextricable. [\[16\]](#)

Dans de telles conditions, le théoricien bien rationnel à la recherche du « facteur déterminant en dernière instance » ne peut évidemment qu'être assez désemparé. Ce qui explique sa propension à se rabattre en guise de compensation sur une sorte de quête généalogique où la preuve par la chronologie tient lieu d'explication historique. On peut au moins affirmer, en effet, que telle chose a bien eu lieu avant telle autre, et il est donc plausible, en tout cas pas tout à fait impossible, qu'il y ait là, dans cette succession temporelle, une relation de cause à effet. Évoquant quelque peu la plaisanterie sur *l'Histoire générale du cinéma* du stalinien Sadoul, qui remontait si loin dans le passé qu'on avait pu suggérer d'intituler le premier tome « Le cinéma sous Louis XIV », de savants généalogistes sont allés chercher l'origine du Spectacle au Moyen Age, tandis que d'autres avaient depuis longtemps établi que c'est à Platon qu'il convient d'attribuer l'invention du totalitarisme. Descartes a également beaucoup servi, mais ces temps-ci ce sont surtout « les Lumières » qui ont la faveur des chercheurs de cause première.

Quelles que soient les réserves qu'aient pu appeler certaines de ses formulations antérieures, on pouvait espérer que Jean-Claude Michéa ne verserait pas, quant à lui, dans ce style de recherches en paternité. Hélas, dans son dernier ouvrage [\[17\]](#), non seulement il utilise sans trop de circonspection une très approximative « histoire des idées » comme explication suffisante, mais il ne nous épargne même pas, quand il relève ce détail effectivement amusant que le père d'Adam Smith était contrôleur des douanes, l'explication psychanalytique du libre-échange par le complexe d'Œdipe de son premier théoricien :

C'est évidemment un détail qui donne une signification très particulière à l'idée que les hommes ne pourront *jouir* des bienfaits de la nature qu'une fois abolies les barrières douanières et, d'une façon plus générale, toutes les frontières, quelles qu'elles soient. Il se pourrait, ainsi, que la *mort du Père* (et, par conséquent, l'extension indéfinie de « l'empire des Mères », facilement déguisable en « féminisme ») constitue la vérité inconsciente du Capital – et, au-delà, de la modernité elle-même.

Certes ce couplet assez burlesque est relégué dans une note à la toute fin du texte, mais par ailleurs, si l'on met de côté les digressions, références et notations en tout genre qui souvent parasitent le propos plutôt qu'elles ne l'explicitent, on peut résumer ce livre par la série d'affirmations que voici : la « philosophie des Lumières », « point de départ intellectuel de notre Modernité », est une « matrice originelle, *commune* à la pensée de Gauche et au Libéralisme » ; la critique radicale du libéralisme actuel, le « combat cohérent contre l'utopie libérale et la *société de classes renforcée* qu'elle engendre inévitablement », exige de rompre avec cette « religion du "Progrès" » ; ce faisant, on redécouvrira les vertus du « socialisme originel », qui avait été altéré par l'idéologie moderniste de la Gauche, et on pourra s'appuyer sur la *common decency* (les valeurs morales des gens ordinaires) pour s'opposer à l'Economie triomphante. Vers la fin de son livre, Michéa écrit :

[...] nous disposons maintenant, peut-être pour la première fois dans l'histoire moderne, de moyens philosophiques suffisants pour commencer à comprendre à quel point l'intuition que les ouvriers européens du XIX^e siècle avaient eue du monde qui se préparait (notre monde par conséquent) était profondément humaine et remarquablement fondée.

Une fois de plus, l'oiseau de Minerve prend donc son vol au crépuscule. Il est certain que, sans être philosophes, nous comprenons toujours mieux quelle chance historique a été perdue avec l'écrasement des révolutions ouvrières du XIX^e siècle (et du XX^e)-Mais quand le « socialisme originel » est depuis longtemps vaincu, sa « compréhension philosophique » peut bien le peindre de couleurs éclatantes, il ne se laisse pas ressusciter. La conscience philosophique vient toujours trop tard. Sauf peut-être pour se poser en penseur de la *common decency*, et ce jusque dans les indécentes colonnes du *Nouvel Observateur* ou de *Charlie hebdo*, en s'appuyant bien sûr moins sur la réalité de la chose, devenue malheureusement très fantomatique elle-même, que sur les travaux des tristes universitaires du MAUSS (« Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales »), qui sont à la pratique vivante du don ce qu'un manuel de sexologie est à l'amour. ^[18]

Ce que l'interprétation de type généalogique laisse inexpliqué, c'est toujours ce qui est, d'un point de vue réellement historique, l'essentiel ; c'est-à-dire, dans le cas du schéma présenté par Michéa : comment se fait-il donc que ces excellents ouvriers révolutionnaires d'autrefois, si admirables (et ils le furent souvent, en effet), aient succombé à la funeste « Modernité » ? L'explication par cette unique cause – la matrice idéologique venue des Lumières – fait commodément disparaître le processus

d'aliénation de l'ancien mouvement ouvrier, la formation de la bureaucratie moderne, la soumission au développement technologique, les nouvelles conditions produites par tout cela, et aussi bien les échéances très concrètes qui marquent la disparition de certaines possibilités historiques, qui ne reviendront plus. Il reste deux adversaires s'affrontant intemporellement : les élites modernistes, aujourd'hui « libérales-libertaires », et les gens ordinaires, le peuple dépositaire par essence de toutes les valeurs anticapitalistes. Devant cette toile grossièrement peinte, Michéa peut se camper en chevalier de la vertu (c'est-à-dire de la *common decency*). Mais on sait à quoi sont voués les chevaliers de la vertu dans un monde sans vertu : à prendre un vulgaire plat à barbe pour Parmet de Mambrin.

II. Les papiers d'Aspern

Au début de son savant ouvrage exposant une « nouvelle critique de la valeur » ^[19], Anselm Jappe écrit ces lignes assez singulières :

Ce livre aura atteint son but s'il réussit à transmettre au lecteur la *passion* que son auteur éprouve pour la thématique, apparemment si abstraite, de la valeur. C'est la passion qui naît lorsqu'on a l'impression de rentrer dans la chambre où sont gardés les secrets les plus importants de la vie sociale, les secrets dont dépendent tous les autres.

Sans être le moins du monde tenté par une interprétation freudienne à la Michéa, j'ai tout de suite pensé à deux choses quand j'ai lu ce passage. Tout d'abord au mot de Marx : « La critique n'est pas une passion de la tête, elle est la tête de la passion. » Ensuite à une autre nouvelle de Henry James, *Les Papiers d'Aspern*. Et je dois dire que ces deux rapprochements, une fois le livre terminé, me paraissent toujours rendre assez bien justice à son contenu.

Dans *Les Papiers d'Aspern*, James transpose une anecdote authentique dont il avait eu connaissance à Florence : un critique littéraire américain était parvenu à s'installer comme locataire chez une ancienne maîtresse de Byron, alors très âgée, dans l'espoir de mettre la main sur des papiers qu'elle conservait (des lettres de Shelley, auquel il vouait un véritable culte) ; mais quand la vieille dame finit par mourir, sa – relativement – jeune parente, qui vivait avec elle, posa comme condition au critique, pour lui donner les lettres, qu'il l'épousât. Chez James, l'histoire, transposée à Venise, devient évidemment beaucoup plus ambiguë, comme la façon dont le critique est finalement frustré des secrets qu'il convoite. Tandis qu'il s'approche pour la première fois du *palazzo* délabré où il cherche à s'introduire, l'amie américaine qui l'accompagne s'exclame : « À vous voir, on croirait que vous vous attendez à tirer de là la solution du problème de l'univers. » Et plus tard, alors qu'accepté comme locataire il s'est rapproché de la chambre où est enfoui le « trésor » des papiers d'Aspern, leur détentrice lui apparaît comme représentant en ce monde « le savoir ésotérique ». On voit qu'outre l'image de la « chambre aux secrets », citée plus haut, le rapprochement s'impose de lui-

même avec un ouvrage visant à nous faire retrouver le « Marx ésotérique » enfoui sous les décombres du marxisme traditionnel ; celui qui, à côté du « Marx exotérique », « représentant des Lumières qui voulait perfectionner la société industrielle du travail sous la direction du prolétariat », a élaboré une « critique des fondements mêmes de la modernité capitaliste » :

C'est seulement le « Marx ésotérique » qui peut aujourd'hui constituer la base d'une pensée capable de saisir les enjeux actuels et de retracer en même temps leurs origines les plus reculées. Sans une telle pensée, toute contestation à l'aube du XXI^e siècle risque de ne voir dans les transformations actuelles qu'une répétition des stades antérieurs du développement capitaliste. [...] Dans une partie centrale – bien que mineure en nombre de pages – de son œuvre de la maturité, Marx a brossé les grands traits d'une critique des catégories de base de la société capitaliste : la valeur, l'argent, la marchandise, le travail abstrait, le fétichisme de la marchandise. Cette critique du centre de la modernité est aujourd'hui plus actuelle qu'à l'époque de Marx même, parce que alors (*sic*) ce centre n'existait qu'à l'état embryonnaire.

Au *centre occulte* de la théorie de Marx, à ces pages qu'il suffit de « lire attentivement, ce que presque personne n'a fait pendant un siècle»^[20], correspond donc le « centre de la modernité », dont tous les développements ultérieurs étaient contenus là *in nuce*. A certains moments, en traversant des pages particulièrement arides sur la « logique de la valeur », on a le sentiment d'avoir affaire à une *sorte* de kabbale marxiste, selon laquelle il suffirait de savoir déchiffrer les Écritures pour trouver le secret du monde, « la logique de base de la société moderne ». Jappe proteste évidemment de son refus de considérer l'œuvre de Marx *comme* un « texte sacré », mais il n'en affirme pas moins que « reprendre en main la critique marxienne "ésotérique" de la marchandise est alors [c'est-à-dire alors que la "nouvelle contestation" se satisfait encore d'une "idéologie éclectique"] un présupposé de toute analyse sérieuse, qui est à son tour la condition préalable de toute praxis ». C'est ainsi en toute logique qu'il consacre la plus grande part de son livre à résumer, paraphraser ou citer ce qui est pour lui « le noyau valable de l'analyse marxienne ». N'étant ni marxiste ni surtout marxologue, je ne me prononcerai pas sur la validité, du point de vue philologique, de cette restitution de « l'œuvre marxienne ». On peut en tout cas convenir aisément que l'analyse critique du fétichisme de la marchandise est très loin d'être devenue, dans le monde où nous vivons, une simple curiosité archéologique, et il n'est jamais mauvais de redire que ce n'est pas la théorie de Marx qui « réduit » tout à l'économie, mais « la société marchande qui constitue le plus grand "réductionnisme" jamais vu » ; et que « pour sortir de ce "réductionnisme", il faut sortir du capitalisme, non de sa critique ». Pourtant, même en admettant qu'il faille impérativement repartir de la critique de la « forme valeur » élaborée par Marx pour s'opposer réellement au monde marchand, on ne se prend à aucun moment à espérer, en lisant ces *Aventures de la marchandise* à vrai dire assez peu palpitantes puisque, comme le dit Jappe lui-même, « une fois données les catégories de base, toute l'évolution du capitalisme, jusqu'à sa sortie de scène, est déjà programmée à travers les contradictions qui s'ensuivent à partir de la première », on ne

se prend donc jamais à espérer, au cours de cette lecture, que la « praxis » endormie puisse, telle la Belle au bois dormant, être tirée de son sommeil par ce très conceptuel prince charmant : la « nouvelle critique de la valeur » ^[21].

L'entreprise qui consiste à dégager « l'œuvre marxienne » de « plus d'un siècle d'interprétations *marxistes* » pour la reconstruire autour de son « noyau valable » évoque quelque peu celle d'un Viollet-le-Duc de la théorie, cherchant à la « rétablir dans un état complet qui peut n'avoir jamais existé » ^[22]. Et comme dans toute restauration de ce genre, le problème est de faire le tri entre ce que l'on conserve et ce que l'on élimine. Jappe semble ainsi avoir du mal, par moments, à démêler chez Marx ce qui serait vraiment critique et radical de ce qui ne le serait pas. Un peu comme Michéa oppose le « socialisme originel » et la « pensée de Gauche » entachée de libéralisme des Lumières, il oppose le Marx « le plus radical » (celui du *Capital*) à celui qui restait marqué par les illusions du mouvement révolutionnaire de son temps ; mais ce dédoublement (« on peut [...] parler d'un *double Marx* ») se dédouble à son tour :

La différence entre le Marx « exotérique » et le Marx « ésotérique » existe même à l'intérieur de son analyse de la valeur et est visible dans ses flottements en ce qui concerne la détermination de la valeur.

Le lecteur en tout cas s'y perd un peu, d'autant que, chaque fois qu'il croit pouvoir rapporter l'exposé qui lui est fait à un processus historique et à des réalités « empiriques », l'auteur le met en garde contre cette facilité intellectuelle. C'est particulièrement frappant à propos du concept de « travail abstrait », dont Jappé déplore que Marx lui-même ne l'ait jamais complètement distingué de celui de « travail moyen », c'est-à-dire du travail indifférencié, sans qualités, que généralisait la grande industrie. S'il est pourtant un cas où les formules sur l'abstraction qui devient réalité, etc., ont un sens directement compréhensible pour n'importe quel non-théoricien, c'est bien celui-là. Mais la « nouvelle critique de la valeur » que défend Jappe met son point d'honneur à repousser toute compréhension de ce genre, comme s'il fallait surtout que la théorie n'ait jamais le moindre *point d'application* dans la réalité, de crainte peut-être de se compromettre avec elle ainsi que le fit l'ancien mouvement révolutionnaire en combattant des réalités « empiriques » plutôt que ce qui se tenait « derrière » : la logique de la valeur. Certes, Jappe veut bien admettre qu'il existe un type de travail qu'il appelle « empiriquement abstrait », dont la « diffusion est effectivement un résultat de la prédominance du travail abstrait au sens formel » ; mais c'est pour ajouter aussitôt qu'il « n'est pas du tout identique à celui-ci », concéder ensuite que néanmoins « le travail abstrait au sens formel devient la forme sociale dominante seulement lorsque l'aptitude des travaux à être échangés l'un avec l'autre, leur non-spécificité et la possibilité de passer d'un travail à l'autre ont pénétré la société tout entière », et rappeler finalement que Marx, quand il formula ses premières réflexions sur la question en observant le processus en cours dans les sociétés les plus modernes, « ne distinguait pas encore entre le travail "non qualifié" et le "travail abstrait" comme détermination formelle ».

Tout cela est bien embrouillé, pour ne pas dire emberlificoté. La raison en est sans doute qu'en contradiction avec diverses remarques sur le caractère essentiellement destructeur du capitalisme, Jappe veut conserver au centre de sa forteresse théorique restaurée le credo très *marxiste* selon lequel « se libérer du travail signifie se libérer du travail vivant et laisser le plus possible le métabolisme avec la nature au travail mort accumulé, donc aux machines ». Et comme il s'accroche à cet article de foi, citation des *Grundrisse* à l'appui, il faut bien que le « travail abstrait » soit tout autre chose que la « forme phénoménale » qu'il prend dans le monde réel. Ainsi peut-il discrètement recycler les vieilles lunes de l'automation émancipatrice et de la contradiction entre les forces productives développées (qui rendent « possible » le communisme) et les rapports de production existants, autrement dit « l'emprise de la valeur » sous laquelle ces forces productives restent maintenues : nous avons enfin atteint « le point où l'autocontradiction inhérente au capitalisme commence à empêcher son fonctionnement et où la machine s'emballe », « la séparation des producteurs n'a plus de base matérielle ou technique et dérive exclusivement de la forme valeur abstraite, qui ainsi perd définitivement sa fonction historique ».

On comprend la satisfaction intellectuelle qu'éprouve un théoricien marxiste, ou même seulement *marxien*, à diagnostiquer que ce qui est aujourd'hui prolongé artificiellement (par le « capital fictif », la « bulle » financière), c'est « la vie d'un mode de production déjà mort ». De même, il doit être roboratif, par les temps qui courent, ou plutôt qui rampent, de pouvoir trancher sans hésitation que :

La valeur mène à sa propre abolition à cause précisément de ses succès. La victoire définitive du capitalisme sur les restes précapitalistes est aussi sa défaite définitive. Quand le capitalisme, pleinement développé, coïncide avec son concept, ce n'est pas la fin de toute possibilité de crise mais, bien au contraire, le début de la vraie crise.

Il y a pourtant quelque chose de glaçant dans cette espèce d'exultation hégélienne à cueillir encore et toujours la rose de la raison sur la croix du présent, quand on pense que cette « victoire définitive du capitalisme sur les restes précapitalistes », avant la parousie que promet – du moins aux dévots d'une dialectique fétichisée – son inéluctable renversement en « défaite définitive », est d'abord notre défaite quotidienne, l'écrasement de tout ce à *partir de quoi* pourrait se reconstruire une vie libérée de l'économie. Il faut cependant préciser que Jappe évite de conclure ses *Aventures de la marchandise* par le *happy end* obligé : la crise salvatrice finale. Il déclare même explicitement que « la fin du capitalisme n'implique aucun passage garanti vers une société meilleure ». Quand il se hasarde à essayer de déchiffrer l'énigme des temps présents, il remarque d'abord que la crise, l'autodestruction du capitalisme, a pour l'instant pour seul résultat « la chute dans la barbarie », mais il tempère ce constat quelque peu déprimant en affirmant que « l'implosion du capitalisme laisse un *vide* qui pourrait permettre aussi l'émergence d'une autre forme de vie sociale ». Sans même s'appesantir sur le fait que ce « vide » est bien plutôt un *trop-plein* (de poisons de toute nature légués à une hypothétique « autre forme de vie sociale »), on se demande à quoi servent donc les doctes certitudes égrenées tout au long de ce livre, si elles n'aboutissent,

quand il s'agit de revenir vers la « praxis », qu'à des formulations à peu près aussi creuses et désarmées que les vœux pieux des citoyennistes (« Un autre monde est possible ») que Jappe raille assez longuement *in fine*. Et ce n'est pas en convoquant Mauss, Polanyi ou Sahlins, pour démontrer pesamment qu'il a existé des formes d'organisation sociale non soumises à l'économie, que l'on peut convaincre que le capitalisme est seulement « une espèce d'incident historique », une parenthèse qu'il serait presque facile de refermer, une fois qu'on aura bien compris, grâce à la critique de la valeur, que ce n'était qu'une pure « folie ».

La contradiction que j'ai évoquée dans la première partie de cet article (entre un strict déterminisme *quant au passé* et un assez nébuleux « sens du possible » *quant au présent*) se retrouve ici de façon presque caricaturale. D'un côté, il ne peut exister à l'intérieur du capitalisme aucun sujet conscient, seulement la « logique de la valeur », le « sujet automate » ; de l'autre « il n'y a jamais eu de période dans l'histoire où la volonté consciente des hommes ait eu une telle importance comme elle l'aura pendant la longue agonie de la société marchande », agonie qui « se déroule déjà sous nos yeux ». Mais pour commencer à *donner corps* à une telle volonté consciente de sortir de la société marchande, il faudrait peut-être critiquer l'abstraction mortifère du capitalisme d'une façon qui soit elle-même moins abstraite (et ne pas rejeter comme « simple récrimination moraliste ou existentialiste » tout jugement qui s'appuie sur ces « pensées et désirs non formés par la marchandise », dont Jappe admet du bout des lèvres l'existence pour dénier tout de suite qu'on puisse « simplement [les] mobiliser contre la logique de la marchandise»). Faute de quoi la critique reste cette « passion de la tête » dont parlait Marx : une spécialisation intellectuelle parmi d'autres.

III. La bête dans la jungle

Pour mériter ce nom, une théorie révolutionnaire, doit proposer une explication de la réalité sociale qui soit au moins plausible, et savoir désigner ce à quoi il faut principalement s'attaquer pour la transformer. Le critère de vérité qui s'applique à une telle théorie n'est pas exactement de type scientifique : il ne lui suffit pas d'être « pertinente », adéquate aux faits, il faut aussi qu'elle parvienne à cristalliser, pour un temps, le mécontentement et l'insatisfaction, en leur indiquant des *points d'application*. On voit bien qu'il n'existe rien de tel aujourd'hui. Quand les tentatives d'explication théorique qui sont faites ne sont pas tout simplement absurdes ou grossièrement arbitraires, elles n'en restent pas moins incapables de désigner un objectif pratique, même lointain, de dire sur quoi il faudrait concentrer ses efforts, non plus pour ébranler la société établie, puisqu'elle s'effondre de son propre mouvement, mais pour lui opposer une activité collective qui ait quelque chance de mettre un terme à la dévastation du monde.

Sans doute les analyses critiques qui mettent l'accent sur la nature fondamentalement industrielle de la société présente en résument-elles ainsi mieux que

d'autres la plupart des caractéristiques, et nomment-elles ce qui en constitue assurément la détermination à la fois la plus universelle et la plus concrète. Pour quiconque utilise cette définition sans la fétichiser, elle n'implique évidemment pas l'oubli du fait que cette société industrielle est aussi capitaliste, marchande, spectaculaire, hiérarchique, technicienne, tout ce qu'on voudra, pas plus que l'accent mis dans les années soixante sur les récents progrès de l'aliénation que désignait le terme de « spectacle » n'impliquait d'abandonner la critique du capitalisme, mais au contraire la reformulait dans des termes appropriés pour en faire quelque chose. En tout cas, si sommaire soit-elle dans certaines de ses formulations, la critique anti-industrielle a déjà le mérite de satisfaire à l'une des conditions requises d'une théorie subversive, selon un connaisseur, à savoir d'être « parfaitement inadmissible », en ceci qu'elle déclare « mauvais, à la stupéfaction indignée de tous ceux qui le trouvent bon, le centre même du monde existant » [\[23\]](#) .

Pourtant une telle critique doit nécessairement rester très démunie pour dire comment s'en prendre à ce « centre » en ce que, décrivant la société industrielle comme un monde clos dans lequel nous sommes incarcérés, elle insiste à juste titre sur le fait qu'il s'agit d'une sphère effroyable dont le centre n'est à proprement parler nulle part, puisque sa circonférence est partout : nous nous, y heurtons à chaque instant (on retrouve là, inversée, une autre métaphore très ancienne et très suggestive). Sauf à toujours postuler l'existence d'une classe, le prolétariat, que sa position centrale dans la production constituerait en sujet révolutionnaire, on ne voit en effet pas bien, si l'on considère froidement la cohérence des contraintes qu'agence le système industriel, ce qui pourrait y mettre fin à part son autodestruction, certes largement entamée, mais encore assez éloignée d'un hypothétique terme. Et dans ce cas se pose la question des ressources – pas seulement naturelles – que conservera l'humanité, quand le désastre sera allé si loin, pour reconstruire le monde sur d'autres bases. Autrement dit : dans quel état seront les hommes, dans quel état sont-ils déjà, après tout ce qu'ils s'épuisent à s'infliger, en même temps qu'ils s'endurcissent à le supporter ? On peut soutenir qu'une aggravation de la catastrophe balayera tous les conditionnements et galvanisera les meilleures énergies de l'humanité, ou au contraire qu'elle précipitera, sous le fouet de la panique, la chute dans la barbarie. On peut spéculer et dogmatiser là-dessus aussi longtemps qu'on voudra, on n'en restera jamais qu'à des opinions, croyances ou « intimes convictions » sans fondement ni portée. Si aucune théorie ne saurait raisonnablement répondre à une telle question, c'est tout simplement que ce n'est pas une question théorique, quoique ce soit la question cruciale de l'époque.

Les théoriciens étant donc, comme je l'ai déjà dit, tout aussi désemparés en réalité que les gens ordinaires lorsqu'il faut formuler des hypothèses sur les conséquences, même très proches, du désastre en cours, il n'est guère étonnant que leurs écrits aient quelque chose de fantomatique, et d'autant plus qu'ils adoptent pour la galerie un ton vieillot d'assurance tranchante. (Les fantômes, comme on sait, aiment à se revêtir d'armures rouillées [\[24\]](#) .) Il leur manque en effet, faute de pouvoir concevoir un avenir quelconque, à peu près tout ce qui faisait la consistance et le mordant d'une théorie

révolutionnaire : la tension vers l'activité collective et la recherche de médiations pratiques, la réflexion stratégique en fonction d'échéances précises, la capacité de relier chaque conflit à un programme universel d'émancipation. Et si tout cela leur manque, ce n'est pas – en tout cas pas toujours et pas principalement – par quelque déficience intellectuelle particulière, mais parce que le terrain social et historique sur lequel pouvait naître et se déployer une telle intelligence théorique s'est dérobé sous nos pieds.

Personne ne sait au juste ce qui va jaillir de la jungle du présent, des combinaisons imprévisibles d'un chaos inouï. Les théoriciens se distinguent néanmoins, et plus ils sont « radicaux » plus cela est marqué, par la satisfaction non dissimulée avec laquelle ils parlent de crise, d'effondrement, d'agonie, comme s'ils possédaient quelque assurance spéciale sur l'issue d'un processus dont tout le monde attend qu'il en vienne enfin à un résultat décisif, à un événement qui éluciderait une fois pour toutes l'obsédante énigme de l'époque, que ce soit en abattant l'humanité ou en l'obligeant à se redresser. Pourtant cette attente dépossédée fait elle-même partie intégrante de la catastrophe, qui est déjà là, et la première tâche d'une théorie critique serait de rompre avec elle, de se refuser à entretenir on ne sait quelle espérance contemplative en pariant par exemple, comme Jappe, du « vide » propice à « l'émergence d'une autre forme de vie sociale » que va créer l'implosion du capitalisme, ou comme Billeter de « l'événement », du « moment imprévisible où quelque chose de nouveau devient soudain possible » et où les raisonnements critiques ont enfin un usage ; ou encore comme Vidal, donc plusieurs degrés au-dessous, du « travail de plusieurs générations » que nous aurions tout loisir d'envisager pour que le « mouvement de l'antimondialisation » en vienne à « définir, de façon plus ou moins libertaire (*sic*), les termes d'un *nouveau contrat social* » (un délai beaucoup plus long encore ne suffirait assurément pas à un tel « mouvement », parti comme il est, pour développer quoi que ce soit qui ait à voir avec une conscience critique ; et s'il s'agit de servir leur pâte idéologique aux anti-mondialistes les plus gauchistes, Negri fait ça très bien). On peut toujours tenir pour essentiellement vrai, aujourd'hui encore, l'aphorisme selon lequel, en rupture avec toute philosophie de l'histoire et avec la contemplation d'un agent suprême extérieur, quel qu'il soit – développement des forces productives ou, en remplacement, autodestruction du capitalisme –, « la théorie n'a plus à connaître que ce qu'elle fait » (*La Société du spectacle*). Cependant, comme beaucoup d'autres affirmations de la théorie révolutionnaire ancienne, celle-ci s'est trouvée confirmée d'une façon bien différente de ce qui était prévu : le cours catastrophique de l'histoire présente (la « réaction en chaîne ») échappant, pour un temps dont il est impossible de prévoir la durée, à notre action, on ne peut théoriser à son sujet qu'en restaurant d'une manière ou d'une autre la position séparée et contemplative de la philosophie de l'histoire. Il reste donc à pratiquer là aussi une « ascèse barbare », à l'encontre de la fausse richesse des théories prolongées ou reconstituées. Quand le bateau coule, il n'est plus temps de disserter savamment sur la théorie de la navigation : il faut apprendre vite à construire un radeau, même très rudimentaire. C'est cette nécessité de se restreindre à des choses très simples, certes indignes de la « grande théorie » mais désormais vitales, de se concentrer sur ce dont on a impérativement besoin en sacrifiant tout le reste, que Walter Benjamin a excellemment exprimée dans une lettre à propos du livre d'Ernst

Bloch, *Héritage de ce temps* :

Le grave reproche que je fais à l'ouvrage (quand bien même je ne le ferais pas à l'auteur) est qu'il ne correspond en aucune manière à la situation de sa parution, mais surgit aussi déplacé qu'un grand seigneur qui, venu inspecter une région dévastée par un tremblement de terre, n'aurait pour commencer rien à faire de plus pressé que de demander à ses gens de dérouler les tapis de Perse qu'il a apportés – ici et là un peu mités déjà –, d'exposer ses vases d'or et d'argent – ici et là un peu ternis déjà –, d'étendre, ici et là déjà décolorés, les brocarts et tissus damassés. Il va de soi que Bloch a d'excellentes intentions et de grandes idées. Mais il se refuse à les mettre en œuvre en les pensant. En pareille situation – dans un lieu frappé par la misère –, il ne reste plus au grand seigneur qu'à livrer ses tapis comme couvertures, à faire couper des manteaux dans ses riches étoffes et envoyer à la fonte sa vaisselle somptueuse.

A la fin des *Remarques sur l'agriculture génétiquement modifiée et la dégradation des espèces*, il était dit qu'il ne restait plus, pour sortir du « monde clos de la vie industrielle », qu'à « partir cultiver son jardin ». Si l'on oublie les railleries stéréotypées des progressistes sous-marxistes et des ânes qui semblent craindre par dessus tout « le retour à la traction animale », la formule a en général été prise pour une pirouette un peu facile, un expédient choisi faute de pouvoir énoncer un programme plus ambitieux. C'était pourtant, à y regarder de près et sans œillères « radicales », un programme des plus ambitieux, à prendre dans son sens aussi bien littéral que figuré ; y compris en pensant au « jardin d'Epicure ». Mais comme il convient de considérer pour commencer le sens *potager* du mot jardin (puisque, comme le disait justement Épicure, « l'origine et la raison de tout bien est le plaisir du ventre ; même la sagesse et la culture doivent lui être rapportées »), je conclurai en disant qu'un bon manuel de jardinage, assorti de toutes les considérations critiques qu'appelle aujourd'hui l'exercice de cette activité (car là aussi il est déjà bien tard), serait sans doute plus utile, pour traverser les cataclysmes qui viennent, que des écrits théoriques persistant à spéculer imperturbablement, comme si nous étions bien au sec, sur le pourquoi et le comment du naufrage de la société industrielle.

Notes sur le *Manifeste contre le travail* du groupe Krisis ^[25]

Cela paraît accorder encore beaucoup à la modernisation technologique que de dire qu'elle a rendu le travail « superflu ». Sans même aborder tout d'abord le jugement qualitatif des facilités technologiques (qu'est-ce que fait *perdre* la « libération » par les machines ?), c'est déjà quantitativement qu'il est très douteux que la modernisation supprime du travail, en rende le maintien toujours plus artificiel (thèse centrale du *Manifeste*).

En effet, sans parler des « postes de travail » directement créés par l'innovation technologique (et quel travail !), ce sont toutes les activités salariées rendues socialement nécessaires par le même processus (qui en supprime d'autres) qu'il faut considérer : l'encadrement psycho-social des « foules solitaires », le contrôle policier de la « barbarisation », l'industrie de la « santé » (secteur en expansion s'il en est), celle du divertissement et des compensations « culturelles » à la désertification de la vie, sans parler de tout ce qui concerne la « réparation », le bricolage technique d'une néo-nature. Certes, tout ce « travail » n'est nécessaire qu'à l'intérieur de la société de l'aliénation, dans le cadre de sa logique démente, etc. Mais sa nécessité n'en est pas moins horriblement réelle à l'intérieur de ces conditions ; c'est un peu comme d'avoir un cancer : savoir qu'il est (dans la plupart des cas) le produit des conditions de vie *ne soigne pas* : reste la nécessité de recourir (avec plus ou moins de discernement, c'est un autre problème) à la médecine existante. De même, savoir que c'est le malheur économique qui est la matière première, inépuisable, de tous les « bonheurs », « facilités » ou « remèdes » produits par l'économie marchande n'empêche pas ce malheur d'être un système de contraintes matérielles auquel nul n'échappe. (On peut, par dignité, dégoût, etc., refuser les compensations et ersatz divers, on ne peut pas refuser les privations qui les rendent nécessaires et même désirables à la plupart des gens ; cf. Anders sur la télévision ^[26]).

Parler dans ces conditions de « conquête des moyens de production par les associations libres » (p. 94 de la traduction française) relève de la rhétorique incantatoire. Moyens de production ? Production *de quoi* ? De plus de malheur économique (de dépendance, d'isolement, de pathologie sociale), c'est-à-dire de ce dont des « associations libres » auraient pour premier programme de sortir. Prenons l'exemple d'un besoin élémentaire comme celui d'habiter, d'avoir un toit. La façon dont ce besoin est « satisfait » par la société industrielle, on la connaît : c'est le logement de masse, les grands ensembles, la cellule de *l'Existenz-minimum*. Des « associations libres » aux prises avec la tâche de transformer tout cela hériteraient d'un « moyen de production » (l'industrie du bâtiment et des travaux publics) qui ne peut servir à rien

d'autre qu'à construire précisément la même chose, à quelques variantes près (on pourrait à la rigueur « animer les façades » et barioler le béton ; mais c'est déjà fait). Et cet exemple est encore relativement bénin, par rapport à d'autres comme l'agriculture industrielle ou la production nucléaire d'électricité, pour illustrer l'ombre portée que l'aliénation présente projetée sur tout avenir imaginable.

Du projet de l'ancien mouvement ouvrier révolutionnaire, Krisis semble ainsi conserver – dans certains passages du *Manifeste* du moins – la part qui est justement la plus caduque : l'idée d'une réappropriation possible des « forces productives » de la grande industrie, sous la forme que leur a donnée le capitalisme. Il faut pourtant admettre qu'un seuil historique a été franchi au cours du xx^e siècle, disons entre Hiroshima et Tchernobyl, dans la transformation des « forces productives » en « forces destructives » : le capitalisme a depuis ses débuts mené une guerre permanente contre tout ce qui subsistait indépendamment de lui (dans la nature, les rapports sociaux, les activités humaines) ; mais, passé un certain seuil de puissance technique, cette guerre, avec son cycle toujours accéléré de destructions-reconstructions, est devenue le principal moteur de la valorisation capitaliste. La « réparation » technologique du monde réellement dévasté est certes, pour tout esprit lucide, le gage de nouvelles dévastations, mais du point de vue de l'économie marchande, elle est surtout le gage qu'il y aura du travail, toujours plus de travail, pour remettre en état, dépolluer, assainir, manipuler, c'est-à-dire créer de la valeur avec le désastre.

Pour résumer : la *naturalisation* de la nécessité du travail n'est plus seulement idéologique (comme la dénonce le *Manifeste*), elle est passée dans les faits, elle s'est matérialisée sous la forme de la catastrophe en cours. Autrement dit, on peut bien affirmer, avec Anselm Jappe, que « le capitalisme constitue historiquement une exception, une monstruosité », mais en ajoutant aussitôt qu'il est parvenu à détruire presque totalement ce par rapport à quoi il était une exception et une monstruosité.

Il me semble que le principal « point aveugle » dans l'analyse proposée par le *Manifeste*, c'est l'attachement à une certaine orthodoxie marxiste pour laquelle il faut toujours sauver un « bon côté » du développement technique du capitalisme. (Le présumé étant, on le sait, que ce développement technique ne serait que *formellement* capitaliste.) Cela apparaît tout particulièrement dans les mentions élogieuses faites à plusieurs reprises de la « révolution micro-informatique », qui produirait des « richesses » et nous libérerait des « tâches routinières » ; alors que dans la réalité l'informatique paupérise tout ce qu'elle touche et étend partout la routine de ses procédures. Mais c'est surtout une sorte d'hésitation que l'on sent sur cette question chez les rédacteurs du *Manifeste*. Ainsi écrivent-ils par exemple (p. 102) qu'« une fois soustraites aux impératifs capitalistes du travail, les forces productives modernes étendraient massivement le temps libre de tous », mais ils ajoutent presque aussitôt, comme pour corriger cette énormité, qu'« on ne peut reprendre qu'une infime part de la technique dans sa forme capitaliste » ; constatation qui, pour peu qu'on y réfléchisse un instant, semble bien anéantir totalement l'affirmation précédente.

Bref, c'est s'égarer et s'exposer à des incohérences comme celles que l'on trouve à

plusieurs reprises dans le *Manifeste* que de croire qu'on pourrait retrouver intactes, une fois débarrassées de leur forme capitaliste, valeur d'usage et technique émancipatrice. Nous ne sommes plus à l'époque de Marx, et les ambiguïtés de sa théorie (les espoirs progressistes dans les bienfaits de la grande industrie) n'ont plus la moindre justification. La contradiction qui mine la vieille société n'est pas entre le maintien du « travail abstrait », « la vente de la marchandise-force de travail », et des moyens de production qui permettraient hypothétiquement de s'en libérer. La contradiction fatale à la société marchande (mais peut-être aussi à la civilisation, aux chances d'humanisation qu'elle a amenées au cours de l'histoire), c'est celle qui existe entre ces moyens de production déterminés, c'est-à-dire le « capital fixe scientificisé », la technologie moderne, d'une part, et d'autre part les nécessités vitales de l'appropriation de la nature, auxquelles aucune société humaine ne saurait se soustraire (à moins d'espérer dans la mutation annoncée par les généticiens).

Une organisation sociale, quelle qu'elle soit, est avant tout autre chose une forme d'appropriation de la nature, et c'est là-dessus que la société marchande a échoué misérablement. La fuite en avant dans l'artificialisation, telle que la propose l'utopie néotechnologique, qui prétend résoudre le problème en le supprimant, n'est qu'une manifestation de cet échec. La « limite historique absolue » dont parle le *Manifeste* se situe en fait là : le travail indifférencié de la grande industrie (duquel toute particularité, qualité individuelle, détermination locale, etc., a été éliminée) a finalement, après les « révolutions technologiques » successives, rejoint son concept comme *travail mort*, mort au travail. Et ce n'est pas une simple formule : la *dévitualisation* est patente dans tous les domaines, et chaque palliatif technologique l'aggrave. Le travail industriel avait produit le producteur (l'homme désindividualisé, interchangeable, le matériel humain de la société de masse) et le « monde » du producteur (la représentation du monde qui convient à la production totale). Avec les « nouvelles technologies » – le monde sensible réduit à des informations numérisables, la vie biologique à des codes manipulables et recombinaisons –, l'incarcération industrielle est en quelque sorte « bouclée », mais en même temps c'est de toutes ses ressources vitales, aussi bien spirituelles, que l'humanité se retrouve ainsi coupée. Une telle folie ne peut évidemment se maintenir bien longtemps, mais elle peut pousser encore plus loin la « dé-civilisation » et la « barbarisation » évoquées dans les dernières pages du *Manifeste*.

Pour conclure ces notes succinctes et trop décousues, je dirai que la crainte de verser dans la formulation platement édifiante de « principes positifs », ou peut-être de céder à la futilité des « recettes pour les marmites du futur », semble retenir les auteurs du *Manifeste* d'aller jusqu'au bout de leur critique de la domination du travail mort et de sa rationalité technoscientifique. Et il est vrai que la critique de « la technique » tourne facilement à l'abstraction impraticable, avec tous les risques de régression idéaliste vers les vœux pieux « éthiques », le spiritualisme ou l'esthétisme (la floraison de ce type de fausse conscience doit elle-même être vue comme un symptôme du désarroi de la plupart des gens devant les immenses tâches pratiques qu'imposerait le démantèlement raisonné du système industriel). Pourtant, « lier les formes d'une pratique de contre-société au refus offensif du travail » (p. 107) ne saurait aller sans un jugement critique

cohérent de l'ensemble des moyens techniques développés, de façon elle-même totalement cohérente, par le capitalisme moderne. Ce jugement renvoie certes à une conception de la vie que l'on souhaite mener, mais cette conception n'est en rien abstraite ou arbitraire : elle repose sur une conscience lucidement historique du processus contradictoire de la civilisation, de l'humanisation partielle qu'il a permis d'accomplir, et qui atteint sa limite avec la rupture anthropologique en cours. Il ne s'agit pas de « revenir en arrière », mais de se réapproprier les forces vitales de l'humanité en détruisant la machinerie qui les paralyse. C'est le seul sens que peut avoir le programme de « reproduire la vie au-delà du travail » (p. 107).

Une discussion approfondie des thèses du *Manifeste* demanderait d'aborder d'autres points. Mais je me suis attaché à ce qui me paraissait central pour entreprendre de mieux dire en quoi « une critique du capitalisme sans critique de la société industrielle est aussi insensée qu'une critique de la société industrielle sans critique du capitalisme » (Anselm Jappe), et contribuer ainsi à la formation de ce « nouveau *contre-espace public* », « espace intellectuel libre où on puisse penser l'impensable », dont les rédacteurs du *Manifeste* évoquent la nécessité.

Jaime Semprun

[1] « La catastrophe historique la plus profonde et la plus vraie, celle qui en dernier recours détermine l'importance de toutes les autres, réside dans le persistant aveuglement de l'immense majorité, dans la démission de toute volonté d'agir sur les causes de tant de souffrances, dans l'incapacité à seulement les considérer lucidement. Cette apathie va, au cours des prochaines années, être de plus en plus violemment ébranlée par l'effondrement de toute survie garantie. Et ceux qui la représentent et l'entretiennent, en berçant un précaire *statu quo* d'illusions tranquillisantes, seront balayés. L'urgence s'imposera à tous, et la domination devra parler au moins aussi *haut et fort* que les faits eux-mêmes. Elle adoptera d'autant plus aisément le ton terroriste qui lui convient si bien qu'elle sera justifiée par des réalités effectivement terrorisantes. Un homme atteint de la gangrène n'est guère disposé à discuter les causes du mal, ni à s'opposer à l'autoritarisme de l'amputation. » (*Encyclopédie des Nuisances*, n° 13, juillet 1988.)

[2] « Il faut sans doute être marxiste au Collège de France pour ignorer que la marchandise est par essence, en tant que rapport social, annihilation de toute particularité qualitative et de toute singularité locale au profit de l'universalité abstraite du marché. Si on accepte la marchandise, on doit accepter son devenir-monde, dont chaque marchandise particulière est un agent, avant même d'être fabriquée à Taiwan. » (*Encyclopédie des Nuisances, Remarques sur la paralysie de décembre 1995*, mars 1996.)

[3] « La première et la plus importante de ces conditions nécessaires à la connaissance scientifique, c'était une séparation étanche entre le milieu artificiel de l'observation et de l'expérimentation d'une part, et la confusion du monde d'autre part (...) les procédés et les techniques mis au point dans le milieu artificiel de l'expérimentation ont si bien pénétré le monde, s'y sont à ce point mélangés, qu'il est devenu impossible d'y démêler encore des causes et des effets, et qu'il n'y a plus rien à connaître par l'observation ; ni le fonctionnement d'un système mécanique clos sur lui-même, ni une nature non encore détraquée par l'artificialisation. Ainsi peut-on dire que la science, qui avait dû pour

se construire "sacrifier" le monde *en théorie*, a fini par le sacrifier en pratique et s'est détruite par la même occasion, la position de pur observateur qui était celle du savant étant devenue à tous égards intenable. » (Encyclopédie des Nuisances, *Remarques sur l'agriculture génétiquement modifiée et la dégradation des espèces*, février 1999.)

[4] « L'écologisme récupère tout cela, et y ajoute son ambition technobureaucratique de donner la mesure de toute chose, de *rétablir l'ordre* à sa façon, en se transformant, en tant que science de l'économie généralisée, en une nouvelle pensée de la domination. "Nous ou le chaos", disent les écolocrates et experts recyclés, promoteurs d'un contrôle totalitaire exercé par leurs soins, pour prendre de vitesse la catastrophe en marche. Ce sera donc eux *et* le chaos. » (*Encyclopédie des Nuisances*, n° 15, avril 1992.)

[5] « L'écologisme n'a d'ailleurs pas tardé à se faire politique ; de si bonnes dispositions ne pouvaient demeurer sans emploi. Elles furent relayées, dès 1972, par quantités de sommets et de rapports raisonnablement spécialisés et alarmistes (...) C'est ainsi que, dès 1987, la communauté internationale commence à parler de s'engager sur la voie d'un *développement durable*, inepte chimère dont le succès universel résume à lui seul les progrès de l'enfermement dans la mentalité industrielle. » (René Riesel, *Du progrès dans la domestication*, 2003.)

[6] « L'état d'urgence écologique est à la fois une *économie de guerre* qui mobilise la production au service d'intérêts communs définis par l'État et une *guerre de l'économie* contre la menace de mouvements de protestation qui en viennent à la critiquer sans détour. » (« Adresse à tous ceux qui ne veulent pas gérer les nuisances mais les supprimer » [1990], *Encyclopédie des Nuisances*, n° 15, avril 1992.)

[7] « C'est donc au moment où la fuite en avant de la société industrielle la mène irrévrsiblement à l'effondrement qu'on a choisi de privilégier l'échange d'arguties sur le contrôle – scientifique ou, peut-être, citoyen –, sur les mérites de l'expertise publique de cet effondrement ou sur les précautions à prendre pour le rendre supportable. Comment y voir autre chose qu'une controverse sur les usages ou les manières de table qu'on aurait décidé de mener sur le radeau de la Méduse ? » (René Riesel, « Communiqué » du 9 février 2001 à Montpellier, *Aveux complets des véritables mobiles...*, 2001.)

[8] « Véritable avant-garde de l'adaptation, le gauchisme (et surtout là où il était le moins lié au vieux mensonge politique) a donc prôné à peu près toutes les simulations qui font maintenant la monnaie courante des comportements aliénés. Au nom de la lutte contre la routine et l'ennui, il dénigrait tout effort soutenu, toute appropriation, nécessairement patiente, de capacités réelles : l'excellence subjective devait, comme la révolution, être instantanée. » (Jaime Semprun, *L'abîme se repeuple*, 1997.)

[9] Dans *L'Abîme se repeuple*, Paris, Encyclopédie des Nuisances, 1997.

[10] Trois ans après, Michel Bounan a filé la même métaphore, l'infléchissant pour illustrer comment, selon lui, « sous la forme en décomposition, une vie nouvelle commence à sourdre et à se diffuser grâce au travail ardent des vers ». D'après l'auteur de *Sans valeur marchande*, cette vie nouvelle commence certes à pulluler « sous quelques aspects d'abord horribles », mais il ne faut pas trop s'en chagriner car « nous aurons la joie certaine de voir surgir, du monstrueux chaos actuel, "une autre terre et un autre ciel " ». De même que Marx disait que la théologie était le « coin pourri » de la philosophie, on peut dire que le prophétisme a toujours été le « coin pourri » de la théorie révolutionnaire. Et c'est précisément ce qu'il reste de celle-ci chez Bounan. (Son prophétisme est d'ailleurs surtout calqué sur celui de Guenon : *Kali-Yuga*, « signes des temps » et toute la panoplie « traditionnelle ».)

[11] À sa façon très orientée, Michel Carrouges le montre bien à propos du surréalisme (*André Breton et les données fondamentales du surréalisme*, Paris, Gallimard, 1950).

[12] *Chine trois fois muette : essai sur l'histoire contemporaine et la Chine*, Paris, Allia, 2000.

[13] Dans l'exemple de Pascal, c'est un tableau, mais la suite du fragment, non citée par Billeter, énonce une réserve de taille sur cette idée de « point indivisible », « véritable lieu » : « La perspective l'assigne dans l'art de la peinture. Mais dans la vérité et la morale, qui l'assignera ? »

[14] Voir « *La Mesure de la réalité, ou la Grande Transformation expliquée aux golden boys* », repris dans *D'or et de sable*, Encyclopédie des Nuisances, 2008.

[15] Je sais bien que la seule utilisation de catégories psychopathologiques me fera ranger parmi les suppôts d'une psychiatrie répressive. La réponse est simple : je ne pense pas que ce soit principalement de déraison que nous manquions aujourd'hui – et la folie, comme réponse au malheur elle-même malheureuse, n'est jamais une émancipation.

[16] *Dialogues sur l'achèvement des Temps modernes*, Paris, Encyclopédie des Nuisances, 1993. J'avais emprunté ces excellentes formulations à la *Dialectique négative* d'Adorno. Cela pour dire que la constatation du phénomène ne date pas d'hier. C'est pourtant dans l'avenir (celui qu'ouvrira la fin de « l'idolâtrie de la raison ») que Bounan place assez drôlement le moment où " l'important permutera avec l'accessoire et les causes avec les effets ".

[17] *Impasse Adam Smith : brèves remarques sur l'impossibilité de dépasser le capitalisme par sa gauche*, Castelnau-le-Lez, Climats, 2002.

[18] Et qui essaient maintenant de se placer comme les théoriciens qui manquaient à un « altermondialisme » effectivement bien décervelé.

[19] *Les Aventures de la marchandise : pour une nouvelle critique de la valeur*, Paris, Denoël, 2003.

[20] Cette affirmation est assez surprenante de la part d'un auteur qui a consacré à Debord un livre où il analyse longuement l'influence de la critique du fétichisme de la marchandise et de Lukacs sur la théorie du spectacle, et qui ne peut donc ignorer que ces pages ont inspiré, à travers Debord et les situationnistes, une bonne part de la critique sociale contemporaine.

[21] Jappe précise que son exposé reprend très largement le point de vue de la revue allemande *Krisis*, à l'élaboration duquel il a participé. (A propos du *Manifeste contre le travail* du groupe Krisis, voir les « Notes » à la suite.) Il reconnaît par ailleurs qu'en dépit de tous ses efforts, sa « présentation de la théorie marxienne de la valeur n'est pas aisée à lire ». Notons que la lecture de ce livre est rendue encore plus ingrate par les nombreuses traces du fait que le

français n'est pas la langue maternelle de l'auteur. Au point qu'on se demande à quoi correspond la mention liminaire : « Texte revu et corrigé par Joël Gayraud. » Dans de tels cas, il vaut mieux faire le travail et ne pas mettre son nom, plutôt que le contraire.

[22] Eugène Viollet-le-Duc, *Dictionnaire raisonné de l'architecture*, Paris, 1864-1868, article « Restauration ».

[23] Guy Debord, *Préface à la quatrième édition italienne de « La Société du spectacle »*, Paris, Champ libre, 1979. Il n'est qu'à voir comment ceux qui veulent continuer à répéter la théorie révolutionnaire ancienne se récrient si l'on s'en prend à l'organisation industrielle, qu'ils rêvent toujours de mettre, avec l'informatique et le reste, au service d'une « vie libre » dont ils ne s'aperçoivent même pas qu'elle serait ainsi privée de tout contenu. Précisons cependant, pour éviter les malentendus, que cette qualité (être « inadmissible ») ne prouve évidemment rien à elle seule : n'importe quel révisionniste est raffermi dans sa conviction paranoïaque par l'unanimité qu'il fait contre lui.

[24] Je renonce à démontrer ici, comme j'en avais au départ l'intention, un exemple particulièrement criant de bluff théoricien : *Résistance au chaos*, de Jordi Vidal (Paris, Allia, 2002), mélasse emphatique où les quelques aperçus qui mériteraient réflexion sont immédiatement noyés par un flot de platitudes gauchistes, quand ce n'est pas de pures niaiseries dignes d'un Ignacio Ramonet. Le pseudo-concept fourre-tout de « dispositif chaotique » a montré toute sa valeur opératoire en permettant à l'auteur de poser au stratège, et de s'afficher comme tel dans les colonnes de la revue chic *Hélène*. Sur cette question du chaos et de ce qui l'entretient, je renvoie à la dernière partie du texte de René Riesel tout récemment paru : *Du progrès dans la domestication*, Paris, Encyclopédie des Nuisances, 2003.

[25] Groupe Krisis, *Manifeste contre le travail* [1999], traduction collective, Paris, Léo Scheer, 2002.

[26] « Quoi que nous fassions ou que nous nous abstenions de faire, notre grève privée n'y change rien, parce que nous vivons désormais dans une humanité pour laquelle le "monde" et l'expérience du monde ont perdu toute valeur : rien désormais n'a d'intérêt, si ce n'est le fantôme du monde et la consommation de ce fantôme » (*L'Obsolescence de l'homme : sur l'âme à l'époque de la deuxième révolution industrielle*).